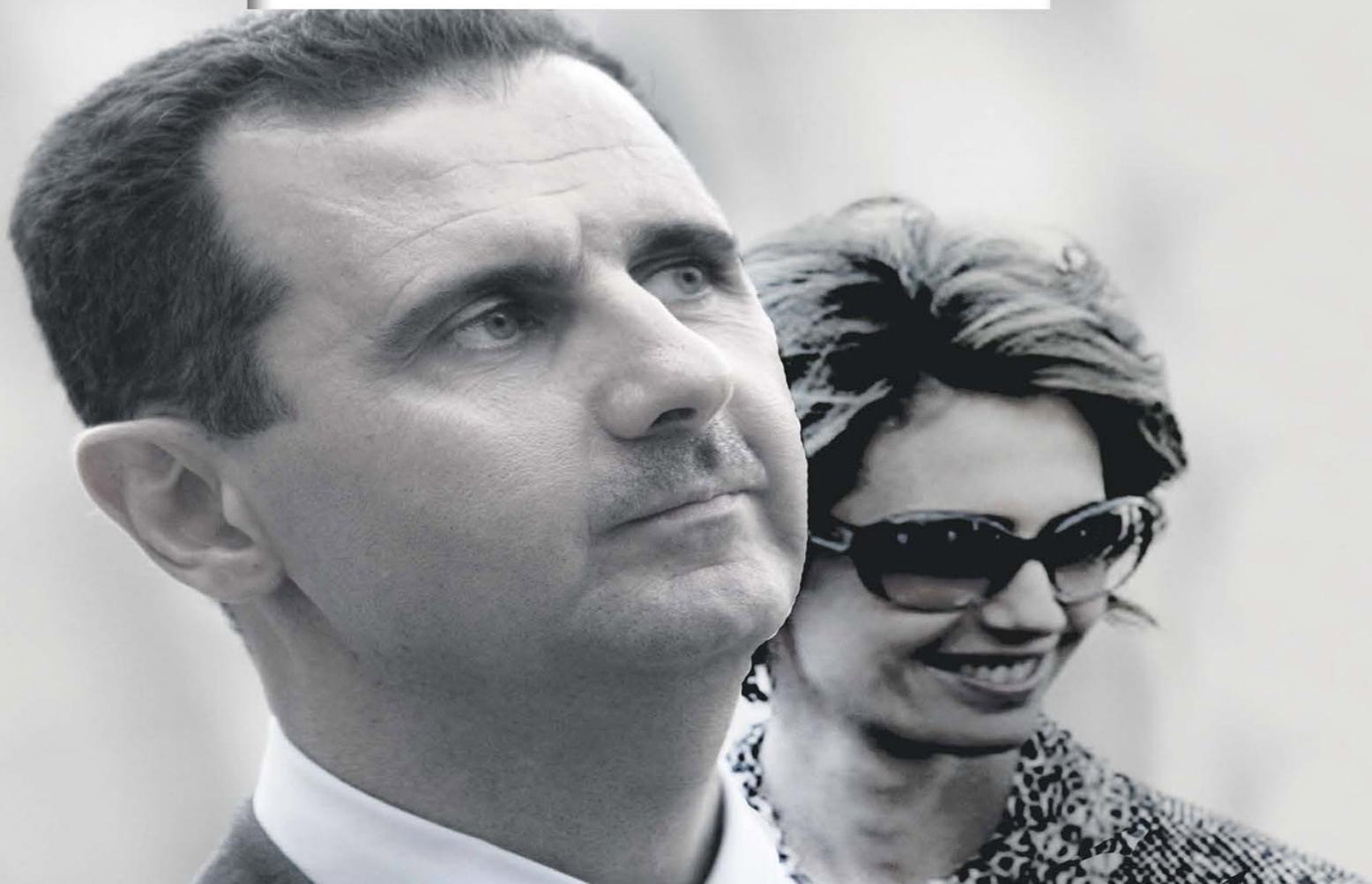


JEAN-MARIE QUÉMÉNER

BACHAR AL-ASSAD

EN LETTRES DE SANG



LE VRAI RÔLE DE SA FEMME
SES LIENS SECRETS AVEC
LA FRANCE

PLON

Jean-Marie Quéméner

Bachar al-Assad,
en lettres de sang



PLON

www.plon.fr

Du même auteur

Femmes du Rwanda : veuves du génocide, Catleya, 1999.

L'Empoisonnement alimentaire, Milan, 2000.

Les Guerres secrètes des archéologues, Koutoubia, 2009.

Docteur Bachar, Mister Assad, Encre d'Orient, 2011.

Liban, la guerre sans fin, Plon, coll. « Tribune du monde », 2017.

© Éditions Plon, un département d'Édi8, 2017

Création graphique : V. Podevin
© SObastien Calvet / Divergence
© Pool Benainous/Hounsfie ld/ Gamma-Rapho

12, avenue d'Italie
75013 Paris

Tél. : 01 44 16 09 00

Fax : 01 44 16 09 01

www.plon.fr

EAN : 978-2-259-25957-6

Dépot légal : juin 2017

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Composition numérique réalisée par Facompo

*Aux Syriens...
Un jour, certainement, à un matin de bonheur
répondra un matin de lumière...*

Préambule

C'était il y a moins de dix ans. Damas se réveille à l'ombre de la mosquée des Omeyyades et de son vieux souk. Les touristes papillonnent, s'extasient devant l'habileté des artisans syriens et manquent se faire écraser à chaque coin de rue par la conduite musclée et erratique des locaux. Alep refroidit ses ruelles au creux de ses vieilles pierres, à l'ombre de ses voûtes, sous le regard indifférent mais perspicace des mouscharabiehs du vieux souk. Homs s'ébroue lentement comme si la ville savait qu'elle avait trop à faire pour se précipiter. Palmyre rêve de sa reine perdue, et sur sa colline, là-haut, deux amoureux s'oublient pour un lever de soleil sur le royaume de Zénobie. Sur un chantier de Lattaquié, dans la moiteur méditerranéenne, un jeune paysan se dévisse le cou en regardant passer quelques lycéennes sur le chemin de l'école. À court d'onomatopées que Tex Avery eût pu inventer, il leur déclame un poème d'Adonis...

Il y a moins de dix ans, la Syrie était déjà une dictature. Elle n'était pas encore en ruines. Bachar était déjà au pouvoir. Il n'avait pas encore massacré son peuple.

Qu'est-il arrivé ? Les chercheurs et spécialistes de la région, les historiens, sauront répondre. Faits et dates à l'appui. Un nom en pivot, un homme en bourreau : Bachar al-Assad.

Et pourtant... Le puîné des Assad, un grand dadais aux épaules en dedans, cheveu sur la langue et menton fuyant, fut d'abord l'incarnation de la timidité maladive, un asocial tranquille et assumé. Un discret. La petite chose fragile de sa famille.

Faut-il voir là, comme mon ami et chercheur Ziad Majed, les germes d'une violence complexée qui ne cherchait qu'à se déchaîner ? « C'est son complexe face à son père, explique-t-il, son oncle, ses deux frères aînés et

cadet, puisqu'il n'a pas été militaire comme eux, qui l'a rendu entre autres raisons encore plus violent ! »

À la mort de son père, il incarnera l'espoir d'une grande nation, le renouveau d'une Syrie qui doit se réécrire en lettres de modernité, piocher dans son immense vivier de professeurs, de penseurs, d'intellectuels et d'artistes pour guider le Proche-Orient vers une démocratie de bon aloi.

Quelques années plus tard, beaucoup de barils de chlore et d'attaques chimiques, des centaines de milliers de morts, des millions de déplacés et d'exilés plus tard, Bachar est devenu le plus grand criminel de guerre de son siècle. Une abjection.

Raconter sa vie, c'est suivre la mise en place d'une tragédie antique dans tous ces petits moments critiques où le pire peut être évité, l'espoir relancé. C'est être déçu chaque fois. Une machine maudite se met en route, les personnalités vraies se révèlent. Les événements poussent vers le cauchemar. Les pavés de l'enfer se mettent en place les uns après les autres, inexorablement. Tous mènent à Bachar.

J'ai tenté d'en décrire le chemin, d'en dresser une carte... Le journaliste que je suis s'est appuyé sur des faits, des histoires, des témoignages. Mais puisqu'il s'agit d'un livre, je l'ai éclairé de toute mon affection pour un peuple et son pays. Il est partial, j'en conviens. Mais à ceux qui confondent realpolitik et droits humains les plus simples, j'ai voulu opposer un portrait le plus juste possible de Bachar al-Assad, nourri des propos des opposants mais aussi de ses amis, de sa famille, du « premier cercle ».

J'ai cherché à comprendre Bachar et sa chute aux abîmes. Je ne lui ai pas trouvé d'excuses. Il faut croire, comme Ziad Majed, que le tueur dormait en lui. Qu'il s'est réveillé aiguillonné par sa famille, ses peurs et ses certitudes. Qu'il est allé chercher jusque dans son mal-être les racines du Mal. Il les a fait pousser. Et continue de le faire sur un champ de ruines, sur les tombes de ses compatriotes. Avec une épitaphe en « lettres de sang ».

1

Hadès et Perséphone

L'année 2011 s'achève. Il fait froid à Damas en ce mois de décembre. Un vent glaçant saisit les gorges. Bien au chaud dans un appartement moderne du quartier des ambassades, une très jolie femme fronce les sourcils devant son ordinateur. Elle a trouvé ce qu'elle cherchait sur Internet¹. Elle copie-colle un lien, l'envoie à son mari.

« Mon cheri, écrit-elle, voici trois liens vers des websites de créateurs de vêtements »... Suivent références (BulletBlocker, Vip Body Armor...) et deux photos : le « Defender Twill Blazer » est une veste en toile de serge blindée et le « BulletBlocker Barn Coat », une veste d'éleveur pare-balles.

Asma al-Assad s'inquiète pour son mari.

La Syrie s'embrase. Bachar va bientôt démontrer qu'il est le digne héritier de son père... En pire... Asma va passer, dans la presse occidentale, de la « Rose du désert » à « La Première dame de l'Enfer ». Le couple, lui, se porte bien. Et depuis longtemps.

Leur première rencontre remonte au bac à sable ou peu s'en faut. Les deux familles se fréquentent de loin en loin. À l'époque, Hafez al-Assad n'est encore qu'un brillant jeune officier alaouite de l'aviation syrienne. Fawaz El-Akhras, le père d'Asma, est l'héritier d'une famille aisée de commerçants sunnites de Homs. Hafez est obsédé par la Syrie et son rôle historique dans un Proche-Orient qui va s'enflammer avec la guerre civile libanaise. Fawaz ne pense qu'à sa carrière de cardiologue et souhaite la faire décoller en Grande-Bretagne, à Londres.

Dès 1973, aidé par les subsides familiaux et le pouvoir en place (Hafez est devenu depuis le raïs de la Syrie), la famille El-Akhras s'installe dans la capitale britannique. Le père d'Asma y ouvre une clinique privée dans la

« so chic » Harley Street. Sa femme travaille à l'ambassade de Syrie. Diplomate, elle y occupe un très vague poste au service de l'Intendance.

En 1984, Fawaz fonde la Syrian Arab Society. Un club de mises en relation et de facilitation destiné aux 10 000 Syriens présents au Royaume-Uni... et une façon sûre de jouer les intermédiaires commerciaux pour sa famille, et d'exister politiquement et socialement aux yeux du tout-puissant maître de la Syrie.

Leur fille, elle, goûte aux priviléges d'une riche éducation anglaise. D'abord à la Church of England School (une école de jeunes filles où elle se prend de passion pour l'équitation), puis au King's College d'où elle sort avec un solide diplôme en français et en informatique. Elle y laisse la trace d'une jeune fille vive et drôle, même si ses amies se souviennent d'un caractère un brin soupe au lait. Sans que l'on sache s'il ne faut voir là qu'une façon toute britannique de souligner l'arabité de la demoiselle...

Anglaise, elle se veut. Anglais sera son prénom. Elle va « oublier » le « s » d'Asma jusqu'à ses seize ans. Pour ses copines de classe et dans son manège préféré, ce sera « Emma ». Devenue presque adulte, et sous la pression de ses parents qui aimeraient bien qu'elle n'oublie pas ses racines, elle redeviendra « Asma ». En arabe, les prénoms ont un sens. Le sien veut dire « sublime » ou, plus religieusement, une « âme élevée, noble ». Dommage de l'abîmer en l'anglicisant. Elle l'assumera pourtant devant l'écrivain Eyal Zisser : « Je ne peux pas dire que j'étais Emma, lui explique-t-elle. J'étais Emma comme vous pouvez appeler quelqu'un mon cœur, ma douce ou ma chérie ou que sais-je... Je suis née à Londres. J'ai passé vingt-cinq ans de ma vie à Londres. Mais je sais aussi que je suis syrienne. Je suis britannique et je suis arabe. Je ne suis pas l'un ou l'autre. Je fais partie des deux mondes². »

C'est donc bien Asma que Bachar va apprendre à connaître. Leur première rencontre d'adultes paraît totalement insipide. La mort dans l'âme, le timide Bachar doit bien céder à quelques efforts de représentation et se rendre aux soirées de la Syrian Arab Society. Il ne s'intéresse qu'à ses études d'ophtalmologiste qu'il a entamées dans l'aile ouest du St Mary's Hospital. Elle s'engage dans la haute finance auprès des grandes banques de la City. Il est mal à l'aise en réunion. Elle y rayonne de toute sa beauté. Son cheveu sur la langue et ses épaules voûtées le rendent invisible malgré sa grande taille. Ses cheveux auburn, son accent distingué et ses hauts talons en font l'attraction des soirées mondaines de son père. Les prétendants se

pressent. Elle les ignore. Bachar ne se donne même pas la peine de lui faire la cour. Nul doute qu'il pense n'avoir aucune chance. Mais ils se croisent. « On ne se voyait quasiment pas, se rappelle-t-elle. Et, si c'était le cas, c'était plus amicalement que quelque chose d'autre³. »

Il a peu de temps. Elle n'en a pas du tout. Elle a décroché un poste dans la branche « fusion et acquisition » de la banque J. P. Morgan. Parallèlement, elle se perfectionne en s'engageant dans un MBA Finances à la Harvard Business School. Elle mène la vie d'une trader en herbe. Il vit quasiment reclus.

Son très excité cousin Rami Makhlof n'en revient pas. Lui le symbole de la corruption du régime, qui va bientôt choquer les Syriens par son aperçu au gain et son luxe de débauches, monopoliser les télécoms et toute société qu'il juge bon de s'approprier reste pantois devant la retenue du fils de sa tante. « Bachar agissait comme une personne modeste, exactement comme son père. Il n'a jamais eu recours à un chauffeur pour l'emmener d'un endroit à un autre et il avait l'habitude de débarrasser la table lui-même. Quand nous nous faisions livrer à domicile, il nous grondait d'avoir commandé trop de nourriture⁴. »

Bachar ne s'est pas encore révélé, ni au monde ni à lui-même. Il débarque à Londres sur la pointe des pieds et vers son internat avec la discrétion d'un chat.

Il s'est installé dans un appartement tranquille de Lennox Garden, au sud de Hyde Park. Il marche jusqu'à l'hôpital en passant devant Buckingham Palace. Anonyme.

Anonyme encore devant ses confrères ou ses patients dont la plupart ne connaissent que son prénom.

« Quand je l'ai reçu pour un entretien pour son internat, raconte le docteur Edmund Schulenburg, doyen en ophtalmologie de l'établissement, j'éprouvais des réserves pour ce grand jeune homme. Les gens qui viennent d'environnement comme Bachar ont tendance à être arrogants mais j'ai eu le plaisir de découvrir qu'il ne l'était pas. Il était modeste... Quand il a commencé à travailler ici comme interne, il était très important pour lui de montrer sa reconnaissance à ses supérieurs. Je l'appelais par son prénom, il me rendait du docteur Schulenburg... C'était un bon interne, agréable. Il avait un comportement réservé et gentil. Il était apprécié de mon staff même si je ne pense pas qu'il ait eu de bons amis parmi les autres internes⁵. »

L'humilité de ce Bachar-là manque cruellement au Assad d'aujourd'hui. À moins qu'il ne faille voir derrière sa timidité maladive un mal-être qui annonçait déjà le sanguinaire. Mal à l'aise en réunions, furent-elles illuminées par la belle Asma, il préfère déjà à l'époque le face-à-face : « Il donnait aux patients l'impression que leur bien-être était la seule chose qui le préoccupait, poursuit son ancien mentor. Ils aimait la façon qu'il avait de prendre soin d'eux. »

Ils représentent alors peut-être sa seule ouverture sur le monde. Internet en est une autre. Il le découvre et en saisit l'universalité. Il saura s'en souvenir quand il tiendra les rênes de son pays. Mais à Londres, il vit tranquillement en écoutant du Phil Collins... Qui lui donnera peut-être le courage de s'aventurer vers Asma. Peu à peu, au gré de discussions, d'abord espacées, puis de rencontres plus régulières. Les deux Londoniens vont se rapprocher jusqu'à se fiancer.

Pour le plus grand plaisir de la famille El-Akhras... Et le plus profond déplaisir de la mère de Bachar.

Anissa Makhlouf, épouse al-Assad, veille sur ses enfants avec une constance de mère-louve. Son mari trop occupé par les affaires du pays, cette *mater familias* qui élève seule ses rejetons. Bachar l'inquiète. Trop réservé, pas forcément brillant, très discret... Mais surtout, il semble ne pas assumer l'héritage du père. Anissa veille au grain et calme les colères d'un paternel qui trouve son deuxième fils un peu mou et qui ne comprend pas vraiment son désir d'expatriation. La goutte Asma va faire déborder le vase. Rien ne va plus. D'abord la jeune lady est issue d'une famille sunnite. Les Assad et les Makhlouf sont alaouites. Si les premiers sont majoritaires dans le pays, les seconds le contrôlent. Les alaouites viennent de la région de Lattaquié, à l'ouest côtier de la Syrie. Leur religion, très marquée par l'antique culte de Baal, n'a pas grand-chose à voir avec le sunnisme. Et très peu également avec le chiisme dont ils sont pourtant censés être l'une des branches. Même un grand spécialiste des religions comme le Libanais Philippe Hitti en était convenu : « Cette secte est la seule énigme religieuse qui n'a pas été complètement résolue au Proche-Orient. » Les deux principales confessions musulmanes ont en effet « récupéré » les égarés du Levant : les druzes aux sunnites, les alaouites aux chiites.

Petite enclave dans la grande Syrie, les alaouites sont minoritaires religieusement mais maîtres du pays, et la très alaouite Anissa aurait souhaité que son fils trouvât chaussure à son pied dans sa communauté.

Asma a un autre défaut, rédhibitoire : elle est intelligente et belle. En bonne mère alaouite, Anissa entrevoit les problèmes futurs et probablement la perte d'influence qu'elle a encore sur son fils. Elle qui a érigé la discréption en règle de gouvernement (familial) craint le glamour british de la jolie Anglo-Syrienne.

Pour la première dame de Syrie et mère de Bachar – et ce n'est sans doute pas une originalité –, Asma n'est tout simplement pas digne de son fils, et elle craint que cette jeune fille n'avale tout cru son pauvre enfant.

Elle oublie en passant qu'elle-même a dû patienter des années avant d'obtenir de ses propres parents le *nihil obstat* pour son mariage avec un jeune officier, alaouite, certes, mais de trop basse extraction pour entrer dans la riche famille Makhlouf...

Le jeune couple n'en a cure. Bachar connaît l'historique des nombreux drames familiaux. Son intérêt pour Asma n'est que détail dans la grande fresque mouvementée des Assad. Et l'éloignement lui permet de mener la vie qu'il désire, sentimentalement aussi.

Dix-huit ans plus tard, la ville d'Asma est à feu et à sang. Homs est assiégée par les troupes de Bachar. Les rebelles tiennent le centre de la capitale sunnite. Début février 2011, le Président passe à la vitesse supérieure, il bombarde intensément la vieille ville. Les rebelles, piégés, meurent par centaines. Les hôpitaux sont débordés puis bombardés. Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit pour tenter – en vain – de mettre fin aux massacres.

À Damas, un certain Sam envoie des messages à une dénommée Alia. Les activistes syriens vont craquer la messagerie, grâce semble-t-il à une taupe dans le premier cercle du pouvoir, et envoyer les mails au journal britannique *The Guardian*. Sam ? C'est Bachar. Alia sera Asma quand elle ne signe pas directement avec son vrai prénom.

Le peuple syrien fête dans le sang, les larmes et le chlore le premier anniversaire du soulèvement. Bachar « Sam » al-Assad écoute de la musique. Il vient de s'arrêter sur un titre de Blake Shelton, un chanteur américain de country, très connu outre-Atlantique pour sa participation en tant que juré à la version américaine de « The Voice ». Alors que les obus de mortier pilonnent la ville d'origine de sa douce et tendre, le raïs lui envoie les paroles et un lien iTunes de « *God gave me you* ». En français : « Dieu t'a donné à moi ».

Les paroles du premier couplet : « J'ai été une peine de cœur ambulante. J'ai fait de moi n'importe quoi. La personne que j'ai été après n'est pas celle que je veux être »...

Dont acte... Sirupeux mais clair. Appliquée au régime syrien, l'eau de rose prend un goût de sang...

Asma évite la musique country et se montre plus directe. En décembre, la pression des rebelles et des gouvernements occidentaux se fait plus forte. Son mari est dans la ligne de mire. Assad ne contrôle ni sa population, ni les rebelles, ni des pans entiers de son territoire. Sa femme le rassure : « Si nous sommes forts ensemble, nous surpasserons cela ensemble... Je t'aime... »

Bachar avait promis des réformes devant le début du soulèvement. Il perd le contrôle. Il ne fera aucune réforme mais prend des mesures pour renforcer encore son pouvoir. Asma lui envoie un message pour lui dire qu'elle finira à 17 heures et l'attendra. Lui est obsédé, confus, mélange tout : « C'est la meilleure réforme que n'importe quel pays puisse avoir que tu me dises où tu seras, nous allons l'adopter malgré les lois de pacotille des partis, les élections, les médias... »

Le 16 octobre, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, réclame une action internationale pour éviter une « guerre civile totale » en Syrie. Une demande restée – hélas – sans suite... Bachar, lui, envoie de sa tablette à son état-major et à ses plus proches conseillers un article aux accents de *fake news* prétendant que l'ambassadeur américain à Damas, Robert Ford, « recrute des Arabes pour des escadrons de la mort, des combattants liés à Al-Qaïda en Afghanistan, Irak, Yémen et Tchétchénie pour se battre contre l'armée syrienne et la police »... Déjà pointe cette « lutte contre le terrorisme international » derrière laquelle le maître de la Syrie s'abritera pour écraser son propre peuple.

Son conseiller stratégique pour les villes assiégées, Khaled el-Ahmed envoie un message pour lui demander de « renforcer sa politique sécuritaire pour restaurer le contrôle et l'autorité de l'État ». Au passage, il prévient son maître que des journalistes européens « sont entrés dans la zone en traversant la frontière illégalement ».

Le 11 janvier 2012, le journaliste français Gilles Jacquier meurt tué par un obus. Le 22 février, ses confrères Édith Bouvier et William Daniels sont blessés dans le bombardement du centre de presse du quartier de Bab Amro.

Le photographe français Rémi Ochlik et la grand reporter américaine Marie Colvin sont tués dans le même bombardement.

Pendant ce temps-là, Asma fait du shopping. Sur Internet. Elle profite de la présence de sa cousine Amal à Paris pour lui demander de faire quelques emplettes pour elle. Elle voudrait quatre colliers (« en turquoise et diamant jaune, en cornaline, en onyx noir et en améthyste avec des diamants ») d'une petite bijouterie parisienne. Pas de souci, répond Amal, mais les délais de livraison pourraient être un peu longs : deux ou trois mois. La belle Londonienne n'en a cure, l'explique et conclut cet échange par un « ne t'inquiète pas, nous allons bien ! ». Preuve qu'elle est consciente du chaos dans lequel se débat son pays...

Ce qui ne l'empêche pas de tenter de trouver chaussure à son pied. Le 3 février 2012, elle répond à sa cousine qui vient de lui envoyer des photos des futures créations du chausseur Christian Louboutin : « Haha... Tu vas rire, je les AIME en fait !!! Elles sont vraiment cool... Mais je ne crois pas malheureusement qu'elles vont être utiles dans un avenir proche... Et mon placard à chaussures n'a pas besoin de plus d'amis... Et je vais passer mon tour⁶ »...

En six mois pourtant, elle ne « passera pas son tour » sur une lampe Armani, un vase de Murano, les soldes Harrods où elle trouvera un très utile ustensile à fondue, un DVD de *Harry Potter et les reliques de la mort* (partie 2), quelques meubles, des bougeoirs et des chandeliers... Tous rapportés par des amis de la famille *via* Beyrouth ou Dubaï...

Le lèche-vitrines d'Asma peut amuser certains de ses amis, il en inquiète d'autres. La fille de l'émir du Qatar met carrément les pieds dans le plat : « Je prie pour que tu convainques le président de quitter la scène avant que des poursuites ne soient engagées. Le pays a besoin de se stabiliser tout autant que vous avez besoin de tranquillité d'esprit. » Sage conseil. Totalement ignoré...

« J'ai été là depuis le début et je n'ai jamais pensé du tout à être où que ce soit ailleurs, confie-t-elle le 18 octobre 2016 à la chaîne de télévision russe (très liée au pouvoir en place) Russia 24. Oui. On m'a offert l'opportunité de quitter ou plutôt de fuir la Syrie. Ces offres comprenaient des garanties de sécurité et de protection pour mes enfants, et même une sécurité financière. Il ne faut pas être un génie pour savoir ce que ces gens avaient réellement en tête. C'était une tentative délibérée de ruiner la confiance du peuple en son président. »

Pour Chris Doyle, directeur du Council for Arab-British Understanding (CAABU : Conseil pour la compréhension arabo-britannique), « cela reflète d'une certaine façon le fait qu'ils ont commencé à se sentir à l'aise avec le pouvoir, et... le pouvoir corrompt. Ils ont appris à aimer leur situation et les signes extérieurs du pouvoir, et ils se sont sentis de plus en plus confortables avec l'autorité véreuse du régime. Après cinq ans d'un tel horrible niveau de carnages, de destruction et d'exode, il est difficile de croire qu'elle et les autres à la tête du régime ne sont pas pleinement conscients de ce qu'il se passe¹ ».

Un vertige – sanglant – du pouvoir d'autant plus enivrant qu'aucun d'entre eux n'y était destiné. Asma aurait dû gérer des investissements étrangers pour une grande banque d'affaires londonienne. Bachar, lui, devrait aujourd'hui être un ophtalmologiste respecté de la Royal Society of Ophtalmologist...

Un accident de voiture, un matin de brouillard, les a fait basculer. Tous : le couple, la Syrie et le Proche-Orient, le monde...

¹. *The Guardian*, 14 mars 2012. Toutes les traductions sont de l'auteur.

². Eyal Zisser, *Commanding Syria*, I. B. Tauris, 2007.

³. *Ibid.*

⁴. Eyal Zisser, *Commanding Syria*, *op. cit.*

⁵. Eyal Zisser, *Commanding Syria*, *op. cit.*

⁶. *The Guardian*, 14 mars 2012. Traduction de l'auteur. Les capitales et la ponctuation ont été respectées.

⁷. « Asma al-Assad : from Syria's "desert rose" to "first lady of hell" », *The Guardian*, 22 octobre 2016.

2

Bachar, deuxième du nom

25 janvier 1994, Bachar al-Assad dort dans son appartement londonien. Bassel al-Assad, son grand frère, se lève. Le quartier aisné de Malki à Damas se réveille à peine. C'est l'heure de la relève pour les gardes des nombreux bâtiments officiels et des ambassades avoisinantes. Un bruit de moteur vient déranger la quiétude embourgeoisée et arborée des lieux. Un moteur italien, une voiture sportive... Bassel sort de chez lui. Direction l'aéroport, la Suisse, le ski et d'éventuelles conquêtes blondes pour des vacances de jet-setteur... Un trajet fait plus de mille fois. Les seuls à ne pas avoir le sourire se trouvent dans la voiture suiveuse. Les gardes de sécurité de l'aîné des rejetons d'Assad admirent l'héritier, le militaire, le play-boy au volant, sa voiture... moins sa conduite.

La route trace une ligne droite à la sortie de la ville. Mais l'aéroport est une zone militaire. Tout est bon pour rendre son accès compliqué, y compris les fameux ronds-points dont les Anglais sont si friands. Bassel se pique de savoir piloter. Il rétrograde un peu, accélère beaucoup dans la courbe. La voiture enfourche le terre-plein. Elle part en tonneau. Sans ceinture, le conducteur est promené dans l'habitacle. Sa tête part en avant. En biais. Elle heurte le coin du tableau de bord.

Il est 7 heures du matin et la Syrie d'Hafez al-Assad vient de perdre son héritier.

Les secours n'y pourront rien, pas plus que le transport en urgence vers l'hôpital. Le Raïs doit être averti. À son tour, Hafez prévient Bachar.

Il est très tôt à Londres. Le soleil ne filtre pas encore. La nuit grise et pluvieuse annonce une journée britannique... La mauvaise nouvelle assomme le petit frère, détruit le futur docteur, annihile le presque marié.

Le petit frère perd son modèle, celui qu'il eût aimé être s'il ne s'en savait pas totalement incapable. Un grand frère qui prenait sur lui pour les maladresses de Bachar. Un sportif accompli, aussi doué avec les femmes qu'avec les troupes d'élite syriennes. Celui sous le nom duquel les innombrables affiches de propagande syrienne écrivent : « L'Exemple ». Le portrait, en plus fougueux, du père. L'exact opposé, ou presque, de Bachar.

Le docteur, lui, sait que le coup de fil lui annonçant la mort de Bassel sera suivi par d'autres appels de son père. Il sait qu'il va devoir prendre le premier avion pour la Syrie et entendre de la bouche paternelle ce qu'il ne pensait jamais devoir entendre : il devient l'héritier. Puisque « l'Exemple » est mort, les propagandistes du régime écriront « l'Espoir » sous sa photo...

À son tour, Bachar prévient Asma. Ses rêves à elle s'effondrent aussi. Elle a compris. Elle va devoir faire un choix cornélien entre sa carrière, sa vie à Londres, son avenir dans la haute finance et celui qui n'est pas encore son mari. Choisir entre sa vie et celle d'une Assad, son pays d'adoption et son pays d'origine.

Bachar part à l'hôpital St Mary. Il demande immédiatement un rendez-vous avec son mentor, le docteur Schulenburg. « Il est venu dans mon bureau, raconte celui-ci, et il m'a dit qu'il avait reçu des mauvaises nouvelles, qu'il devait retourner en Syrie. Il n'a pas touché un mot de la mort de son frère dans un accident de voiture, ni de ses projets pour l'avenir. Mais nous étions au courant grâce aux journaux télévisés. Je dois avouer que son visage est resté impavide. Il s'est comporté avec beaucoup de retenue sans trahir le moindre soupçon d'émotion¹. »

On sait aujourd'hui que la capacité de Bachar à s'émouvoir souffre d'une relativité certaine... À l'époque, indépendamment d'une attitude et d'un flegme britanniques affichés, il paraît plus que probable qu'il soit totalement étourdi par la nouvelle, effrayé par l'avenir qu'il sent se dessiner et effondré sous les souvenirs.

Le 11 septembre 1965, au nord de Damas, le petit appartement familial des Assad accueille un nouveau venu, le petit Bachar, sous l'œil amusé d'un Bassel qui va vite deviner les limites du petit frère.

Quelques années plus tard, quand il s'agit de jouer au football, Bassel est avant-centre, Bachar – déjà ! – le dernier choix. De loin en loin, un très grand homme à la moustache déjà blanchie vient jouer avec eux. Il pose sa veste d'uniforme de ministre de la Défense et de chef d'état-major de l'aviation. Il se devine et s'emploie à un autre destin. Il ne sait pas jouer au

foot mais il sait très bien qu'il n'aura jamais assez de temps pour ses garçons, qu'il doit former le plus remuant d'entre eux à une future succession. Hafez le père aime certainement tous ses enfants, Hafez le Raïs doit préparer Bassel à régner.

Et cela doit commencer à la maison. Par l'exemple. Un appartement plutôt simple alors que les caciques du régime préfèrent les luxueuses villas aux alentours ou les grands appartements modernes qui fleurissent à Malki ou à Mezzeh notamment. Une discipline de fer et une éducation rigoureuse surveillée par Anissa qui doit leur apprendre les bonnes manières. L'humilité et la force de l'exemple plus que l'exubérance et l'étalement des richesses. Aujourd'hui encore, Bachar y obéit. Asma, moins... Mais elle n'a pas reçu la même éducation.

Si Bassel entraîne Bachar dans ses parties de foot et les menues bêtises que peuvent faire deux bambins qu'à peine trois ans séparent, c'est Bouchra, la sœur aînée, qui sert de seconde maman au futur maître de la Syrie. Pendant les cinq premières années de Bachar, ils vont partager la même chambre... Puis contraindre les parents à déménager et rejoindre à leur tour un logement dans l'inévitable quartier Malki, décidément très en vogue.

La mère plus que le père raconte à ses enfants la légende familiale. Une tradition en Syrie, un pays qui, s'il a inventé l'écriture, réinvente tous les jours une tradition orale omniprésente.

La saga familiale des Assad commence sur les pentes escarpées de collines tapissées de roses trémières à l'est de la capitale des alaouites, Lattaquié. Le village de Qardaha accueille surtout une main-d'œuvre paysanne qui travaille pour les propriétaires terriens, essentiellement sunnites ou chrétiens. Ali Sleiman s'y taille une dangereuse réputation. Il y mate les petits paysans et les débuts de jacqueries. Un intendant aux méthodes musclées. Son nom de famille lui sert de curriculum vitae : Wahhich. Le dictionnaire arabe-français Larousse en donne plusieurs traductions : brutal, bête fauve, barbare, sauvage, indompté...

En récompense de ses bons et loyaux services, Ali Sleiman Wahhich devient Ali Sleiman « al-Assad », c'est-à-dire « le lion ». Une légende tenace raconte qu'il aurait en fait maîtrisé une bête sauvage... Douteux, mais plus fleuri à conter.

Si le grand-père d'Hafez en vient à changer de nom, c'est aussi que le clan, celui des Karahil, a grimpé une marche ou deux dans l'échelleau

compliqué des règles claniques locales. La tribu, les Kaliyeh, dont dépend le clan, n'est pas très influente en ce territoire alaouite. Le père d'Hafez, Ali, saura faire fructifier son maigre héritage et dispose de quelques terres arables. Suffisantes pour faire vivre sa famille mais pas pour faire pièce au clan des Makhlof qui eux sont plus vite passés du statut de paysans à celui de riches bourgeois possédant de nombreuses terres.

Anissa le glissera discrètement dans toutes les histoires et les réunions familiales, généralement le vendredi soir : ses parents « tenaient » le village de Boustan, près de Jableh... Le grand homme, c'est lui. La grande famille, c'est moi...

Une histoire qui fait sourire Bachar, ses frères et sa sœur, et rêver le petit cousin Rami, celui-là même qui deviendra l'homme le plus riche du pays...

Bien avant que Bachar ne cède à l'appétit vorace et corrupteur du fils de sa tante, il doit faire ses études. Comme la plupart des enfants de la classe moyenne supérieure damascène, il va à l'école de la « Mission laïque française » à Damas, rue de Bagdad.

Hafez est devenu maître de la Syrie. Les Assad la contrôlent complètement. Henry Kissinger, alors à la tête de la diplomatie américaine, affirme qu'au Proche-Orient, on ne peut faire la guerre sans l'Égypte et la paix sans la Syrie. Taquin, Hafez va faire la guerre puis la paix. Au Liban voisin notamment.

Il envoie ses troupes au pays du Cèdre en guerre civile. Bachar a onze ans, un grand dadais timide qui éprouve les pires difficultés du monde à parler avec les autres. Il est le fils du Raïs, tout le monde le sait et cela le met mal à l'aise. Il n'est pas l'héritier du trône, cela lui convient, comme une consolation.

Si Bassel joue déjà les fiers-à-bras, lui préfère faire profil bas, laisse son escorte de sécurité à une centaine de mètres de l'entrée de l'établissement et ne s'assoit jamais dans les premiers rangs.

Ses enseignants auront toutes les peines du monde, quand il sera devenu président, à se souvenir de l'élève Bachar. Les qualificatifs habituels reviennent encore et toujours : discret, timide, sans problème... Ou presque. Sa scolarité sans être chaotique est loin d'être brillante. Les cours de soutien, notamment en français, deviennent récurrents. Un bulletin scolaire dont on imagine avec quels soins il est rédigé pour les yeux du seigneur et maître du pays, heureux père d'un gamin bon en maths et moyen ailleurs...

Le jeune Bachar entame ses dernières années de lycée quand Hafez lance sa grande offensive contre les Frères musulmans en Syrie. Il fait adopter une loi qui punit de mort « quiconque est affilié à l'organisation de la communauté des Frères musulmans »...

La Syrie souffre économiquement et socialement. Le taux de chômage (un secret d'État) grimpe. La population grogne. Regroupés en cellules clandestines, les Frères musulmans (sunnites) se dressent contre le régime alaouite. Bachar entre en première quand un attentat fait 175 morts à Damas. Plus question de laisser l'escorte quelques mètres derrière lui. Il est une cible aux yeux de ceux qui en veulent à son père, bien sûr, mais aussi pour tous ceux qui le côtoient au lycée.

Hafez passe à la vitesse supérieure et organise une immense purge contre les Frères au sein de l'appareil sécuritaire syrien, notamment l'armée. Trois cents morts plus tard, il juge que ses troupes sont prêtes à affronter « l'ennemi » dans ses bastions.

Bachar entre en terminale. La Syrie vit ce que ses historiens appelleront « la longue campagne de terreur » entre attentats et représailles. Une période difficile pour son père qui échappe à quelques attentats mais qui surtout explique à ses enfants et au pays qu'il lutte contre des « terroristes » et qu'il n'a aucun doute sur le fait qu'ils soient téléguidés de l'étranger... Un vocabulaire dont Bachar saura se souvenir trente ans plus tard.

Au milieu de l'hiver 1982, le vocabulaire reste le même, les événements se précipitent. Les Frères musulmans tentent de soulever la ville très majoritairement sunnite de Hama. Début février, ils prennent les commandes des points et bâtiments stratégiques de la ville et la déclarent « ville libérée ». Ils appellent sa population et le reste de la Syrie à se soulever contre les « infidèles », c'est-à-dire les alaouites du régime. Hafez réagit vite. Il envoie ses troupes d'élite et la 47^e division blindée, dirigée par son frère, Rifaat, bombarder et réinvestir Hama. La ville est dévastée. On y dénombrera environ 25 000 morts. Fin février, Hafez lève l'état de siège.

Patrick Seale, un journaliste irlandais qui travaille pour le quotidien britannique *The Observer*, arrive à entrer dans la ville une semaine après la fin des massacres et de la répression : « Dans les combats de Hama, la volonté des Frères musulmans de combattre jusqu'à la mort a rencontré la même volonté de la part des défenseurs du régime. »

À trente ans d'écart, même détermination... Et même si Hafez arrive tant bien que mal à éteindre l'incendie, il en laisse les braises pour Bachar,

lequel ne se privera pas de souffler dessus... Et déjà un constat de la gouvernance alaouite des Assad réalisé par le chercheur Michel Seurat : « La moindre concession de leur part les ramènerait à leur ancien état de *damnés de la terre*². » C'est l'un des paramètres de l'aveuglement déterminé de Bachar... Et une articulation essentielle du régime dont il va hériter.

Bachar vient d'avoir son bac et réussit à convaincre son père, grâce à sa mère et à sa sœur, qu'il peut entamer des études de médecine sans passer par la case militaire de carrière. Il s'inscrit à l'université de médecine de Damas. Là encore, ceux qui le croisent ne se souviennent que de sa discrétion et de sa timidité. De sa voiture aussi, une Peugeot pas toute neuve, une hérésie dans un Levant où le véhicule est tout à la fois signe extérieur de richesse et certificat de virilité.

Dans la Syrie d'alors, être étudiant signifie aussi être lié, indéfectiblement, au parti Baas (fondé par des pan-nationalistes arabes, laïc et égalitaire, l'équivalent arabe du parti unique à la soviétique) et à son chef. Et donc de subir quelques conférences de grands penseurs et intellectuels à la gloire du guide suprême. Bachar n'y échappe pas. Un jour donc, il se rend dans le grand amphithéâtre de sa faculté. Les témoins de la scène ne se souviennent plus du thème de la conférence mais ils se rappellent parfaitement qu'il fallait nécessairement applaudir à tout rompre chaque fois que l'orateur citait le nom d'Hafez al-Assad. Bachar reste impavide. Il n'applaudit pas plus que cela et semble imperméable à la ferveur étudiante pour le Raïs. Un élève le repère, lui en fait le reproche. Bachar ne moufte pas. Énervé par cette attitude à la limite du blasphème, son condisciple lui balance une petite claqué derrière la tête. Bachar ne bronche pas et applaudit mollement à la citation suivante du nom paternel. Ceux qui le connaissent et savent qui il est viennent en informer l'agresseur. Lequel se lève, balbutie quelques excuses au fils du maître de la Syrie et part se perdre dans les couloirs. L'histoire ne dit pas s'il est devenu médecin ou s'il a trouvé une corde pour se pendre...

Pendant l'hiver 1983, au cours de la première année de médecine de Bachar, son père tombe malade. Ce sera la première alerte d'une longue série. Atteint par un cancer dont il n'arrivera pas à se débarrasser, l'état de santé d'Hafez déclinera lentement jusqu'à sa mort. Les Syriens s'inquiètent et la rue damascène bruisse plus que d'habitude de rumeurs. On murmure

qu'il a été victime d'une crise cardiaque, qu'il est paralysé... Les plus téméraires prétendent qu'il est mort. Les plus fous le croient.

Au premier rang d'entre eux, Rifaat, le jeune frère d'Hafez. Auréolé par les « exploits » de ses « brigades de défense » à Hama, il tente un coup d'État. Ses blindés prennent position aux points stratégiques. Ses officiers essaient de s'emparer de quelques ministères et casernes. Les forces loyales au Président les en empêchent. Hafez, à peine revenu de sa convalescence, disparaît à nouveau. Il emmène le frère félon voir leur mère, en pays alaouite, dans leur village de Qardaha. « Tu veux renverser le régime ? Fais-le ! Me voilà. Je suis devant toi. Je suis le régime », aurait expliqué le grand frère au petit selon les historiens locaux (à prendre donc avec quelques pincettes de vérité...). Qu'importe le discours, il a dû être franc et définitif. Rifaat est exilé et poursuivi aujourd'hui en France et en Espagne pour avoir spolié les biens du peuple syrien...

Hama et la rébellion de Rifaat symbolisent le marqueur d'un pouvoir totalitaire esseulé confié au seul Assad en place. « Assad a triomphé, écrit Patrick Seale, mais les institutions de son État ont fait triste figure dans la crise. Au moment critique, il a dû descendre lui-même dans les rues et en renvoyer les chars. Les contrôles, les contre-pouvoirs, l'Assemblée du peuple, les organisations populaires et surtout le parti lui-même avec ses structures invasives à la fois dans le pays et dans l'armée se sont révélés inefficaces quand un général ambitieux a menacé de les envoyer bouler. Au bout du compte, c'est son autorité personnelle, et seulement elle, qui a maintenu le pays soudé. Il est l'unique pilier sur lequel repose l'édifice. Ce n'était pas de bon augure pour l'avenir³. » D'autant moins que Bachar en a retenu la leçon...

Si l'un tombe, un autre prend sa place... Rifaat écarté, c'est Bassel qui devient plus que jamais confirmé en tant qu'héritier. Ce que ne voit pas encore Bachar, c'est qu'il est le prochain sur la liste de succession...

Ce qu'il entend parfaitement bien, en revanche, c'est que les drames internes se règlent chez eux en famille et pas forcément en douceur.

Sept ans après le départ de son oncle, sa grande sœur adorée annonce à la famille qu'elle va épouser Assef Chaoukat. Le bouillant Bassel explose, Anissa la fusille du regard. Bachar prend un air contrit. Hafez serre les mâchoires.

L'homme est certes un alaouite de la région de Tartous, le grand port de la côte, mais il a dix ans de plus que sa dulcinée et, surtout, il a déjà divorcé

deux fois, ce qui ne lui donne pas le profil idéal pour prendre la main de la seule femme de la fratrie. Et chacun de lui rappeler qu'elle peut espérer mieux qu'un professeur d'histoire à l'université de Damas dont l'essentiel des travaux se concentre sur la période du Mandat français...

Bouchra n'en démord pas. Bassel prend les choses en main. Il convoque le promis, l'enferme dans un cul-de-basse-fosse et lui assène une bonne trempe. Il le relâche convaincu qu'il neigera en août à Damas avant que l'homme n'épouse sa sœur.

C'est mal connaître les femmes alaouites, sa sœur et... son petit frère. Bouchra va demander à Bachar d'intercéder en sa faveur. Il ne peut rien lui refuser. Il s'exécute et à sa façon, en tête à tête avec chacun, doucement et sûr de sa logique, il arrive à les convaincre. Bouchra a gagné. Pour le moment... Elle épouse Assef. Lequel va commettre très vite un impair. Dîner familial traditionnel du vendredi soir chez les Assad. Le nouveau gendre est présent, veut bien faire et se lance dans une diatribe contre Rifaat. Maher, le jeune frère de Bachar, n'a rien à envier à l'aîné Bassel en termes de sang chaud. Il explique à l'homme de Tartous qu'il n'est qu'une pièce rapportée et que seule la famille, la vraie, a le droit d'évoquer les félonies du tonton. Assef Chaoukat persiste maladroitement. Maher lui tire dessus. Il le blesse légèrement. Le petit frère de Bachar est aujourd'hui général et commandant de la garde républicaine et des troupes d'élite de la 4^e division blindée. L'un des responsables des massacres de civils à Alep notamment.

Bachar saura encore aplanir les choses. Devenu président, Assef Chaoukat endossera le portefeuille de ministre adjoint de la Défense (sous la férule de Maher) et saura être un élément important des tout-puissants services de renseignements (les moukhabarats)... C'est d'ailleurs sur lui que s'appuiera Nicolas Sarkozy pour renouer avec Bachar. Les explications de Christophe Boltanski et Vincent Jauvert dans *Le Nouvel Observateur*⁴ : « La DST vient alors d'installer dans la plus grande discrétion son bureau régional à Damas. "Les Syriens nous ont menacés de suspendre la collaboration sécuritaire si nous les mettions à genoux, raconte un bon connaisseur du dossier. Or ils arrêtaient des présumés djihadistes français en route vers l'Irak et nous les renvoyaient après les avoir interrogés à leur manière... On en a récupéré des dizaines comme ça. Il fallait que ça continue." À l'Intérieur, Nicolas Sarkozy poursuit cette coopération sulfureuse sans état d'âme. Son directeur de cabinet, Claude Guéant, reçoit

le tortionnaire en chef du régime, soupçonné d'être l'organisateur du meurtre de Hariri, tout-puissant patron des renseignements militaires, Assef Chaoukat. Une relation particulière s'installe. »

Une « relation » dont la limite repose sur l'état de grâce et le favoritisme dont bénéficie Assef. Coureur de jupons invétéré, il finira par lasser Bouchra... et Bachar.

L'histoire finira dans le sang le 18 juillet 2012 quand il succombera à un attentat à la bombe en plein Damas.

Bachar a donc réglé les soucis de sa grande sœur, pu apprécier l'influence grandissante de son grand frère et imaginer que son petit frère Maher lui passe devant dans l'ordre de succession... Il part en Angleterre.

Son frère est mort. Il doit rentrer et se préparer à être la Syrie.

1. David W. Lesch, *The New Lion of Damascus*, Yale University Press, 2005.

2. Michel Seurat, *L'État de barbarie*, Le Seuil, 1989.

3. Patrick Seale, *Asad of Syria : The Struggle for the Middle East*, University of California Press, 1988.

4. « Sarkozy et son ami Bachar al-Assad », *Le Nouvel Observateur*, 27 octobre 2011.

3

Apprenti dictateur

Les rues de Damas possèdent leurs propres voix. Une musique turbulente et gaie ponctuée d'éclats de rire et de coups de gueule, encombrée d'accents rauques de pots d'échappement hors d'âge. En cette fin du mois de janvier 1994, les rues damascènes se font murmure. Bassel est mort. Que va faire Hafez ? Bachar ou Maher ? Les souks conjecturent. Les cercles politiques et intellectuels ont tranché : mieux vaut Bachar pour que la Syrie suive le mouvement d'une modernité en marche. Les plus courageux parlent d'ouverture si le fils prodigue rentre au pays.

Les amis du futur couple présidentiel laissent entendre que la discussion alors entre père et fils a été plus que houleuse. Bachar tient à Asma, à sa carrière, à Londres. Dans l'ordre. Mais on ne dit pas « non » à Hafez. Pas trop longtemps en tout cas. Bachar rentre au pays. Sa future femme le suit.

Normal ! C'est en tout cas ce que tente de faire croire l'héritier : « D'abord nous vivons dans une famille politique. C'est l'environnement habituel dans lequel nous évoluons. Ensuite, je suis quelqu'un qui a une vision pour son pays, en tant que fils de président, vous avez toujours une vision [...]. Quand Bassel est mort, j'ai pensé qu'il était de mon devoir de m'impliquer. Et j'éprouverai le désir fort d'imposer ma vision quand j'aurai le pouvoir. Bassel était un jeune homme quand il est mort, et mon père n'était pas malade à l'époque. Nous n'avons jamais parlé de qui serait le prochain président. Bassel n'était pas si impliqué dans la politique à l'époque de sa mort, tout comme je ne l'étais pas avant de devenir président. Bassel était quelqu'un de très ambitieux mais nous n'avons jamais parlé de tout cela à la maison. Et je ne pouvais même pas en parler de peur de passer pour celui qui voulait atteindre cette position. Nous

n'avons *jamais* parlé de cela à la maison. Cela n'aurait pas été une bonne idée¹. »

Difficile de croire Bachar sur parole sur ses « visions » tant il n'était pas l'héritier désigné. Plus aisé en revanche de le suivre quand il explique qu'il n'était pas de bon ton d'en parler dans le cercle familial. Dans le cadre d'une dictature, l'héritage discuté est un héritage disputé. Et un danger de mort.

Bachar, en vérité, hésite encore. Maher l'attend au tournant. Il doit se décider. Il va se laisser convaincre. « La Syrie, explique un ancien ambassadeur syrien aux États-Unis, Imad Moustafa, possède un système hypercentralisé. Avoir accès au président signifie pour une personne qu'elle dispose d'une énorme influence. La perception syrienne était que le fils pouvait être l'un des plus proches conseillers d'Hafez et qu'il avait un fort potentiel d'influence. À cette époque, Bachar pensait probablement qu'il avait un rôle important à jouer dans le système mais pas en tant que successeur. Et il jouait un rôle important. Beaucoup de gens le voyaient comme une bouffée d'air frais en politique et pensaient que, peut-être, il pouvait accomplir des choses que le régime ne pouvait pas faire puisque Hafez était très malade. Il semblait à ce moment-là un personnage honnête, avenant, doté d'une grande intégrité, armé de modestie et de détermination pour aider à moderniser la Syrie². »

Asma et son cousin Rami l'auraient convaincu qu'il avait un rôle à jouer pour l'avenir de la Syrie...

Bachar, donc, va se préparer à régner. Plus vite qu'il ne pense : le temps presse. La maladie constraint son père à se battre sans espoir et même – c'est une première depuis son accession au pouvoir – à travailler moins...

Bachar va reprendre la maison Assad. Il commence par en faire le tour et un peu de ménage. Puisqu'on attend de lui qu'il dépoussiére le régime et le débarrasse notamment d'une corruption endémique, il va passer, pour commencer, un coup de chiffon dans sa propre famille. L'ineffable oncle Rifaat est revenu à peu près en grâce. Ce qui a le don d'ulcérer la doyenne, Anissa, qui, elle, n'oublie jamais et pardonne rarement.

Rifaat s'est taillé tout à côté de Lattaquié un petit accès à la mer privatif, quelques somptueuses villas et trois ou quatre entrepôts qui reçoivent la marchandise qu'il trafique en exhibant son nom de famille comme un totem d'immunité. Bachar y envoie des bulldozers. Et comme il ne peut être sûr de rien avec cette branche de la famille, il appuie les engins

de terrassement par quelques unités de police anti-émeutes et un hélicoptère de l'armée. En 1998, le neveu prive l'oncle de son titre (en chocolat) de vice-président et le bannit à vie. Pour faire bonne mesure et en finir avec les velléités de trafiquant du frère de son père, il envoie son aviation bombarder les infrastructures illégales.

Anissa peut se réjouir, Rami Makhlof aussi : il vient de perdre un concurrent notable dans le trafic international. Le business peut reprendre de plus belle.

Pour Alain Gresh, directeur du site en ligne Orient XXI, Bachar va réaliser un sans-faute dans son apprentissage : « Son long séjour à l'étranger – si rare parmi les cadres du régime –, son caractère posé et froid, qui le rapproche plus de son père que de son frère Bassel, se révèlent des atouts précieux durant les six années qui suivent son retour à Damas. Il s'initie aux délicats dossiers politiques, aussi bien diplomatiques qu'intérieurs. Il élimine un à un tous ceux qui expriment la moindre réticence devant son ascension programmée. Dans le même temps, il regroupe autour de lui une garde rapprochée, fondée sur la fidélité au père, la solidarité alaouite et un appui inconditionnel à ses prétentions³. »

Les prétentions de Bachar se tournent vers un dossier épineux, capital pour le régime syrien. Le jeune homme s'empare de la question libanaise. La Syrie y règne en maître avec ses quarante mille hommes de troupe qui patrouillent dans le pays et l'allié Hezbollah qui mène un combat de résistance contre l'occupation israélienne du sud du pays. Un pays pour le monde entier sauf pour la Syrie qui n'y voit qu'une province dotée d'une légère autonomie. Pour Hafez, Liban et Syrie sont « deux pays pour un seul peuple »... Le peuple libanais, 4 millions de personnes, pesant évidemment moins lourd que le syrien et ses 24 millions d'habitants. Hafez peut mieux que personne faire régner la loi du plus fort...

Bachar sait qu'il travaille à côté d'un maître. Lequel cédera à la première exigence de son fils, il dessaisit le vice-président syrien de la question libanaise. Son fils est désormais seul maître à bord. Ou presque. Le Liban lui a réservé une belle épine dans le pied. Son homme fort n'est pas du goût de Bachar. Rafic Hariri, le Premier ministre, est un riche (très riche) homme d'affaires sunnite qui a fait fortune dans le bâtiment en Arabie Saoudite. Il a su séduire les Libanais en reconstruisant d'un bloc tout le quartier du centre-ville rasé pendant la guerre. Il lui est tellement attaché que le *downtown* beyrouthin a pris le nom de l'entreprise qu'il dirige :

Solidere. Mais Hariri le sunnite, ami redétable des Saoudiens, ne peut convenir à Assad l'alaouite, allié de l'Iran et du Hezbollah chiites...

Et puisque la Constitution libanaise impose un Premier ministre sunnite, il va jouer sur le poste de président et propulser le chrétien maronite et très pro-syrien Émile Lahoud à la tête de l'État libanais. Ses moukhabarats (renseignements) ont pignon sur rue à Beyrouth, en occupent tout un immeuble près de la corniche et en noyaient l'ensemble des institutions stratégiques. L'essentiel pour un régime syrien économiquement affaibli est tout autant de pouvoir laisser une partie de son armée se « nourrir sur la bête » libanaise que d'exporter son chômage au pays du Cèdre. Si le jeune homme prend le contrôle du Liban, il n'en change pas le cours de l'histoire. Pas encore. Il ne fait que récupérer un levier de pouvoir interne. Il lui en faut d'autres, et, surtout, il doit s'imposer à l'étranger, à commencer par le Proche-Orient.

Il ira d'abord voir son voisin du Sud, le Jordanien Abdallah II. Les points communs entre eux ne manquent pas : deux jeunes héritiers aux épouses très à l'aise sur le papier glacé des magazines. Une visite de courtoisie qui sert plus Bachar que les relations bilatérales entre les deux pays. Il apprend, sans se formaliser du manque d'impact de ses voyages suivants en Arabie Saoudite, au Koweït ou à Oman. Il ne s'agit que d'un tour de chauffe.

Hafez al-Assad est de plus en plus miné par la maladie. Bachar endosse doucement mais sûrement le costume de président. Il reçoit, au nom de son père, Mohammad Khatami, le chef de l'État iranien. Une découverte. La diplomatie iranienne lui convient : douce, maniérée mais sans concession. Il n'a par ailleurs pas trop le choix : l'allié iranien, indéfectible, soutient l'économie syrienne à bout de bras.

Un autre allié moins attendu et historiquement plus récent séduit le jeune Bachar. La France l'accueille sous les ors du palais de l'Élysée. Jacques Chirac sait y faire et entoure le fils d'Hafez de toute l'attention paternaliste et protectrice dont il est capable. L'industrie pétrochimique française semble également apprécier cet adoubement international...

Un diplomate se souvient de l'entretien comme si c'était hier. « Bachar est arrivé avec une suite raisonnable, raconte-t-il sous couvert d'anonymat. Traditionnellement, avec Chirac à l'Élysée, le Président recevait pendant un quart d'heure environ ses invités en tête à tête puis faisait rentrer ses conseillers et ceux de son interlocuteur pour le reste de l'entretien. Me voilà

donc à patienter avec les officiels syriens en attendant la fin du face-à-face. Le temps passe. Un Syrien s'inquiète, s'agit sur sa chaise et finit par craquer : “Mais qu'est-ce qu'ils font ?” s'exclame-t-il, visiblement à bout de patience... Il l'a répété bien dix fois avant qu'une heure plus tard nous ne puissions rejoindre les deux hommes. Chirac était très à l'aise. Chaleureux. Bachar avait un petit sourire. Le président français parlait beaucoup, évoquait tous les sujets. Bachar al-Assad semblait avenant, sympathique mais s'exprimait comme s'il avait appris un texte par cœur⁴. »

Pas un grand orateur, certes, mais désormais un interlocuteur valable sur la scène diplomatique. « Son père lui a donné à accomplir des tâches diplomatiques, décrypte l'écrivain John Morrison, et il a été poussé sur le devant de la scène autant que possible pour qu'il ne soit pas un parfait inconnu quand Hafez mourra⁵. »

Reste à tisser le même bel ouvrage sur la scène intérieure. Le pouvoir syrien repose alors sur deux piliers : l'armée et le tout-puissant parti Baas. Des années de pouvoir d'Hafez y ont créé un nœud gordien de services rendus, de liens familiaux, confessionnels et clientélistes que Bachar ne peut défaire immédiatement. Pas sans avoir les pleins pouvoirs. Pas avant que son père ne meure. Même s'il commence à écarter les pions de moindre importance pour y placer les siens, il n'est pas encore prêt. Il lui faut un contre-pouvoir. Il sera double : le milieu des affaires et cet Internet qu'il a appris à connaître en Grande-Bretagne.

Si l'économie syrienne supporte quasiment 20 % de chômage, elle est traversée par des courants modernistes et libéraux qui incitent le régime à plus de liberté dans les relations commerciales. Ces jeunes loups du capitalisme (et quelques très augustes professeurs d'économie) se retrouvent pour des conférences informelles, tous les mardis, dans le quartier chic de Mezze. L'intelligence de ces groupes : ne jamais lier réformes économiques et réformes du système mais, bien au contraire, tenter de faire comprendre au régime tout l'intérêt financier qu'il aurait à adopter leurs recommandations. Bachar y viendra d'autant plus souvent qu'il a été en classe ou en lien avec la plupart de ces jeunes penseurs et qu'il rassure aussi la bourgeoisie alépine ou homsite. Ces participants ont le souvenir d'un fils du Raïs attentif, aimable, aux questions rares mais pertinentes. Bachar comprend qu'il tient là un commando d'élite pour moderniser le pays. Surtout, il tient le slogan d'une campagne qu'il n'aura pas à mener électoralement mais au cœur de l'appareil d'État : la fin de la

corruption. La Syrie en est au point où elle ne distingue plus corrupteurs de corrompus, tout un chacun l'étant tour à tour. En coulisses, Asma, l'ancienne banquière, sépare le bon grain de l'ivraie des réformes et conseille son futur époux sur les grandes lignes macroéconomiques d'un pays étatiste à libéraliser...

Pour Bachar, il ne s'agit que d'un moyen d'arriver à ses fins. Il veut des hommes à lui sur qui s'appuyer quand il prendra le pouvoir. Il lui faut donner un coup de pied dans la fourmilière de la légion de caciques qui accaparent les leviers de commande syriens.

C'est dans les pages d'un journal de Damas qu'il va agir. En août 1999, il accorde un entretien au journal *El Wassat* : « Ce sont des individus d'une certaine génération, y explique-t-il, qui ont accumulé gain et pouvoir et qui veillent dessus comme des gardiens. Ils ne veulent laisser personne s'en approcher. » Quelques généraux et vieux apparatchiks, aux uniformes ou aux vestes de costume ruisselants d'un vaisselier de décorations, commencent à sentir le vent du boulet ou de la réforme. Dans leur cas, c'est du pareil au même. Seule porte de sortie entrouverte par le prince : il gardera « ceux qui ont réalisé des conquêtes majeures pour le bien public et qui les défendent »... Bachar prévient déjà qu'il va choisir et que beaucoup pourraient être déçus.

« On devine déjà, décrypte Alain Gresh, que, contre certains barons du régime réticents à la succession dynastique, mise à la retraite et accusation de corruption vont être les deux moyens utilisés⁶ »

L'un n'excluant pas l'autre, par ailleurs. Les premiers visés seront les militaires. Le jeune Bachar peut compter sur le soutien sans faille de l'ami de son père, son bras droit militaire, le général Tlass. Il va le guider dans sa purge. Coup sur coup, le chef des renseignements militaires, puis le chef d'état-major des armées et enfin le chef d'état-major de l'armée de l'air vont devoir prendre une retraite pas vraiment anticipée. Chaque fois, Bachar insiste sur leur âge et les services rendus. Si l'impétrant renâcle, il est formellement accusé de corruption et prié de prendre ses cliques et ses claques et d'aller couler une retraite heureuse dans un autre pays. S'il s'obstine, il disparaît...

Peu à peu, Bachar fait le vide. En fin connaisseur de l'histoire de son père, il reprend une méthode éprouvée, il « alaouitise » son armée. La communauté sera toujours plus forte qu'une confraternité des armes que de toute façon il n'a pas connue.

Le coup de balai ne fait pas que des heureux. Les sunnites notamment s'interrogent sur un encadrement militaire qui devient de plus en plus alaouite. Les dépossédés jouent des coudes et des relations pour ensevelir le père sous les hommages et démolir le fils sous les critiques. L'une d'entre elles fait mouche dans l'univers très militarisé du pouvoir syrien : Bachar sait à peine tenir un fusil et rien ne dit d'ailleurs qu'il ne se tirerait pas dans le pied avec. Comment confier la Syrie, toujours en guerre, à un novice en la matière... Les plus retors expliquent que Maher, lui, a au moins l'avantage d'avoir choisi la voie des armes.

Dans le monde levantin, les apparences peuvent, certes, être trompeuses, mais ne sont jamais à négliger. Bachar est très théoriquement mais officiellement médecin militaire avec le grade de capitaine quand il revient de Londres. Non pas qu'il ait exercé au sein des troupes mais on ne saurait être fils d'Hafez sans être gradé un minimum. Ne fût-ce que pour la galerie. En trois ans, il va donc passer de capitaine à lieutenant-général, chef suprême des forces armées. De quoi sauver les apparences malgré l'ubuesque de ces promotions éclairs.

« En à peine plus de cinq ans, résume Alain Gresh, se constitue ainsi une phalange autour du fils d'Hafez al-Assad. Elle compte, aux côtés de la *génération Bachar*, des *anciens* et des représentants de la *génération intermédiaire*⁷. » L'héritier ratisse large mais finement... Lui reste à faire de même avec la société civile.

Dès son retour de Londres, Bachar sait sur quel outil s'appuyer : Internet. Le réseau explose en Syrie. Et séduit une jeunesse plutôt douée en la matière. Son grand frère décédé lui a facilité la tâche. À la fin des années 1980, Bassel a créé la Syrian Computer Society, un trust politico-affairiste qui lui permet de gérer, donc de contrôler le développement de la Toile dans le pays. Les Syriens, avec un sens de la formule très levantin, vont rebaptiser l'affaire en « maaloumatiyé ». Traduction « traitement des informations »...

« Le Docteur Bachar, explique Caroline Donati dans *L'Exception syrienne*, se fait le promoteur d'un plan d'informatisation du pays et des connexions au réseau Internet. La maaloumatiyé ne sert pas uniquement à asseoir la légitimité d'un successeur en phase avec la jeunesse syrienne et ouvert sur le monde. Elle lui permet de s'attacher de nouvelles clientèles sur l'ensemble du territoire. La société intervient en effet comme consultant auprès des organismes publics lors de l'acquisition d'équipements et de

technologies liés à l'informatique et aux télécommunications et possède des antennes dans douze gouvernorats. Elle est un vivier de jeunes baasistes⁸. »

Si, dans les villes, les jeunes Syriens sont ravis de pouvoir compter sur Internet et donc sur une information un peu plus ouverte sur le monde, difficile d'oublier que la Syrie est aussi le royaume des renseignements... « Derrière sa modernité de façade, précise Caroline Donati, la maaloumatiyé symbolise aussi la poursuite du contrôle sécuritaire, avec le perfectionnement des services de renseignements. »

Et le futur maître du pays aime penser que ces deux contre-pouvoirs s'aident mutuellement.

« J'ai toujours observé les problèmes causés par le chaos et la corruption, et ces problèmes peuvent être combattus avec un ordinateur, explique-t-il. Et si vous utilisez un ordinateur, vous devez être organisé. Vous ne pouvez pas être chaotique et habile avec un ordinateur, donc cela induit deux effets. La technologie a été créée pour rendre les choses plus faciles et plus rapides dans ce pays⁹... » Contrôle des individus compris...

Ironie triste de l'histoire, les voix d'opposition et de témoignages qui se font encore entendre en Syrie aujourd'hui, malgré les tueries et les massacres, ont été élevées à l'ombre du grand plan de développement informatique voulu par leur propre bourreau...

Bachar tisse donc sa toile. Hafez se meurt et prépare sa succession, en bon Levantin, en affirmant surtout ne rien prévoir. « Je ne prépare pas mon fils à prendre ma place et je ne l'ai jamais entendu évoquer ce sujet, explique-t-il lors de l'une de ses dernières interviews télévisées. Il me semble que le fait qu'une telle possibilité soit mentionnée provient de son travail qui lui a fait gagner estime et amour de ses collègues comme des habitants de ce pays. Quant au problème de la succession, il n'existe aucun article ou quoi que ce soit dans notre Constitution qui confie la succession de droit à un membre de la famille. »

Et le vieux lion de Damas de friser de l'œil et de la moustache. Le regard, lui, est planté directement dans celui de son interlocuteur et des Syriens. Un dernier coup de griffe...

¹. David W. Lesch, *The New Lion of Damascus*, op. cit.

². David W. Lesch, *The New Lion of Damascus*, op. cit.

³. Alain Gresh, « L'ascension programmée du "docteur Bachar" en Syrie », *Le Monde diplomatique*, juillet 2000.

4. Entretien avec l'auteur.
5. Susan Muaddi Darraj, *Bachar al-Assad*, Chelsea House, 2005.
6. Alain Gresh, « L'ascension programée du “docteur Bachar” en Syrie », art. cité.
7. Alain Gresh, « L'ascension programée du “docteur Bachar” en Syrie », art. cité.
8. Caroline Donati, *L'Exception syrienne*, La Découverte, 2009.
9. David W. Lesch, *The New Lion of Damascus*, *op. cit.*

4

Bachar sur le trône de fer

Marwan Cheikou est vaguement connu des Syriens. Ce dignitaire religieux apparaît de loin en loin pour émettre un avis définitif sur certains aspects religieux de la vie syrienne. Il conseille le président Hafez. Ce petit matin du samedi 10 juin 2000, Marwan Cheikou a la mine sombre et le regard mouillé. Il s'adresse au pays à la télévision : « Au matin du 10 juin 2000, un chef exceptionnel, un chef doté d'une rare sagesse, a rendu son dernier souffle et est mort. »

Le lion ne rugira plus. La vie s'arrête, comme suspendue, dans les villes et les campagnes syriennes. Une page de l'histoire du pays vient de se tourner. Une autre reste à écrire, et très vite les conversations tournent autour du fils, Bachar. Les campagnes craignent son inexpérience, les villes vantent sa modernité. Les vieux se souviennent du premier choix d'Hafez et regrettent qu'il ne soit pas militaire, les jeunes se trouvent des points communs avec lui et espèrent.

Toute dictature qu'elle soit, la Syrie a hérité du Mandat français et de liens étroits avec Moscou dans les années 1970 une passion pour les administrations kafkaïennes et un respect inné pour les textes de lois (quand bien même ils se contredisent sans cesse : chacun choisit celui qui l'arrange). Comme l'a souligné Hafez devant les caméras de télévision avant de mourir, non seulement la Constitution ne garantit pas une succession dynastique au Président, mais elle exige que le nouveau chef de l'État ait au moins quarante ans pour être élu par l'Assemblée du parti Baas. Bachar vient de fêter ses trente-quatre ans. Le premier point n'est que détail, c'est évidemment un Assad qui succédera à un autre sur le trône. Le second pose une question plus épique qu'il convient de trancher au plus vite. L'Assemblée du peuple se réunit donc en urgence et modifie au pas de

charge l'article 83 de la Constitution. Le parti peut désormais élire son président pour peu qu'il ait au moins... trente-quatre ans. La précipitation et sans doute l'état de choc dans lequel se trouvent les législateurs les contraignent à adopter dans l'urgence, le jour même de la mort d'Hafez, une batterie de décrets *ad hoc* comme l'âge minimum requis, donc, mais aussi à le bombarder général et dans la foulée commandant en chef des armées. Officiellement Bachar prend les manettes avec l'apparence de légalité requise. À peu près...

Mais avant de s'occuper du pays – ce qu'il fait réellement par intérim depuis plus d'un an –, Bachar, devenu chef de famille, de clan, de tribu, des alaouites et de la Syrie, doit organiser les funérailles du défunt Raïs.

Puisqu'il ne peut faire tourner le catafalque dans toute la Syrie, il demande aux Syriens de se déplacer afin de rendre un dernier hommage à Hafez. Symboliquement, pour souligner la noblesse d'âme de son père et le lier au religieux, il demande que le cercueil soit exposé devant la mosquée des Omeyyades. De là, la dépouille et son cortège se dirigent vers le palais présidentiel, une œuvre d'art stalinienne cubique et bétonnée qui domine la capitale sur la crête du mont Qassioun.

Bachar, en tête de cortège, porte un costume sombre, des lunettes noires. Il est entouré de ses deux frères : Maher et Majid (ce dernier, souffrant de troubles mentaux, n'influera jamais sur le destin de la famille ou du pays et mourra le 12 décembre 2009). Les Syriens se pressent devant la mosquée puis devant le palais. « Paradis, ouvre tes portes, Assad vient te rendre visite », scande la foule comme le veut la tradition. « Après Dieu, reprennent certains, c'est Bachar que nous adorons ! » Ils auront bien le temps de déchanter... Ou pas.

Le corps du Raïs est déposé finalement dans la salle de réception du palais. Treize chefs d'État ont fait le déplacement. Parmi eux, Jacques Chirac est le seul Occidental présent. La solitude de Bachar, encerclé par ses frères et les dignitaires du régime, frappe visiteurs et journalistes. Au sein desquels Mireille Duteil, pour le magazine *Le Point* : « Le vide laissé par la disparition, à soixante-neuf ans, du dictateur malcommode et intraitable fait peur. [...] Aussi Syriens comme étrangers craignent-ils que le pays ne soit déstabilisé. Les funérailles ont donc été autant une cérémonie d'adieu à Hafez al-Assad qu'une manifestation de soutien à son fils¹. »

Un soutien dont il a bien besoin. Les opposants, déclarés ou non, s'agitent en coulisse à peine la dépouille d'Hafez rapatriée dans le caveau

familial de la montagne alaouite. Au premier rang figure l'inusable tonton flingueur, Rifaat, qui, de son exil, accuse Bachar d'avoir tordu la Constitution et d'avoir « mis un couteau dans le dos de la nation syrienne ». On ne choisit pas sa famille... Le neveu opte pour l'indifférence mais en profite pour embastiller une centaine de militaires soupçonnés de soutenir son oncle.

Le Baas doit lui donner encore le vernis de la légalité. Il s'y emploie. Au bout de quatre jours sans fin de discours tous entamés à la gloire d'Hafez et conclus sur l'avenir brillant de Bachar, la noble assemblée décide dans un bel élan de confier à l'héritier le secrétariat général du parti, autant écrire les clés du camion syrien. Le communiqué final eût pu être rédigé par un commissaire politique soviétique des plus belles années staliniennes : « Par sa personnalité et ses actes, le camarade Docteur Bachar personnifie le lien entre les générations. Entre la génération qui a amené le grand point de rupture et de changement de l'histoire syrienne et accumulé de l'expérience pendant les années de combat, et la jeune génération qui a grandi sous l'aile du Mouvement de la Réforme et qui aujourd'hui travaille de toutes ses forces à développer et promouvoir la modernisation de l'État »...

Le « camarade » Bachar, toujours dans la droite ligne de ses homologues du parti communiste de l'Union des républiques socialistes soviétiques, revient aux basiques et organise une purge de belle ampleur au sein du parti Baas pour s'assurer une main solide sur les commandes.

Reste un pensum à accomplir pour le tout nouveau maître du pays : le discours d'investiture.

C'est le premier marqueur de sa présidence et la naissance d'un triste malentendu qui débouchera sur la révolution syrienne puis la guerre totale. Bachar se veut moderne en économie, traditionnel en politique. Bachar veut faire du Bachar sur le terrain financier mais diriger les institutions syriennes comme Hafez. Il n'arrivera pas à se débarrasser de l'image tutélaire du père, comme l'explique Ziad Majed, chercheur et politologue libanais, professeur à Sciences-Po : « La relation entre Bachar et Hafez est maladive. Bachar n'a jamais été le préféré. C'était Bassel. Dès son arrivée au pouvoir, Bachar a écarté certains anciens proches de son père. Ce dernier avait déjà écarté certains poids lourds pour faciliter à son fils, faible et vulnérable, l'ascension à la présidence. Bachar a ainsi essayé de tuer le père une première fois en écartant ceux qui restaient de ses proches et imposer à leur

place les siens. Depuis le début de la révolution, il a voulu le tuer une deuxième fois en se montrant encore plus violent et barbare que lui². »

Premier meurtre du père donc pendant son investiture, il reconnaît que les tendances ultra-bureaucratiques de l'Administration « ont été un obstacle majeur au développement ». « Ne dépendez pas de l'État, explique-t-il. Il n'existe pas de baguette magique. Le processus de changement réclame des éléments qui ne sont pas la chasse gardée d'un seul homme. » Un clou de plus sur le cercueil d'Hafez...

S'il avoue que, « pour réussir, nous avons besoin d'une pensée moderne », il précise aussitôt que la sienne n'est pas effleurée par un changement démocratique : « Nous ne pouvons pas nous appliquer la démocratie des autres. La démocratie occidentale, par exemple, est l'aboutissement d'une longue histoire, le résultat de coutumes et de traditions qui distinguent particulièrement la culture des sociétés occidentales. » Conclusion logique du nouveau monarque absolu de Damas, il en appelle à « une démocratie spécifique à la Syrie qui prend ses racines de son histoire et respecte sa société ». Bref, une démocratie qui n'en est pas une...

Les plus optimistes jugeront pourtant qu'une révolution est en marche, les plus mesurés que l'ouverture économique en appellera d'autres, les plus réalistes qu'il vaut mieux attendre de voir avant de juger... Tous ne prévoient pas le pire, qui va arriver.

Les intellectuels syriens, très actifs et souvent emprisonnés sous Hafez, pensent que le temps du renouveau est arrivé. Certains d'entre eux connaissent personnellement Bachar, beaucoup imaginent que son passage en Angleterre, son âge et son discours vont permettre des ouvertures institutionnelles. S'ils se réunissent souvent à Damas, c'est de Beyrouth que 99 d'entre eux vont lancer, le 27 septembre, un appel à Bachar depuis la presse libanaise. Ils réclament « la levée de l'état d'urgence, la libération de tous les prisonniers politiques et l'établissement du pluralisme politique et intellectuel avec le respect que cela implique pour toutes les libertés publiques »...

Dans un monde aussi codifié que le régime des Assad, cet « appel des 99 » n'est rien de moins qu'une déclaration de guerre. Bachar choisit de l'ignorer. Pour les réformateurs syriens, c'est un signe. Un Assad digne de ce nom sait très bien comment manifester son désaccord... Alors s'il laisse faire...

En fait, Bachar réagit comme il va le faire durant ces trop longues années de guerre. Il va mettre de l'huile sur le feu et le laisser couver. Le 16 novembre 2000 (date anniversaire de la prise du pouvoir par son père), un mois plus tard, il libère, comme le demandent les 99, six cents prisonniers. Parmi eux, c'est vrai, plusieurs activistes de gauche mais aussi bon nombre d'islamistes...

Qu'importe pour le mouvement intellectuel, le régime a montré un signe d'ouverture, un de plus, et répondu à l'une de ses exigences. Pour Abdul Razak Eid qui fait partie de ces penseurs, « le complexe de la peur est brisé ». La Syrie respire en effet un vent frais bouillonnant d'idées. Elles vont trouver leur creuset dans les « muntadayat » – l'équivalent oriental des salons littéraires de nos philosophes des Lumières. « Plus de deux cent cinquante forums de discussion éclosent sur tout le territoire, explique Caroline Donati. Organisés dans des appartements privés, animés par des personnalités politiques indépendantes, des intellectuels ou des hommes d'affaires qui offrent un espace d'expression inédit³. »

Les journaux publient quelques tribunes de ces intellectuels sans que les ciseaux de la censure n'y trouvent rien à découper. Les « associations », des groupes de la société civile qui se rejoignent sur un certain nombre de réformes à engager, fleurissent. Elles n'obtiennent pas pour autant d'autorisation officielle, ne sont que tolérées. La plus emblématique d'entre elles a été créée par Riad Seïf, l'un des très rares hommes politiques « indépendants » du pays. Ses « Amis de la société civile » passent au travers de tous les blocages administratifs, sont autorisés à se réunir et à rendre public s'ils le désirent l'état de leurs réflexions. Deux lignes rouges cependant à ne pas franchir : pas de liens avec les Occidentaux et pas de divulgation de secrets d'État. Classique mais en fait très pernicieux. Une simple photo d'une colline pelée et de ses trois brins d'herbe, pour peu qu'il s'agisse d'un terrain militaire (tout en Syrie semble appartenir à l'armée sauf les terres arables...), tombe sous ce chef d'inculpation.

Le mouvement de Seïf prend de l'ampleur et devient le creuset de l'agitation intellectuelle du pays. À un point tel que beaucoup le surnomment le « forum civique » syrien, en référence à la révolution de Velours qui permit à la Tchécoslovaquie de se libérer du communisme après la chute du mur de Berlin.

L'expression vient aux oreilles de Bachar al-Assad lui-même. Il la réfute, confondant au passage le printemps de Prague écrasé par les chars

soviétiques en 1968 et la révolution de 1989 : « Il est incorrect d'user de la référence du printemps de Prague pour deux raisons, explique-t-il. Premièrement, le printemps de Prague a été dans une large mesure importé de l'extérieur. Deuxièmement, le printemps de Prague a été un mouvement politique contre le gouvernement alors que je l'ai initié en tant que président. Je n'ai pas prononcé de discours concernant l'ouverture politique avant d'être élu, je l'ai fait après l'avoir été⁴. » Un mouvement donc qu'il aurait voulu et « initié ». Voire... Il souhaite en tout cas le contrôler : « La stabilité est importante. Nous avons nos buts et nous poursuivons une direction pour essayer de les atteindre. Et, s'il y a des difficultés ou des problèmes avec ce chemin, alors nous ferons marche arrière et nous essaierons d'une autre façon. Nous sommes très prudents. Je suis très prudent. Et quand vous évoquez le fait d'atteindre la stabilité, vous le faites marche après marche, pas de très grandes marches. Nous empruntons des petites marches et si nous faisons fausse route, nous prendrons un autre escalier⁵. »

Le « printemps de Damas » bourgeonne toujours malgré les menaces, à peine voilées, du président syrien.

De Beyrouth encore arrive le « Manifeste des 1 000 », son titre : « Document fondateur pour les Comités pour la renaissance de la société civile ». Il est publié le 9 janvier. Les intellectuels passent à la vitesse supérieure. Ils réclament, en clair, la fin du monopole baasiste, des élections libres... Ils le font au nom d'une « légitimité révolutionnaire ».

Bachar ne moufte pas.

Encouragés par son silence, une vingtaine de députés réclament l'indépendance de la justice et la légalisation des partis politiques.

Les vieux caciques du régime s'étranglent. Le Président se tait encore.

Le conseiller de Bachar pour les affaires économiques, Mahmoud Salame, patron du journal *Al Thaoura* (« La Révolution », en français), rédige un éditorial au vitriol : « Le consensus national ne peut être atteint dans une société de perroquets ou par le biais d'un discours officiel unilatéral. Il sera achevé grâce au pluralisme politique et économique et à la multiplicité des visions culturelles. »

Une presse satirique voit le jour.

Bachar répond toujours aux abonnés absents.

Il n'est pas le seul. Le mouvement repose essentiellement sur une agitation intellectuelle et urbaine. Il laisse de côté les campagnes et,

paradoxalement, la jeunesse. « Les jeunes sont formatés par le Baas de la maternelle à l'université, constate l'un des responsables du Parti communiste syrien, un parti d'opposition. La nouvelle génération ne pense au mieux qu'à faire de bonnes études, au pire qu'à s'enrichir par tous les moyens. En Syrie, on ne peut pas vraiment parler d'opposition, mais plutôt d'attitude oppositionnelle consistant à appeler à la glasnost et à la modernisation. Ses différents courants sont comme des tribus qui se côtoient mais ne proposent pas de projet fédérateur. Et elle a échoué à conquérir la jeunesse, peut-être parce qu'elle continue à utiliser un vocabulaire politique qui n'a pas changé depuis les années 1950-1960⁶. »

La jeunesse aura son mot à dire. Dix ans plus tard, elle se fera massacer pour l'avoir fait.

Bachar commence à s'impatienter. Les journalistes étrangers affluent, les rouages du pouvoir grincent, sa mère trouve que cela va trop loin, son frère s'impatiente. Tous lui expliquent qu'il se met en position de faiblesse, ce que son propre père n'aurait sûrement jamais supporté.

Premier coup de semonce, le jeune raïs remarque publiquement que ces quelques intellectuels utilisent des médias étrangers pour s'exprimer. Puis il lance la cavalerie lourde et son ministre de la Défense, Mustafa Tlass, ami d'Hafez : « Nous n'accepterons pas que quiconque nous prenne le pouvoir parce qu'il vient du canon de nos armes et que nous en sommes les maîtres. Nous venons de diverses unités militaires. Et nous avons payé avec notre sang pour le pouvoir⁷. »

Déjà, les baïonnettes sont au fusil...

C'est la fin du printemps de Damas. Le rideau de fer s'abat sur la capitale et ceux qui l'ont animé. Les opposants les plus chanceux prennent la route de l'exil, les autres vont en prison.

Les cadres du Baas et les généraux (souvent les mêmes...) sont rassurés. Bon sang ne saurait mentir. Bachar les a finalement écoutés. Tout cela n'est finalement qu'une crise d'adolescence politique.

Ils ont tout faux. Un petit événement est passé entre-temps inaperçu.

Le nouveau président, dans la foulée de sa facilitation d'implantation d'Internet, a créé *ex nihilo* deux entreprises de téléphonie mobile. Deux monopoles. Une entreprise égyptienne s'est bien portée candidate mais son offre a été rejetée sans trop d'aménité au profit de SyriaTel et d'Investcom. Celles-ci sont, de plus, exemptées d'impôts. Et toutes deux appartiennent à un opérateur privé. Un certain Rami Makhlouf, cousin de Bachar. Quelques

lignes dans les journaux, les muntadayat s'emparent de l'affaire, la discutent. Le scandale commence à poindre. Bachar ferme la boutique des intellectuels, ouvre un supermarché pour sa famille.

Les Américains, toujours prompts à siffloter l'air du *Parrain* de Francis Ford Coppola ou à en citer les répliques cultes, ont facilement trouvé une comparaison assez juste : les Assad, c'est la famille Corleone. Un père qui prépare son fils au pouvoir (Bassel-Sonny), mais c'est finalement Bachar-Michael qui prendra la succession. Quant à la gestion mafieuse, elle ne fait guère de doute.

Rami Makhlouf, le « vrai » petit frère de Bachar ou celui qu'il considère comme tel, va se voir confier toutes les affaires juteuses et privatisées de l'État.

« Sous Bachar, confirme la politologue Élizabeth Picard, le caractère patrimonial du régime se combine avec l'épanouissement d'un secteur capitaliste ultralibéral, voire mafieux. C'est le “capitalisme des copains”, combiné à la persistance de l'autoritarisme, qui fait du régime baasiste un régime néopatrimonial⁸. »

Bachar cherche un modèle économique qui protégerait les intérêts de sa famille, maintiendrait les liens de clientélisme (il craint le pire si cet aspect-là venait à disparaître tant il cimente la société) et éviterait à l'économie syrienne de s'enfoncer plus encore. La quadrature du cercle.

La solution viendra de Pékin. Il va opter pour le modèle chinois de « l'économie sociale de marché », mise à la sauce syrienne. L'État « privatisera » certains secteurs tout en continuant de garantir le salaire et l'emploi des employés concernés (à l'époque, deux tiers des actifs syriens sont payés par l'État). Les entreprises en cause tomberont immanquablement, au pire, sur un obligé du pouvoir, au mieux, sur un membre de la famille. De préférence le cousin Makhlouf.

« Commission européenne et Banque mondiale se prêtent au jeu, ce qui étoffe les entretiens au palais présidentiel », écrit Jean-Pierre Filiu dans *Le Miroir de Damas*⁹.

Une nouvelle classe de très riches parvenus voit le jour sans que les richesses créées ne profitent à la classe moyenne. Les Bachar golden boys possèdent tous les signes extérieurs des hommes d'affaires occidentaux, leurs codes et leurs voitures, mais restent profondément syriens en ce qu'ils ne sortent pas du cadre Assad. Aux généraux conquis, aux cadres du Baas béats, ils substituent un « capitalisme familial » sauvage. Et viennent

entamer les marchés des vieilles bourgeoisies damascènes, alépines ou homsites. Les sanctions occidentales tombent après l'assassinat à Beyrouth, le 14 février 2005, de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri. Le Trésor américain frappe au portefeuille. En 2008, il justifie ses sanctions par un communiqué relayé par *The Wall Street Journal* : « Rami Makhlouf a eu recours à l'intimidation et à ses relations proches avec le régime d'Assad pour obtenir des avantages commerciaux non justifiés aux dépens de Syriens ordinaires. La corruption et le népotisme ont un effet corrosif, désavantageant les hommes d'affaires syriens honnêtes et isolant un régime qui poursuit des politiques répressives¹⁰. »

Une « politique répressive » qui ne fait que commencer mais aux effets déjà désastreux. Le premier cercle de Bachar s'enrichit, les grandes villes syriennes s'appauvrisse. Les laissés-pour-compte commencent à prêter une oreille attentive aux discours révolutionnaires ou radicalisés. Comble de la situation, c'est Asma que Bachar charge des déshérités. La « Première dame de l'Enfer » prend possession de son royaume.

¹. Mireille Duteil, « Un héritage à risques », *Le Point*, 16 juin 2000.

². Entretien avec l'auteur, mars 2017.

³. Caroline Donati, *L'Exception syrienne*, *op. cit.*

⁴. David W. Lesch, *The New Lion of Damascus*, *op. cit.*

⁵. David W. Lesch, *The New Lion of Damascus*, *op. cit.*

⁶. Judith Cahen, « Les déboires du printemps de Damas », *Le Monde diplomatique*, novembre 2002.

⁷. Entretien pour *Al-Majalla*, mai 2001.

⁸. Élizabeth Picard, « La Syrie de Bachar à l'épreuve du Liban », in *Syrie-Liban, le début d'une nouvelle ère ?*, IFRI, avril 2005.

⁹. Jean-Pierre Filiu, *Le Miroir de Damas*, La Découverte, 2017.

¹⁰. *The Wall Street Journal*, 26 mars 2008.

5

La Première dame de l'Enfer

La rumeur court plus vite les rues de Damas que le vent frais de décembre. Les Syriens savent que leur nouveau maître vit en couple avec une belle Anglo-Syrienne de Homs. Une sunnite. Bachar, comme son père, protège son couple autant qu'il le peut des ragots damascènes, mais il ne lui déplaît pas de donner un gage de multiconfessionnalisme avec son futur mariage.

Asma aussi s'est préparée dans l'ombre à la succession. Et elle doit batailler ferme. Anissa l'attend, les armes au poing. Bouchra lui réclame des confidences qu'elle n'est pas prête à faire. Son père attend de son futur gendre un certain nombre de prébendes et ne se prive pas de mettre la pression sur sa fille pour les réclamer. La vie en Syrie n'a pas grand-chose à voir avec ses années londoniennes...

« Nous n'avons pas eu de banques privées ici depuis cinquante ans, se souvient-elle devant le chercheur et politologue David Lesch. Nos banques publiques ne fonctionnent pas. Les employés ne parlent pas l'anglais et n'ont pas d'ordinateurs. Donc nous en sommes à un niveau basique, vraiment basique. Nous n'avons aucune idée de comment faire. Nous n'avons pas d'expérience¹... »

Bachar va tenter de protéger leur couple aussi longtemps qu'il le pourra. Les Syriens y sont, en un sens, habitués. Hafez régnait seul et Anissa a toujours refusé de s'exposer. Discrétion à l'extérieur, poigne de fer à l'intérieur, madame Makhlof épouse al-Assad fut, toutes proportions gardées, ce que « tante Yvonne » était au général de Gaulle.

La maladie du vieux lion et sa mort contraignent, qu'ils le veuillent ou pas, l'agenda du couple. Bachar et Asma se marient en décembre, six mois après la mort d'Hafez, dans la plus stricte intimité, celle de la famille. Une

« intimité » familiale qui, système clanique oblige, pousse une liste d'invités à plus d'une centaine de personnes...

Les journaux syriens sont priés de faire preuve de retenue. Ils s'y tiendront, bien sûr, et se contenteront de publier une photo de Bachar et une biographie – sans image – d'Asma très concise et sans fioritures. Une incongruité au Levant où la presse en papier glacé, les magazines « people », épais comme des bottins, font florès. Rien ne s'y vend mieux que ces grosses publications et leurs interminables photos des mariages les plus glamour ou les soirées VIP entrecoupées de publicité pour des montres-horloges que le Syrien moyen mettrait plus de deux vies à pouvoir s'offrir... Pas le genre de la maison des Assad.

La Bulgarie va pousser Asma et Bachar au *coming out*... Le président bulgare est en visite officielle à Damas. Bachar n'est pas seul pour l'accueillir sur le perron (monumental) du palais présidentiel. Son épouse est à ses côtés. C'est la première fois. Les flashes crépitent et les caméramen se bousculent pour obtenir des images de la nouvelle Première dame.

Dans les maisons, les gargotes et les boutiques de rues, Asma apparaît aux yeux de son peuple. Lequel, à l'époque, tombe sous le charme de cette jeune femme mince, les cheveux lâchés, au tailleur-pantalon sombre et sobre. Certains commentaires frisent le grivois mais la belle réussit son examen de passage. Elle dira plus tard qu'elle a souhaité ce long délai de convenance : « Je voulais rencontrer les Syriens avant qu'ils ne me rencontrent. Et je voulais, avant que le monde ne me voie, passer les deux premiers mois à me promener, rencontrer les Syriens ordinaires. C'était mon galop d'essai². »

Le manège commence à tourner. Il ne s'arrêtera plus.

Elle se concentre d'abord sur un domaine « traditionnel » des Premières dames : l'humanitaire. Le domaine est en souffrance en Syrie. Quelques associations occidentales arrivent tant bien que mal à se frayer un chemin dans le labyrinthe administratif local. Elles ne sont pas nombreuses et très strictement encadrées. Asma va demander systématiquement à avoir son mot à dire sur leur implantation. Ses efforts vont tout particulièrement se tourner vers le monde rural. Elle prend la tête du Firdos (Fund for Integrated Rural Development of Syria, l'acronyme de « paradis » en arabe), un fonds plus gouvernemental qu'associatif qui a été créé pour lutter contre l'exode rural et la pauvreté des campagnes. Un domaine stratégique

et critique. À l'époque, un quart de la population syrienne a moins de vingt ans, un cinquième est au chômage. Les villes de la « Syrie utile » (Damas, Alep, Homs) sont débordées par la création sauvage de localités très pauvres à leur périphérie. Les cités éloignées ou de moyenne importance (Raqqa, Idlib, Deraa...) s'appauvrisse à vue d'œil, se vident de leur classe moyenne et n'arrivent plus à nourrir la paysannerie locale. Le sentiment d'abandon par l'État ne cesse de croître. Les associations cultuelles, elles, s'activent. Notamment les Frères musulmans, rebaptisés autrement pour ne pas inquiéter le pouvoir, mais surtout les groupuscules salafistes dont les mosquées prennent de l'importance. Hafez était sûr de la solidité du maillage administratif syrien et de ses services de renseignements. Sûr de lui, donc de la Syrie. Bachar, traumatisé par le massacre de Hama en 1982, ne fait confiance à personne mais sent le danger à l'aune des espérances qu'il suscite. Qui de mieux que sa propre femme, une sunnite représentant le pouvoir, pour éteindre les foyers de sédition...

Très vite, celle-ci étend son domaine de compétence à l'ensemble des problématiques de la pauvreté. Les aides institutionnelles (agences de l'ONU, Union européenne, aide au développement des pays...) tombent dans son escarcelle.

Bachar, qui maîtrise parfaitement tous les codes de la communication occidentale, et qui est conscient des limites de son charisme (un doux euphémisme...), comprend bien sûr qu'elle est son atout charme. Une carte de visite en papier glacé déchirée par la principale concernée : « Je ne pense pas que mon mari ait un problème d'image. Il n'a besoin ni de moi ni de personne pour améliorer son image³. » Nous sommes en 2010 et les Assad multiplient les couvertures des magazines people...

Elle assume à l'époque pleinement son rôle de Première dame mais n'hésite jamais à rappeler qu'elle avait son mot à dire sur les réformes économiques plus ou moins engagées par son mari : « J'ai voulu travailler dans une banque d'investissement et faire un MBA, mais je n'avais pas prévu d'épouser un chef d'État. La vie est pleine de surprises. Je l'ai épousé pour les valeurs qu'il incarne et parce que nous nous sentons très proches. Bien sûr, mon expérience professionnelle, tout ce que j'ai appris dans la finance me sert aujourd'hui : avoir un esprit critique, être capable de travailler avec une énorme pression. Je travaille dans le développement, dans l'éducation et la citoyenneté, et ma fonction me sert⁴. » Six ans plus

tard, ses mots donnent la nausée : les « valeurs » de Bachar et « l'esprit critique » d'Asma enterrés sous des centaines de milliers de morts, vaporisés sous les attaques chimiques.

« Asma est importante pour l'image du pouvoir, explique Ziad Majed. C'est une femme moderne et élégante, parfaitement anglophone, qui dirige des ONG de charité ou de culture. Le message est clair : Bachar veut montrer que le couple présidentiel est occidentalisé, plus progressiste et "moderne" que sa société "conservatrice". Cela touche une partie des Syriens mais aussi les Occidentaux. Et cela légitimise à leurs yeux une part de la violence inouïe de ce régime contre les plus démunis, les "arriérés", parias de la société rebelle⁵. »

Le glaçage se fendille déjà, avant la guerre, quand on évoque devant madame les soucis démocratiques de son pays et les sanctions occidentales qui le frappent depuis son fiasco au Liban : « La vraie question, c'est : qu'est-ce que cela dit de l'Occident et sa vision sur la liberté de parole ? C'est plus important que les détails sur ce que pensent les uns et les autres. Ce qui est en cause, ce sont les valeurs de démocratie et de liberté de parole dont l'Occident s'enorgueillit et qu'il utilise pour juger les autres⁶. » La jeune lady oublie que la Grande-Bretagne se targue d'être la plus vieille démocratie du monde, mais se souvient qu'elle est syrienne et, désormais, une Assad.

Elle n'oublie pas non plus sa famille. Son père poursuit ses consultations dans son cabinet de cardiologie londonien. Mais il se pique de faire décoller les affaires El-Akhras en Syrie. Il dispose d'un levier évident : son club d'influence britannico-syrien. Très vite, il va s'imposer comme un interlocuteur incontournable dans les échanges commerciaux entre les deux pays. Chaque entrepreneur anglais souhaitant faire affaires en Syrie doit passer par ses fourches caudines. Commissions à l'appui. Ce n'est pas assez. Par le biais de voyagistes britanniques, il comprend tout l'intérêt de se pencher sur le tourisme occidental dans son pays d'origine. Avec l'aide d'Asma, et évidemment l'assentiment de Bachar, il va favoriser puis mettre en place un programme de formation de la police touristique syrienne par une entreprise anglaise. Il y gagnera un beau million de dollars. Auquel il faut ajouter certaines plus-values sur des opérations financières plus capitalistiques derrière lesquelles il est difficile de ne pas voir la science des marchés de sa fille.

Sur le plan politique, c'est un cousin de la mère d'Asma qui obtient le poste de Premier ministre en 2003. Un lien familial pas si distendu dans une société clanique. Bachar donne là un gage à sa belle-famille... Et envoie un signal positif à la bourgeoisie sunnite.

Asma, elle, continue de tisser sa toile personnelle. Derrière le joli minois pointe une ambition arachnéenne. Elle va monter et diriger une association *ad hoc* pour chaque problématique sociétale : Firdos pour la ruralité, Massar pour l'enfance, Worldlinks pour l'enseignement, Chabab pour la jeunesse... La veuve noire attend au centre de sa toile que viennent se perdre les Syriens et les subsides étrangers destinés à l'humanitaire. Firdos reçoit les trois quarts de l'aide octroyée par l'Union européenne au titre du soutien à la société civile... Le piège se referme en 2007 quand elle réunit toutes ces entités au sein d'une seule organisation qu'elle n'hésite même pas à appeler « The Trust ». Coppola cette fois se mâtine de Scorsese.

Difficile de persister à croire, pour les instances internationales et les grandes associations humanitaires occidentales, notamment françaises, qu'Asma se contente de diriger une « Organisation Non Gouvernementale » (ONG). Il faut trouver un autre acronyme. Ce sera GONGO : Government-Operated Non-Governmental Organization (en français, organisation non gouvernementale dirigée par le gouvernement)... En clair : tout et son contraire pourvu que, à l'arrivée, le contrôle reste au gouvernement concerné.

« Les GONGO présidentielles, explique Caroline Donati, s'imposent comme le lieu par excellence de reproduction de l'élite et de reclientélisation. Leur personnel est constitué de fils de responsables, ministres ou officiers, entrepreneurs⁷. » Et comme le régime de Damas ne veut rien gâcher, il recycle alors les études ou le personnel de cette organisation à son profit...

Rien n'y fait, cependant. Les grands magazines, à l'instar du *Vogue* américain, persistent à la décrire, en mars 2010, comme « la plus fraîche et la plus magnétique des Premières dames ». Cette « Rose du désert », y lit-on, fait montre d'une « rare combinaison : une fine, élancée beauté dotée d'un esprit analytique entraîné qui se drape de jugements astucieux »... Le « diable » en personne, celui qui s'habille en Prada, la très inflexible patronne de la publication, Anna Wintour, a dû avaler son chapeau –

forcément de grande marque – et rétropédaler assez piteusement dans les mois qui ont suivi. Mais trop tard...

Après tout, ses amis Brad Pitt et Angelina Jolie n'étaient-ils pas eux-mêmes allés dîner avec le couple Assad ?

La première fausse note viendra de ses « amies » diplomates. Asma se sent toujours aussi à l'aise dans les réceptions des ambassades. Son anglais distingué l'y aide. On se l'arrache dans les réceptions diplomatiques. Des liens se créent. Puis se dénouent. Un petit mot d'Asma peut débloquer bien des tracasseries entre États. Au début du conflit, en 2012, les épouses des ambassadeurs britannique et allemand envoient une vidéo aux Nations unies. Elles s'adressent directement à Asma, lui demandent de « prendre un risque et de dire ouvertement : arrêtons le carnage, arrêtons tout de suite ! ». Et de préciser fort peu diplomatiquement qu'elle ne doit pas « se cacher derrière son mari ».

L'injonction lance un froid dans la bonne société damascène. Asma ne s'y pliera évidemment pas mais elle s'éloigne de la scène internationale. Plus le conflit devient meurtrier et sauvage, moins elle apparaît.

Elle laisse le palais présidentiel et ses couloirs sans âme à Bachar pour préférer vivre sous très haute protection dans une villa ultra-sécurisée et confortable du quartier de Malki avec ses trois enfants (Hafez, quinze ans, Zein, treize ans, et Karim, douze ans).

Alors que les barils de chlore, les obus – chimiques ou conventionnels – tombent sur ses compatriotes, elle paraît mener une vie « normale ». Ses enfants sont scolarisés dans l'école Montessori de la capitale. Elle les y emmène chaque matin. On aperçoit même son aîné, Hafez, participer aux quelques opérations « humanitaires » qu'elle mène en direction de la jeunesse. La presse syrienne, toute dédiée à l'hagiographie assadienne, précise même que le jeune homme, parti pour être aussi grand (en taille) que son père, éprouve une passion pour l'informatique. Et les plomitifs du régime d'expliquer qu'il est déjà associé aux affaires de la famille. Ce qui, par ailleurs, n'aurait rien de surprenant tant la dynastie fonctionne sur le système du contrôle continu pour une lignée continuée. Précision, le jeune garçon apprend le russe. De quoi papoter avec les nombreuses troupes de Poutine combattant pour son père en Syrie...

Plus discrète, Asma réapparaît cependant plus régulièrement depuis que les rebelles et les djihadistes reculent. Si elle fuit de façon assez constante les images télévisées, elle revient dans les pages des journaux. Chaque fois

pour vanter sa présence aux côtés des soldats du régime blessés dans les combats.

Elle ne laisse personne s'occuper de sa propre propagande et ne néglige pas les réseaux sociaux.

Son compte Instagram (« asmaalassad », suivi de deux cœurs entourant le drapeau syrien) compte 125 000 abonnés. À l'heure où j'écris ces lignes, son dernier post la montre au chevet d'un soldat blessé admirant un napperon brodé tendu par la probable mère du pauvre hère. Les hashtags qui l'accompagnent : #syria #Syrian #hero #brave #ourfirstlady #hope...

Mais c'est un autre message qui a retenu l'attention. Il a été écrit la première semaine d'avril 2017. Le 4 de ce mois, l'aviation syrienne bombarde la petite localité de Khan Cheikhoun, au nord d'Idlib, une zone contrôlée par les rebelles. Si les trois premières bombes sont conventionnelles, la quatrième disperse, elle, du gaz sarin. Elle tue 87 personnes dans les deux premiers jours... Pour une fois, la communauté internationale réagit. L'Amérique de Donald Trump bombarde un aéroport militaire en Syrie. Bachar, lui, prétend, bien sûr qu'il n'y est pour rien, qu'il s'agit d'une « fabrication » américaine et de ses alliés occidentaux...

Une semaine avant cette « déclaration » de son époux à l'AFP, c'est elle qui avait réagi, en arabe, sur Instagram : « La présidence de la république arabe syrienne affirme que l'Amérique a commis un acte irresponsable qui ne reflète que sa courte vue, un manque de vision, un aveuglement politique et militaire à la réalité, et la poursuite naïve d'une campagne de fausse propagande frénétique qui nourrit l'arrogance du régime. »

Voilà pour qui la verrait encore en douce épouse, version policée de son malotru de mari...

Elle remonte en fait clairement sur le front propagandiste en octobre 2016. Sans surprise, c'est à la télévision russe Russia 24 qu'elle offre la primeur de son come-back. Elle en profite pour chaleureusement remercier son « amie » la Russie qui a été « formidable » : « Elle a apporté, et continue de le faire, une incommensurable aide humanitaire et économique à la Syrie. Et ce sont ces précieux efforts qui ont aidé les Syriens à tenir le choc. C'est quelque chose que je n'oublierai jamais. »

Bien sûr, son pays est détruit. Mais, en substance, il en a l'habitude : « Depuis des milliers d'années, cette terre a été exposée à des douzaines de guerres et d'invasions. Certaines parties ont été entièrement détruites. Je sais que la Syrie va se reconstruire elle-même. »

En mai 2016, le Front al-Nosra (groupe islamiste lié à Al-Qaïda, recomposé depuis autour d'une nouvelle alliance) lance une attaque contre le village de Zara, dans la région de Hama. Le régime s'empare du massacre pour dénoncer – à rebours – les exactions des « rebelles ». La photo d'un enfant tué, Omar, inonde la presse de propagande. Asma ose alors une ignominie : « Pourquoi les destins des enfants du village de Zara n'ont pas été mis en lumière dans les médias comme cela a été le cas d'Aylan et d'Omar ? Les médias occidentaux ont décidé de se concentrer sur ces tragédies car elles correspondaient à leur agenda. C'est l'Occident qui a divisé nos enfants qui prennent part au conflit en fonction des orientations politiques de leurs parents. Aylan était un enfant syrien, ce en quoi ses parents croyaient n'est pas très important, et il en va de même pour Omar et tous les autres enfants innocents du village de Zara⁸. » Une illustration parfaite de la propagande syrienne. Et russe... Et, bien sûr, le complexe obsidional d'une dictature assiégée : tous contre nous...

Quant à son rôle, il est tout en humilité, « si j'aide les Syriens, j'aide le Président aussi »...

Un décalage terrible avec la sinistre réalité du pays et une mise en scène diversement appréciées jusque sur les terres des Assad, la région alaouite dont les habitants, extrêmement prudents quant aux critiques qu'ils peuvent émettre sur le Raïs, se lâchent un peu plus sur sa femme.

Ses habitants reprennent même parfois une antienne des rebelles : « Les tombes pour nous, les palais pour eux. » Et c'est Asma la sunnite qui focalise leur colère quand elle s'exprime. Même si le couple ne s'en sort pas indemne : « Ils ont certainement perdu auprès de la population le quelque lustre qu'ils avaient avant le déclenchement de la guerre civile, explique David Lesch. Pour beaucoup de Syriens, ils ont perdu la légitimité de diriger. Reste une grande question : si d'une façon ou d'une autre, il survit à ça, le régime se rend-il compte vraiment à quel point les gens se sont éloignés d'eux⁹ ? »

Si la réponse est dans la question, il s'agit aussi d'une vieille habitude de Bachar qui décidément a toujours un train de retard par rapport aux événements. C'est d'ailleurs à cause de cet « éloignement » qu'il n'a pas vu venir la tempête qui arrivait.

¹. David W. Lesch, *Syria, the Fall of the House Assad*, Yale University Press, 2013.

2. *Paris Match*, 17 décembre 2010.

3. *Paris Match*, 17 décembre 2010, art. cité.

4. *Paris Match*, 17 décembre 2010, art. cité.

5. Entretien avec l'auteur, mars 2017.

6. *Paris Match*, 17 décembre 2010, art. cité.

7. Caroline Donati, *L'Exception syrienne, op. cit.*

8. Russia 24.

9. « Asma al-Assad : from Syria's "desert rose" to "first lady of hell" », *The Guardian*, art. cité.

6

« Le peuple veut la chute du régime »

Un poème, un simple vers écrit sur un mur, un graffiti, va bousculer le monde arabe. Dans *La Volonté de vivre*, le grand poète tunisien Abou el Kacem Chebbi écrit « le peuple veut la chute du régime »... Un effet papillon déclenché depuis les années 1920 balaiera le Maghreb et le Levant dans les années 2000.

Sidi Bouzid n'est qu'une petite ville au beau milieu de la Tunisie, perdue entre Sfax et la frontière algérienne. Une bourgade sans histoire. Elle va faire l'Histoire.

Début décembre 2010, un jeune homme vend ses légumes. Il se déplace avec une lourde charrette maraîchère. Les policiers locaux l'arrêtent. Encore une fois. Le ton monte. Mohamed Bouazizi n'a que vingt-six ans mais il est déjà usé par les contrôles et les privations. On lui confisque sa charrette et sa balance. Bien sûr, il peut venir les reprendre quand il veut, moyennant une légère réparation pécuniaire, l'habituel pot-de-vin. Il va aller effectivement devant le gouvernorat de la région. Et s'y immoler par le feu. L'image va faire le tour du monde. Les révoltes arabes commencent en Tunisie. Sur les murs, très vite, on peut lire : « Le peuple veut la chute du régime »... La « volonté de vivre » va bousculer les peuples arabes. Et commencer par faire tomber Zin el-Abidine Ben Ali.

Bachar n'en a cure. Ce « printemps arabe », qui fleurit maintenant au pied des pyramides, ne le concerne pas. Le 31 janvier 2011, un journaliste du *Wall Street Journal* a l'outrecuidance de lui demander s'il ne craint pas à son tour d'être touché. La réponse est cinglante : « Vous devez changer de point de vue et vous demander pourquoi la Syrie est stable, alors même que nous nous trouvons dans un contexte plus difficile, réplique-t-il. L'Égypte a été soutenue financièrement par les États-Unis alors que nous subissons un

embargo de la plupart des pays du monde. Malgré tout cela le peuple ne se soulève pas. Il ne s'agit pas seulement des besoins de base ou de réforme. Il s'agit d'idéologie, de vos convictions, de la cause que vous défendez. Il existe une grande différence entre le fait de défendre une cause et le vide idéologique. »

L'aveuglement, déjà, en ligne directrice. Mais pas seulement. La logique assadienne se découvre en trois volets. D'abord, il est la Syrie. Il ne se contente pas de la représenter, il l'incarne. Et ce, d'autant plus que son mariage avec une sunnite, pense-t-il, a fait tomber la critique d'une forteresse alaouite tenant l'ensemble du pays. Ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché de verrouiller tout son système sécuritaire avec ses coreligionnaires.

Ensuite, il a été élevé, comme tous les Syriens, dans l'idée que la Syrie a une vocation d'exemplarité dans le monde arabe. Une vocation qui s'exprime depuis l'âge de bronze quand des « Syriens », à Ougarit, inventèrent l'écriture. Une vocation incarnée par Saladin (un Kurde syrien), vainqueur des croisés, celui qui leur reprit Jérusalem. Celui dont le portrait trône encore aujourd'hui dans son bureau.

Enfin, il est lui-même victime d'une éducation baasiste, d'une forme de bourrage de crâne politique : le parti Baas – avec tous les défauts dont il peut, malgré tout, avoir conscience – offre aux Syriens une base idéologique du vivre ensemble qui soude le pays et ses habitants. Un socle dont il est le gardien.

Tandis que les murs de la place Tahrir, au Caire, récitent à leur tour le poème de Chebbi, ses murs à lui, ceux de Damas notamment, sont recouverts d'affiches à sa gloire, à celle de son père, ou célèbrent l'amitié indéfectible entre lui et le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah. Les lunettes arrière des taxis jaunes de la capitale ne dédaignent pas non plus afficher la paire d'amis. Quelques briquets des vendeurs à la sauvette les affichent aussi en double face... Ils sont partout.

Au début de son règne pourtant, il s'était fait remarquer en demandant que ces gigantesques portraits soient retirés. Une fronde courtisane avait appliqué l'ordre avec beaucoup de discrétion. Puis les affiches sont revenues en force. Il laisse faire. Il a raison. « Les représentations symboliques du pouvoir, explique Amélie Rives dans sa thèse sur les représentations du pouvoir dans la Syrie et l'Irak baasistes, ne se contentent pas de projeter l'image du pouvoir, elles génèrent également le pouvoir.

Elles peuvent donc encourager ou inhiber les actions, indirectement en facilitant l'intériorisation du pouvoir ou directement en agissant sur des personnalités subordonnées. Dans les deux cas, elles forcent les citoyens à devenir complices du régime¹. »

Bachar ne demande pas autre chose.

Son portrait se retrouve bien évidemment partout en Syrie. Même à Deraa, une petite ville perdue à la frontière jordanienne, plus proche du lac de Tibériade que de Damas. Une bourgade oubliée à majorité sunnite et druze. La vie s'y est davantage compliquée ces dernières années avec la sécheresse qui frappe la région. On y trouve encore du pain mais les légumes y sont rabougris, les troupeaux trop maigres. Et rien ne va plus : le gouvernement, à bout de souffle économiquement, annonce qu'il ne subventionnera plus les produits de première nécessité comme il le faisait depuis de très longues années. La Syrie n'a pas les épaules assez larges pour soutenir l'embargo occidental. Et elle ne peut plus compter sur le Liban qu'elle a dû quitter piteusement pour exporter sa main-d'œuvre désœuvrée et des troupes prédatrices. Le pays vit de l'aide iranienne et de combines. Suffisant pour la classe dirigeante très enrichie, désastreux pour la classe moyenne, intenable pour les plus précaires.

Sur son blog, Syria Comment, Joshua Landis, directeur du Centre d'études pour le Moyen-Orient à l'université de l'Oklahoma, synthétise les raisons de la colère : « Deraa est très pauvre. Elle réunit tout ce qui pose problème en Syrie : une économie en faillite, une explosion démographique, un mauvais gouverneur et des forces de sécurité autoritaires. »

Mais grâce au programme d'Internet pour tous lancé par Bachar, on peut, même à Deraa, en étant très patient, se connecter au réseau mondial. Ce dont les gamins ne se privent pas. Les réseaux sociaux s'enflamment avec la révolution égyptienne. Le tout-puissant général Hosni Moubarak est menacé. Le pays le plus peuplé du monde arabe vacille et tangue. À Deraa aussi on vibre avec la place Tahrir. Un soir de mars, un groupe de copains décide de ne plus tenir les murs pendant des heures mais de les barbouiller à l'égyptienne. Avec une calligraphie toute simple, ils récitent le vers de Chebbi sur la brique : « Le peuple veut la chute du régime »...

Le graffiti ne passe pas inaperçu. Les habitants s'en moquent un peu mais il devient un événement local. Les moukhabarats rendent compte. La nouvelle arrive jusqu'au gouverneur de la région, Atef Najib, un cousin

éloigné de Bachar. La servilité et les réflexes totalitaires feront le reste. Il demande à ce que soient arrêtés les auteurs de la forfaiture. La police débarque très vite chez les parents et jette en prison les rebelles barbouilleurs.

Les familles se réunissent et décident de demander rendez-vous pour plaider la cause des trublions. Entretien accordé mais sans aucun résultat. Les autorités refusent d'en démordre : il s'agit d'un crime de lèse-majesté, une sédition anti-Bachar et d'une atteinte au grand parti Baas.

La population de la ville, les clans locaux prennent fait et cause pour les enfants emprisonnés. Puisque la courtoisie et les négociations n'ont pas fonctionné, on décide d'exercer une pression populaire. Une manifestation est organisée. On y vient en nombre par solidarité avec les détenus, bien sûr, mais aussi pour signifier un ras-le-bol plus profond sur les conditions de vie, la corruption de la police et ces fameuses aides du gouvernement qui n'arrivent plus. La police surveille la marche. Un slogan a dû déplaire ? Peut-être un policier outré que l'on puisse mettre en cause son raïs a-t-il tiré ? Les coups de feu partent. La foule s'emballe, s'enfuit et se réfugie dans la mosquée Al Omari où elle peut compter ses morts. Six personnes perdent la vie ce jour-là. Elles seront enterrées le lendemain comme le veut la tradition. Une mise en terre précédée d'un cortège jusqu'au cimetière. Les esprits s'échauffent. Les familles réclament vengeance. La police tire à nouveau. Elle tue trois personnes : deux adultes et une fillette de onze ans. Deraa se révolte. Des scènes d'intifada inondent la Toile. La Syrie vit au rythme de ce que les réseaux sociaux appelleront « la bataille de Deraa ». Les mêmes réseaux se mobilisent.

Le blogueur et opposant syrien Shakeeb Al-Jabri trouve refuge à Beyrouth fin 2011, il se souvient très bien du rôle joué par Internet dans la révolution : « En Syrie, on est incroyablement dépendant des médias sociaux. Pour organiser une manifestation, on crée un groupe Facebook. Pour appeler les gens à y participer, on crée une page Facebook. Pour publier des informations, on crée un compte Twitter. Pour communiquer avec d'autres activistes, on utilise Skype. Pour montrer la manifestation au monde, on a recours à YouTube. Sur certains panneaux, on peut même lire "Merci, YouTube". Si tout cela n'avait pas existé, la révolution aurait été immédiatement écrasée. Il y aurait eu un autre massacre de Hama mais le régime s'en serait tiré impunément. Regardez comment le gouvernement se

comporte. Regardez à quel point il se plaint des médias. Il critique plus les médias que les manifestations elles-mêmes² ! »

Une jeunesse oubliée, étouffée dans le carcan du Baas et en déshérence économique vient de trouver son arme et son combat. La Syrie aussi. Les exemples tunisiens et égyptiens servent de base aux nouveaux graffitis. Très vite, le vers du poète laisse place à des revendications plus directes et personnalisées. Si Bachar est à peu près épargné, son cousin Rami Makhlouf, symbole de la corruption, est directement mis en cause. Certaines de ses boutiques télécoms sont dévastées. À Deraa et dans de nombreuses villes de province, la foule scande « ils ont mangé l'œuf et sa coquille et nous ont laissés sur la paille ».

Bachar n'a rien vu venir. « Les années au pouvoir ont endurci le président al-Assad, explique Patrick Seale. Il est devenu plus autoritaire. Il a développé un goût du contrôle sur toute la société, aussi bien sur les médias que sur l'université ou sur l'économie, à travers sa famille – notamment son cousin Rami Makhlouf qui contrôle, entre autres, une compagnie de téléphonie mobile – ou ses affidés. Au lieu d'être un système de participation populaire faisant remonter l'avis de la base à la direction, le parti Baas est devenu un simple instrument de mobilisation, un moyen de récompenser la loyauté et de punir la dissidence. Toute expression libre est impossible ; les décisions politiques demeurent l'apanage d'un petit groupe gravitant autour du président et des services de sécurité. En outre, M. al-Assad, comme son père, déteste être bousculé et ne veut pas avoir l'air de céder à la pression³. »

Elle se fait pourtant de plus en plus forte. Ses conseillers se divisent en deux camps : ceux qui lui suggèrent de lâcher du lest et ceux qui lui recommandent un tour de vis supplémentaire. Fin mars 2011, il décide la création d'un « comité Théodule » qu'il charge de lui remettre un rapport sur l'abolition de l'état d'urgence et des suggestions pour éléver le niveau de vie...

Il demande également à la porte-parole du gouvernement, Bouthaina Shaaban, d'apaiser les esprits. « Les demandes des habitants de Deraa et du reste du peuple syrien dans les provinces sont légitimes, explique-t-elle dans une allocution officielle. Toutes les demandes légitimes seront entendues, mais dans le calme. »

C'est notoirement insuffisant. Le roi Bachar croit affronter une émeute, c'est la révolution. Et il leur propose de la brioche... Quatre villes-symbole

explosent.

La plus grande et importante d'entre elles d'abord, Damas, vit sa première manifestation depuis qu'un Assad est au pouvoir. On ne compte que 200 manifestants ce 25 mars. Parmi eux, beaucoup d'étudiants. Ils soutiennent Deraa, s'indignent des meurtres policiers et dénoncent – encore – la corruption endémique du pays. Un rapport d'Amnesty International vient de souligner que la ville du Sud déplore déjà 55 morts. Une toute petite marche. Un gigantesque symbole. Le cœur du régime ne peut se permettre de perdre la face. La troupe est chargée par la police. Pas de mort mais l'étalage aux yeux de tous qu'une contestation reste possible. Bachar y perd la face. Les chancelleries étrangères envoient leurs premiers télégrammes sur une révolution qui commence dans la capitale.

Le même jour, Hama manifeste à son tour. C'est une ligne rouge pour le fils d'Hafez encore traumatisé par le souvenir de son père risquant de perdre le pouvoir après le massacre de 1982. Les manifestants passent sans trop de dégâts. Mais Bachar a reçu le message.

Il en reçoit un autre encore plus clair de Deraa. À l'instar des Bagdadi abattant une statue de Saddam, les protestataires font tomber celle d'Hafez al-Assad. En faisant chuter le père, ceux que Bachar qualifiera d'abord de « bande de voyous » déchirent le contrat qui lie les Assad à la Syrie. Les images se propagent et le pays, éberlué, découvre qu'il peut faire l'inventaire critique de ses quarante dernières années.

Bachar sévit immédiatement. Il envoie plus de troupes et limoge son cousin, le gouverneur.

Le pire pour lui reste à venir. Dans le berceau de la famille, à Lattaquié, la capitale alaouite. Une manifestation dégénère. Les policiers chargent, aidés de quelques miliciens pro-Assad. Les coups pleuvent. Les armes sortent. La morgue comptera douze morts à la fin de la journée. Un signal fort pour le reste du pays, un encouragement pour la rébellion : même les alaouites se révoltent. Il ne s'agira en fait que d'un épiphénomène mais le symbole n'en est pas moins très lourd.

Pour faire bonne mesure, à Rastane, une caserne se rebelle à deux cents kilomètres de Damas. Soldats et officiers déserteurs y trouvent refuge. La mutinerie est écrasée dans le sang. Les forces loyalistes bombardent la ville sans distinguer les mutins des civils : « Nous avons des informations sur des dizaines de civils tués puis enterrés dans les jardins des maisons pendant les

quatre jours de pilonnage de la ville par l'armée », constate l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

La Syrie entre en guerre. Les opposants et les intellectuels pensent qu'ils vont pouvoir guider le peuple vers un avenir meilleur. Le mouvement se fonde sur la certitude qu'on ne peut gagner par les armes. Que le combat sera remporté sur le terrain des idées grâce à des actions pacifiques. Les mêmes qui ont cru au printemps de Damas tentent de fédérer la contestation. Ils seront très vite débordés par une jeunesse plus radicale et en feu. Plus grave, les vieilles blessures confessionnelles réapparaissent. « Dès le 22 mars, constate Joshua Landis sur son blog, pour la première fois, nous avons entendu des slogans confessionnels, alors que jusque-là l'opposition s'en était tenue à un message modéré de démantèlement de l'état d'urgence, d'une nouvelle loi sur les partis et de l'extension de la liberté. Mais les manifestants ont abandonné les slogans plus modérés et scandé : *Non à l'Iran ! Non au Hezbollah ! Nous voulons un musulman qui craigne Dieu.* »

Bachar commence à parler d'une « poignée de terroristes »... Il ne s'arrêtera plus de le faire. « La grande force d'Assad depuis 2011, décrypte Marie Peltier, chercheuse et enseignante, spécialiste de la Syrie et du complotisme, réside dans la prophétie auto-réalisatrice. Dès les premières manifestations pacifiques, quand la révolution n'était pas encore armée, il a parlé de “djihadistes” et “d'ingérence étrangère”. Ce qui n'était pas le cas durant au moins les six premiers mois du soulèvement. Parallèlement on sait qu'il a libéré des djihadistes de ses geôles pour précisément “islamiser” et “radicaliser” un mouvement qui à la base était multiconfessionnel et portant une critique essentiellement politique contre la dictature⁴. »

Bachar va en effet opérer un triste système de vases communicants dans ses prisons. Celles-ci tiennent d'ailleurs plus du cachot médiéval que de la centrale moderne. Il va les vider peu à peu des très nombreux islamistes qui s'y trouvent pour les remplir avec les prisonniers politiques qu'il y jette dès les débuts du soulèvement. Ceux qui sont arrêtés à Damas dans les premiers mois sont dirigés à trente kilomètres de la capitale, vers Saidnaya. Une bourgade chrétienne dans la montagne dont la seule particularité notable pour les touristes jusque-là était qu'on y parlait encore l'araméen, la langue du christ. Au début de l'année 2017, Amnesty International publie un rapport sur la prison militaire qui s'y trouve, « un abattoir » selon l'organisation, « un endroit où l'État syrien massacre en silence son propre

peuple » à partir de septembre 2011. Un ancien gardien témoigne de « l'accueil » des prisonniers : « Ils ont interdiction de s'asseoir, ils doivent rester debout. Nous leur hurlons dessus. Et nous commençons à les battre. Quiconque passe peut les taper, jusqu'à ce que l'officier arrive. Nous savons qu'ils vont de toute façon mourir, nous faisons ce qu'on veut d'eux⁵ »... Entre 5 000 et 13 000 personnes y seront pendues entre 2011 et 2015.

Bachar sait que sa « stratégie carcérale » ne sera effective que sur le moyen terme. Il doit gagner du temps. La révolte est lancée, il va d'abord tenter de l'amadouer. Les manifestants réclament la fin des corruptions ? Il vire purement et simplement son cousin Rami Makhlouf en le privant de ses affaires douteuses. La rue manifeste toujours. Il promet des hausses de 30 % des salaires des fonctionnaires. Rien n'y fait. On s'arme dans certains quartiers.

Bachar met alors la menace de son cousin, celui-là même qu'il vient de congédier, à exécution. Dans un entretien au *New York Times*, l'homme d'affaires, un mois avant sa chute, expliquait en effet : « Personne ne peut garantir ce qui se produira si quelque chose arrive à ce régime. Ce que je veux dire, c'est ne nous soumettez pas à trop de pression, ne poussez pas la Syrie à faire quelque chose qu'elle ne serait pas heureuse de faire⁶. »

Retenez-moi ou je fais un malheur... Bachar ne s'est pas retenu et les massacres ont commencé. Pour Ziad Majed, « Ils furent une stratégie délibérée pour reconstruire les murs de la peur et l'autorité qu'il a perdus dès les premiers jours de la révolution⁷ ».

¹. Amélie Rives, *Symbolic Representations of Power*, 2011.

². « Sans Internet, la révolution aurait été immédiatement écrasée », *Courrier international*, 25 janvier 2012.

³. Patrick Seale, « Fatal aveuglement de la famille Al-Assad en Syrie », *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

⁴. Entretien avec l'auteur, février 2017.

⁵. « La prison de Saidnaya, centre d'extermination du régime syrien », *Libération*, 6 février 2017.

⁶. Anthony Shahid, « Syrian elite to fight protests to “the end” », *The New York Times*, 10 mai 2011.

⁷. Entretien avec l'auteur, mars 2017.

7

French Connection

En 1926, un solide gaillard de vingt-huit ans transpire sous le soleil de Damas. Épaules carrées, regard sombre, un paillasson bouclé brun sur la tête, il mâchonne un crayon. Joseph Kessel se demande bien comment expliquer à ses lecteurs toute l'importance que représente la Syrie, sous mandat français, pour la France. Il se lance : « La Syrie ? Que savons-nous d'elle ? Avouons-le sans faux orgueil : quelques réminiscences historiques sur les croisades, quelques pages célèbres, les beaux noms de Damas, de Palmyre, de l'Euphrate, voilà tout notre bagage pour une grande et féconde contrée placée sous Mandat français. Mais qui discerne l'importance de ce Mandat ? Qui – à part de très rares spécialistes – pourrait tracer la physionomie politique de ce pays ? Qui expliquerait pourquoi l'on s'y bat et qui se bat ? Ce berceau des civilisations, ce lieu de passage prédestiné, dont la richesse et la beauté ont retenu, sans les mêler, tant de peuples, cette terre où poussent avec une force ardente les croyances et les hérésies, déroute et confond¹. »

Kessel a déjà tout dit, tout perçu... et raconté cette relation d'attraction-répulsion entre les deux pays.

Le temps d'une longue vie, quatre-vingt-deux ans plus tard, la France fête sa révolution, le 14 juillet 2008, par son traditionnel défilé sur les Champs-Élysées. Nicolas Sarkozy est président. À ses côtés, sur la tribune, Bachar al-Assad sourit tranquillement et admire la parade. Il n'était, il est vrai, pas le seul invité : Moubarak et Ben Ali l'avaient été également... Quatre ans plus tard, en 2012, le même Sarkozy ferme l'ambassade de France à Damas.

L'histoire de Bachar avec la France commence pourtant on ne peut mieux. Jacques Chirac aime entretenir des relations privilégiées avec les

chefs d'État orientaux. Saddam Hussein et Hosni Moubarak sont, notamment, des habitués de la chiraquie. « Ils comblent sa faim d'aventures, son besoin de compagnonnage, son goût de l'exotisme² », explique Franz-Olivier Giesbert. Aucun « exotisme » dans son amitié avec le Libanais Rafic Hariri. Une camaraderie sincère et truculente lie ces deux-là. Une amitié née sous les jolis salons de l'Hôtel de Ville de Paris. Rafic Hariri n'a pas encore reconstruit le centre de Beyrouth. Il fait déjà fortune dans des chantiers pharaoniques en Arabie Saoudite. Il se rêve un destin politique au pays du Cèdre. Chirac poursuit le sien vers l'Élysée.

Le Libanais devient Premier ministre en 1992. Le Français préside en 1995. Les troupes syriennes occupent le Liban. La botte d'Hafez est impitoyable. À la fin de son premier mandat, en 1998, Rafic Hariri – il redeviendra Premier ministre entre 2000 et 2004 – a eu l'occasion de rencontrer l'apprenti raïs, Bachar al-Assad, à de multiples reprises. Il en apprécie la discréton et goûte son apparente ouverture aux idées nouvelles. Il semble moins raide que son père et n'en a pas le même historique guerrier. Il en dit tout le bien qu'il en pense à son ami français. Lequel reçoit (voir le chapitre 3, « Apprenti dictateur ») le jeune homme et lui ouvre les portes des chancelleries occidentales.

Hariri redevient Premier ministre en 2000. Son pays est à bout de souffle. Il n'arrive pas à le réformer et à le débarrasser de ses réflexes clientélistes dont lui-même use et abuse. Deux ans plus tard, le Liban frôle la catastrophe. Les caisses sont vides et les fonctionnaires payés au lance-pierre... quand ils sont payés. Il appelle son ami français au secours. Jacques Chirac va prendre les choses en main. À sa façon. Il tend la sébile à tous ses homologues, contacte le ban et l'arrière-ban des chefs d'État, convoque une conférence sur le Liban à Paris et obtient 4 milliards de prêt à un taux d'intérêt symbolique pour le Liban, pour Hariri. « En échange, écrivent des journalistes de *Libération*, il promet verbalement d'engager des réformes, en particulier de privatiser certains services, comme l'électricité ou les télécoms, devenus des gouffres. Mais, au Liban, “qui dit privatisation dit priver Damas et ses obligés de certaines ressources”, explique un diplomate³. »

Bachar, devenu président, a lui aussi un farouche besoin d'argent. Il ne veut pas – et peut à peine – prendre en charge ses affidés et ses troupes au Liban. Qu'ils se payent sur le pays occupé ! Pas question pour Damas de laisser faire, il somme Hariri de changer de ministre des Finances et,

de facto, d'abandonner toute idée de réforme. Le seigneur ordonne, le vassal s'exécute. Hariri pousse une colère à faire trembler les vitres du Grand Sérail (le palais du gouvernement à Beyrouth). Chirac ne traite pas mieux les augustes fenêtres de l'Élysée. Il envoie son conseiller diplomatique, Maurice Gourdault-Montagne, remonter les bretelles du jeune maître de la Syrie... Vexé, Bachar met le Liban au martyre. Il convoque Hariri. « Il est reçu par des subalternes qui “l’humilient”, selon un proche, poursuit *Libération*. Ses rapports avec Bachar se dégradent de plus en plus. “Il le traitait comme un bibelot”⁴. »

Jacques Chirac, malgré toute son affection pour son ami libanais, doit d'abord penser à la France. Le groupe Total négocie au coude à coude contre les Américains l'exploitation d'un gisement de gaz près de l'Euphrate. Brutalement, Bachar coupe court et envoie le pétrolier français dans les cordes. Coup de fil du président français à son homologue syrien, pressions de toutes parts. Rien n'y fait. Total n'aura pas le marché.

En 2004, sur les plages du Débarquement, pour son soixantenaire, Français et Américains partagent leur inquiétude sur le jeune maître de la Syrie. George W. Bush s'alarme des opérations terroristes menées contre ses troupes en Irak depuis la Syrie et du peu d'empressement que le régime de Damas met à contrôler ses frontières. Jacques Chirac pense au Liban et sait que le pays ne tiendra pas longtemps avec la pression que lui imprime son grand voisin. Les deux hommes et leurs équipes décident de maintenir le fil de cette conversation et de tenter de trouver une position commune. Les journaux libanais se font l'écho de ces préoccupations. Bachar a suffisamment d'yeux et d'oreilles au Liban pour comprendre que les deux adversaires d'autrefois (quand la France s'est élevée contre l'intervention américaine en Irak) se rabibochent sur son dos...

Il se venge en prenant le Liban en otage. Il y a installé un fantoche pro-syrien à la présidence, Émile Lahoud. Celui-ci arrive en fin de mandat. La Constitution libanaise ne permet pas qu'il le renouvelle mais Bachar ne veut pas donner aux Libanais l'occasion de se rebeller contre son autorité au cours d'un vote. Il exige que le mandat de sa marionnette soit prolongé, à Hariri de se débrouiller. « Lahoud, c'est moi, lui aurait-il déclaré. Si Chirac veut me sortir du Liban, je casserai le Liban⁵. »

Trop tard. Le coup viendra d'où il ne s'attend pas. Le 2 septembre 2004, France et États-Unis font adopter la résolution 1559 par le Conseil de sécurité des Nations unies. Elle réclame au Proche-Orient (la Syrie n'est pas

nommée mais un subliminal « suivez mon regard » y est glissé entre chaque ligne) des élections « sans ingérence étrangère » et le « désarmement de toutes les milices » (en visant implicitement le Hezbollah, allié de Bachar et de l'Iran).

C'est le début de la fin pour les troupes syriennes au pays du Cèdre. Forts de l'appui des grandes puissances, l'essentiel des hommes politiques du pays se regroupent et lancent un mouvement dont l'objectif déclaré est le départ des Syriens. Bachar réussit là un tour de force bien involontaire : réunir chrétiens (il s'agit déjà d'un vaste chantier...), sunnites et druzes du Liban comme un seul homme. Du jamais-vu. Mieux encore, le peuple libanais, blasé par les combinazione locales, s'intéresse à nouveau à la politique.

Le 14 février 2005, en plein cœur de Beyrouth, le convoi de Rafic Hariri est soufflé par des explosifs cachés sous la chaussée. L'ancien Premier ministre meurt en compagnie de la vingtaine d'autres personnes qui l'accompagnaient.

Chirac vient de perdre un ami. Il était là pour les obsèques d'Hafez ; cinq ans plus tard, il se rend aux funérailles d'Hariri. Il n'hésite pas quant au responsable. « Une telle opération ne peut être menée en dehors d'un grand service appuyé par un État », réagit la France par communiqué. La communauté internationale pointe la Syrie du doigt également. Même les Russes lui demandent de retirer ses troupes. Elle s'exécute dès le 5 mars suivant. Il faudra un bon mois pour que leur retrait soit effectif et total. Neuf jours plus tard, le 14 mars, un quart des Libanais manifestent contre la Syrie. Le leader druze, Walid Joumblatt (dont le père a été assassiné par les services d'Hafez), prend la parole : « Tous ensemble nous voulons un Liban souverain et indépendant, le départ des services de renseignements syriens et surtout la vérité : qui a tué Rafic Hariri ? »

La réponse devra venir d'un tribunal *ad hoc* : le Tribunal Spécial pour le Liban (TSL), créé pour l'occasion sous égide internationale, et qui travaille encore aujourd'hui.

Bachar vient de perdre le Liban, les soutiens occidentaux qui lui restaient et tout un pan de l'héritage de son père. Il se venge. Une vague d'attentats endeuille le pays du Cèdre. Les sanctions occidentales se font plus fortes sur le Raïs et ceux qui le servent au plus près.

La France va cependant se montrer plus levantine que les Levantins. Juste avant la mort d'Hariri, ses services de renseignements se sont

sérieusement implantés en Syrie. La Direction de la Surveillance du Territoire (DST) a besoin de cette base arrière et de la coopération des très efficaces moukhabarats syriens. « Les Syriens nous ont menacé de suspendre la collaboration sécuritaire si nous les mettions à genoux, raconte un bon connaisseur du dossier. Or ils arrêtaient des présumés djihadistes français en route vers l'Irak et nous les renvoyaient après les avoir interrogés à leur manière... On en a récupéré des dizaines comme ça. Il fallait que ça continue⁶. »

Et cela va continuer. Avec quelques cahots et beaucoup de renvois d'ascenseur. Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy charge Claude Guéant de soigner le beau-frère de Bachar, Assef Chaoukat. Ce qu'il fera avec diligence jusqu'à la disgrâce de l'homme fort des renseignements syriens par ailleurs fortement soupçonné d'avoir fomenté l'attentat contre Hariri.

En 2007, l'ancien ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy devient président de la République. Il sait déjà tout de la Syrie puisque dix ans plus tôt, alors simple député, il avait visité le pays avec sa femme de l'époque, Cécilia, aux frais de Damas. Dans son livre *Libre*, il n'hésite pas à écrire : « Après trois ans, l'ambassadeur de France n'en connaissait pas beaucoup plus que nous en huit jours⁷. » L'ambassadeur en question s'appelle Jean-Claude Cousseran, l'un des plus fins connaisseurs de la Syrie et du Proche-Orient, futur directeur des services de renseignements français...

Malgré les conseils de son prédécesseur, le nouveau président compte bien imprimer sa marque. Claude Guéant, devenu secrétaire général de l'Élysée, va utiliser les bons offices du sulfureux homme d'affaires libanais Ziad Takieddine. Un début de dialogue s'installe entre le Château et le palais de Qassioun.

Le 20 novembre 2007, c'est officiel, la France et la Syrie reprennent de timides relations officielles. Le conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, Jean-David Levitte, s'en félicite ouvertement : « Nous avons estimé, et c'est là un point de rupture par rapport à une époque passée, que nous ne risquions rien en allant dialoguer avec la Syrie. » En novembre donc, les deux présidents s'appellent. Le 30 décembre, ils ne se parlent à nouveau plus...

Mais le président français va avoir besoin de son homologue syrien. Il tente de lancer une « Union pour la Méditerranée ». L'idée est de favoriser, à tout le moins, le dialogue entre les pays riverains de l'antique *Mare Nostrum*. Un grand sommet à Paris doit porter l'Union sur ses fonts

baptismaux. La Syrie doit en être. Bachar est officiellement invité. Aux journalistes qui s'interrogent sur la compatibilité de cette invitation et le respect des droits de l'homme, l'Élysée répond : « Le président syrien n'est pas un parfait exemple en matière de respect des droits de l'homme, mais il a fait des efforts⁸ »...

Le 14 juillet 2008, Bachar al-Assad peut parader sur les Champs-Élysées. En décembre 2010, Asma et Bachar ont le plaisir et l'honneur de dîner à l'Élysée en compagnie du Président, de Claude Guéant et de leurs femmes respectives.

Mais cette nouvelle amitié ne tiendra pas le choc de la guerre civile. L'ambassade de France en Syrie ferme ses portes le 6 mars 2012. Un an après le début du conflit.

Trois mois plus tard, François Hollande est élu à la présidence de la République française. Le discours sur Bachar al-Assad sera cette fois sans atermoiement, voire de plus en plus accusateur tant les « lignes rouges » sont franchies une à une par le régime.

Le mercredi 21 août 2013, la nuit est presque paisible dans la Ghouta, la banlieue maraîchère de Damas, à l'est de la vieille ville. Tout près, les inspecteurs de l'ONU dorment dans leur hôtel du centre-ville. Les combats y font rage depuis des mois. L'Armée syrienne libre se bat pied à pied. Le régime bombarde tant qu'il le peut. Une puis deux, et encore une explosion retentissent à 2 h 30 du matin. Réveillés en sursaut, les habitants commencent à étouffer. Ceux qui dorment encore sont quasiment condamnés. « Pupilles contractées, de la mousse blanchâtre qui sort de la bouche, beaucoup d'entre eux meurent sur le coup ou dans les minutes qui suivent⁹. »

Les journalistes-citoyens syriens sonnent l'alarme. Les photos qui arrivent sont intenables. Le bilan est avancé très vite : 1 300 morts, près de 5 000 blessés, les trois quarts des victimes sont des femmes et des enfants.

Les premières alertes arrivent en France avant 6 heures du matin. Réunion de crise au Quai d'Orsay, Éric Chevallier, ancien ambassadeur de France en Syrie, fait défiler les images sur sa tablette. « Ce fut un vrai choc, confie au *Monde* l'un des participants. Même si on savait que le régime de Bachar al-Assad s'était lancé dans une escalade de la répression depuis plus d'un an¹⁰. »

Très vite, les diplomates français sont convaincus que Bachar vient de faire prendre à la guerre son « moment Srebrenica » (en 1995, ce massacre

commis par des Serbes de Bosnie fut le tournant du conflit qui permit à la communauté internationale de s'allier contre le régime serbe). Le premier réflexe de la France sera de demander des preuves de l'utilisation d'une arme chimique puis celle de l'implication de Bachar. Sur le premier point, les doutes cèdent rapidement. Pour Patrick Baz, directeur photo à l'Agence France-Presse pour le Moyen-Orient : « Le photojournalisme tel qu'on le comprend n'existe pas en Syrie, explique-t-il. À force, on s'est rodé. On repère vite les sources, on a des contacts, on vérifie l'histoire, on croise, on remonte la chaîne. On sait qui est plutôt fiable, qui l'est moins. On travaille en arabe. En cas de doute, on ne diffuse pas. Bien sûr, aujourd'hui, tout est falsifiable. Mais les vidéos de mercredi montrent des dizaines d'enfants qui tremblent, qui étouffent. Une mise en scène à une telle échelle, j'ai du mal à y croire¹¹. »

Une impression très vite confirmée par les services français qui ont transféré des blessés et des échantillons vers leurs médecins *via* la frontière jordanienne. Le renseignement français confirme également que le régime a bien utilisé l'arme chimique.

La plupart des ambassadeurs de France sont rassemblés à Paris pour la traditionnelle « semaine des ambassadeurs » qui leur permet d'échanger sur différents dossiers. François Hollande y intervient. Il est très clair : « Le massacre chimique de Damas ne peut rester sans réponse. La France est prête à punir ceux qui ont pris la décision infâme de gazer des innocents. »

La France fait surtout des pieds et des mains pour convaincre les États-Unis de coorganiser des frappes de rétorsion. Barack Obama y semble prêt. David Cameron, le Britannique, aussi. Les militaires français proposent un plan d'attaque. Les états-majors de ces pays échangent leurs informations pour se coordonner.

Mais les Anglais butent devant l'obstacle. Les députés britanniques refusent de donner leur autorisation aux frappes. Les Américains maintiennent leur volonté d'attaquer. Le 31 août pourtant, Obama appelle Hollande : « Il n'y a pas de coalition internationale pour une intervention en Syrie, pas de majorité au Conseil de sécurité, pas de soutien dans l'opinion, il faut au moins que j'aie l'aval du Congrès car je ne suis pas George W. Bush¹². » Première reculade. La procédure pour réunir et obtenir le *nihil obstat* du Congrès est longue et complexe. Rien ne dit par ailleurs que le président américain aura gain de cause, bien au contraire.

C'est Moscou qui va couper l'herbe sous le pied de Paris. Le 9 septembre, les Russes proposent un plan pour analyser, récolter puis détruire les armes chimiques du régime de Damas. Obama évite une éventuelle humiliation devant le Congrès. Poutine se pose en sauveur. Tout le monde y gagne. Sauf la France qui, désormais seule, doit renoncer à son tour et donner son accord à la solution russe.

« L'accord en soi nous a beaucoup déçus, ajoute Najib Ghadbian, le représentant du Conseil national syrien à Washington. Nous n'avons pas compris pourquoi les États-Unis n'ont pas cherché à obtenir davantage de concessions de la part du régime. En plus du chimique, ils auraient pu lui interdire aussi de se servir de ses missiles Scud. Finalement, Bachar est sorti renforcé de cette affaire. C'est comme s'il avait dit à la communauté internationale, "prenez ce pistolet, il m'en reste plein à la maison"¹³. »

Il faudra attendre Donald Trump et une nouvelle attaque au sarin sur Khan Cheikhoun, le 4 avril 2017, pour que les États-Unis bombardent la Syrie...

La France, elle, n'a pas varié sous le quinquennat de François Hollande. Elle représente toujours la ligne dure occidentale contre Bachar qui « ne devrait pas avoir sa place sur terre », selon les mots de son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

Entre juillet 2012 et décembre 2016, l'une des perles de la Syrie, de l'humanité, va être réduite en cendres. La bataille d'Alep, l'une des capitales économiques du pays et joyau de la culture mondiale, va se solder par un massacre : au moins 21 500 civils y perdent la vie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. La chute de cette place forte rebelle sera précipitée par l'emploi par le régime de barils de chlore, l'appui aérien sans faille de l'aviation russe et l'intervention au sol des troupes d'élite du Hezbollah.

À la tribune de l'ONU, François Hollande réagit à l'hécatombe et propose son « plan » pour la Syrie : « Imposer un cessez-le-feu, c'est le préalable ; assurer l'acheminement immédiat de l'aide humanitaire à Alep et aux autres villes martyres, c'est l'urgence ; permettre la reprise des négociations politiques [...], c'est la solution ; et sanctionner le recours aux armes chimiques, c'est la justice. » Il prêche dans le vide. Ou à la mauvaise tribune...

Et les élections présidentielles approchent. Le spectre politique français prend position sur la Syrie et son raïs. Quelques parlementaires français

viennent « visiter » Bachar. Jean-Frédéric Poisson est l'un d'eux, ce député chrétien-démocrate sera, deux mois plus tard, candidat à la primaire de la droite et du centre. « Je ne soutiens pas le régime Assad, explique-t-il au *Figaro*, mais je pense qu'il n'est absolument pas sur le départ et que les rebelles n'arriveront jamais jusqu'à Damas »... Ils y sont en fait déjà. L'homme semble positivement ravi de son rendez-vous : « L'échange a duré 1 h 20 et s'est très bien passé, poursuit-il. Il est courtois, souriant, moderne dans sa manière de parler, pas du tout guindé. Entre l'image de boucher et celui que j'ai rencontré, on ne doit pas parler du même homme. » « L'échange » a duré beaucoup moins d'une heure, mais ce n'est qu'un point de détail dans l'histoire de l'humanité...

Le supporter Poisson devient groupie : « Il n'a pas l'intention de faiblir, il consacre son énergie à défendre son pays, ce qui n'est pas contestable. » Puis nostalgique : « Alors la France aura perdu son crédit, son influence et les contrats de reconstruction. J'ai rencontré des francophiles tristes que nous ne soyons plus à notre place¹⁴... » Ces mêmes francophiles qui font partie du cercle des affaires de Bachar qui ont précipité le soulèvement de tout un peuple. Chrétiens compris...

L'agence de presse officielle du régime, SANA, couvre religieusement ces audiences, pique une ou deux phrases hagiographiques de l'invité sur le Raïs mais reproduisent *in extenso*, évidemment, les paroles de ce dernier. « Droite, extrême droite, une partie de l'extrême gauche, par islamophobie, théorie du complot, fascination russe, obsession des minorités, etc., souhaitent normaliser les relations avec Bachar, décrypte Ziad Majed. Certains experts autoproclamés ou chercheurs propagandistes du régime poussent également dans cette direction. C'est très dangereux. C'est un mépris total du peuple syrien et des centaines de milliers de morts ! Et cela relève parfois du négationnisme ou du révisionnisme. C'est également de l'ordre de la bêtise, de l'illusion et de l'ignorance¹⁵. » Pire, les premiers bénéficiaires de ces visites de courtoisie ne sont pas forcément ces touristes hexagonaux qui se piquent de géopolitique : « Réduire la situation à “Bachar ou les djihadistes”, poursuit Ziad Majed, induit deux effets : normaliser la “banalisation du mal” et renforcer à la fois Bachar et les djihadistes. Il ne faut jamais oublier que l'un se nourrit des autres, et vice versa, pour exister. »

C'est précisément l'une des erreurs de Marine Le Pen, candidate pour le Front national à la présidence française de 2017. Lors de son voyage à

Beyrouth les 20 et 21 février, elle affirme que la Syrie se trouve devant un choix « binaire » : « Bachar al-Assad d'un côté et l'État islamique de l'autre. » C'est historiquement et factuellement faux. La rébellion est bien antérieure à l'arrivée de Daech en Syrie, et elle combat encore en Syrie. Et ses confusions sont multiples, comme le note Jean-Pierre Filiu, professeur des universités en histoire du Moyen-Orient contemporain à Sciences-Po Paris, dans *Le Monde* : « L'inconscience le dispute à l'indécence dans la coïncidence entre de telles déclarations et l'hommage rendu par Le Pen aux “soldats tombés pour la France au Liban depuis 1975”, dont les 58 parachutistes du poste Drakkar, tués le 23 octobre 1983, dans un attentat largement attribué aux réseaux de Hafez al-Assad, le père de Bachar¹⁶. »

Confusion encore pour Jean-Luc Mélenchon, lui aussi candidat. Il a persisté pendant toute sa campagne à évoquer des projets « de pipelines et gazoducs » en Syrie, imposés par l'étranger auxquels résisterait courageusement Bachar... Décryptage cinglant du même Jean-Pierre Filiu : « Qu'aucun de ces projets “de gazoducs et de pipelines” n'ait connu le moindre début de conception, *a fortiori* de construction, importe peu à Mélenchon, car il tient la réponse définitive à toutes les interrogations sur la Syrie. »

Plus grave, ces deux politiques se font les porte-voix d'un Assad qui n'en demandait pas tant, comme le note Marie Peltier, auteur notamment de *L'Ère du complotisme*¹⁷ : « Assad s'est présenté à la fois comme le “gardien de la civilisation” face aux “barbares islamistes” et comme le “résistant à l'Occident et à Israël” (conjonction islamophobie-antisémitisme). En privilégiant par ailleurs une lecture exclusivement “géopolitique” du conflit en cours (pensons notamment à cette fameuse légende du pipeline), qui désigne l'Occident comme seul coupable des violences et seul acteur “intéressé” par les ressources naturelles de la Syrie (comme si la Russie et l'Iran étaient par essence quant à eux parfaitement désintéressés dans leur engagement), effaçant du même coup de la narration et des préoccupations les Syriens en tant que sujets politiques et pensants. Discours de déshumanisation des Syriens et de dépolitisation du conflit en cours. Discours qui résonne notamment beaucoup au sein d'une certaine gauche¹⁸. »

Reste un argument brandi par une partie de la droite et de l'extrême droite : la protection des chrétiens qu'assurerait sans faiblir Bachar al-Assad... Entre les années 1970 et aujourd'hui (sous les deux Assad donc,

avant guerre comprise), la proportion de chrétiens a chuté de 15 à 4 % dans une courbe relativement constante. « Ce n'est pas seulement dû à la croissance démographique plus importante chez les musulmans, mais également à l'immigration chrétienne massive du pays, remarque Ziad Majed. D'autre part, il est inadmissible de renfermer les chrétiens dans un rôle de soutien au fascisme. S'il est vrai que la hiérarchie de certaines Églises est loyale à Assad et inféodée par ses services de renseignements, les chrétiens syriens, comme toute autre communauté, connaissent une diversité politique, culturelle et sociale¹⁹ ».

La population chrétienne de Syrie représente surtout un bouclier humain (physiquement et intellectuellement) commode pour le pouvoir. Un pouvoir qui se nourrit de ces débats (en France et ailleurs) pour alimenter son « roman national » : un Bachar incompris luttant contre la barbarie. Une histoire épique dont la presse syrienne et le régime n'hésitent pas à souligner les « parallèles » avec Saladin. Un comble : Saladin, boutant hier les croisés de Jérusalem, combat aujourd'hui les combattants des « croisés »...

Et reçoit leurs journalistes. En nombre. Le désenclavement du régime et la légende assadienne ont besoin de ces rendez-vous quasi hebdomadaires avec la presse pour continuer d'exister sur la scène internationale (ce qui est bien), mais surtout nationale (ce qui est mieux).

Michel Scott, responsable du service Étranger de TF1, a obtenu un entretien avec le président syrien au mois de février 2017. Il se souvient d'un homme « excessivement chaleureux²⁰ ». « Il était clairement dans une opération de séduction, en tant que journaliste, on sait que le piège se trouve là », poursuit-il. Bachar, qui maîtrise parfaitement tous les codes des médias européens, est en effet un redoutable interlocuteur dans la mesure où il est plus simple à interroger que la plupart de ses homologues : pas de questions remises à l'avance (juste les thèmes abordés), un quart d'heure d'entretien « en off » (sans caméras) avant l'enregistrement, un anglais courant (parsemé de quelques mots de français pour ses interlocuteurs hexagonaux) qui permet de se passer de traducteur s'il le désire...

Dans ces quinze minutes de préambule, Bachar sait faire montre du même talent qu'il avait autrefois, seul à seul avec ses patients en ophtalmologie. « Il était très à l'aise en off, me parlait comme quelqu'un qui aurait pu être au lycée avec lui », raconte Michel Scott. Le format de ces interviews ne permet jamais ou presque aux journalistes d'aller au fond des

questions. En moins d'une demi-heure, difficile de rassembler les copeaux d'une langue de bois très maîtrisée. « C'est frustrant, avoue Michel Scott. On manque de temps pour le pousser un peu, pour développer. D'autant plus qu'il semble tout assumer, sauf peut-être les accusations de torture. » Conclusion du journaliste : « On comprend mieux en le rencontrant sa façon de faire et de plaire. Il est à l'aise avec les médias. Je pense même qu'il adore ça. Il ne faut pas en être dupe et savoir conserver ses distances. » Que ce soit avec les députés ou les journalistes, Bachar a appris, mieux que les premiers souvent, à amadouer ses interlocuteurs et faire passer son message avec des mots et des idées accessibles aux lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs occidentaux. Tandis que, en *off*, il asphyxie son peuple avec des gaz mortels.

1. Joseph Kessel, *En Syrie*, Gallimard, 2014.

2. Franz-Olivier Giesbert, *Jacques Chirac*, Le Seuil, 1987.

3. Christophe Ayad, Jean-Pierre Perrin, Christophe Boltanski et José Garçon, « Quand la Syrie monte au nez de Chirac », *Libération*, 22 mars 2005.

4. Christophe Ayad, Jean-Pierre Perrin, Christophe Boltanski et José Garçon, « Quand la Syrie monte au nez de Chirac », art. cité.

5. Christophe Ayad, Jean-Pierre Perrin, Christophe Boltanski et José Garçon, « Quand la Syrie monte au nez de Chirac », art. cité.

6. « Sarkozy et son ami Bachar al-Assad », *Le Nouvel Observateur*, 27 octobre 2011.

7. Nicolas Sarkozy, *Libre*, Robert Laffont, 2001.

8. *Le Monde*, 3 juillet 2008.

9. « L'été où la France a presque fait la guerre en Syrie », *Le Monde*, 17 février 2014.

10. « L'été où la France a presque fait la guerre en Syrie », *Le Monde*, art. cité.

11. « La Ghouta, autopsie d'un massacre », *Libération*, 22 août 2013.

12. « L'été où la France a presque fait la guerre en Syrie », *Le Monde*, art. cité.

13. « L'été où la France a presque fait la guerre en Syrie », *Le Monde*, art. cité.

14. « À Damas, Jean-Frédéric Poisson reçu par Bachar al-Assad », *Le Figaro*, 12 juillet 2015.

15. Entretien avec l'auteur, mars 2017.

16. « Le Pen-Mélenchon, même combat en faveur de Bachar al-Assad », *Le Monde*, 16 avril 2017.

17. Les Petits Matins, 2016.

18. Entretien avec l'auteur, février 2017.

19. Entretien avec l'auteur, mars 2017.

20. Entretien avec l'auteur, mars 2017.

8

Bachar le Chimique

Le 26 avril 2017, Jean-Marc Ayrault, le ministre des Affaires étrangères, arrive devant caméras et micros, la mine grave. Il vient de participer à un conseil de Défense consacré aux attaques chimiques en Syrie et revient sur l'attaque de Khan Cheikhoun : « Le recours au sarin ne fait aucun doute. La responsabilité du régime syrien ne fait pas de doute non plus, compte tenu du procédé de fabrication du sarin utilisé. »

Un verdict sans appel. Preuves à l'appui. Et de rendre public un rapport sous le titre « Évaluation nationale – Attaque chimique du 4 avril 2017 (Khan Cheikhoun) – Programme chimique syrien clandestin ».

« Ces frappes du régime syrien, peut-on y lire, s'inscrivent dans un contexte d'emploi continu, depuis 2013, d'armes ou d'agents chimiques en Syrie, notamment lors de frappes aériennes [...]. La France a pu confirmer en plusieurs occasions l'emploi de chlore et de sarin. »

Dans son « analyse technique », les experts français notent que « les échantillons environnementaux, prélevés à l'un des points d'impact de l'attaque chimique survenue à Khan Cheikhoun, le 4 avril 2017, révèlent la présence de sarin, d'un produit secondaire spécifique (le diisopropyl méthylphosphonate – DIMP), formé lors de la synthèse de sarin à partir d'isopropanol et de DF (difluorure de méthylphosphonyl), et d'hexamine. »

Explications d'Olivier Lepick, spécialiste des armes chimiques, associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) : « Il existe une vingtaine de façons de synthétiser du gaz sarin. La méthode syrienne entraîne la production de sous-produits sous forme d'acides. Pour que la molécule de sarin soit stabilisée et conservée, les Syriens utilisent de l'hexamine [ce sont les seuls à le faire, NDLA], un stabilisant conservateur

qui neutralise les acides et permet d'inhiber la corrosion sur les métaux et ainsi stocker plus longtemps l'agent dans les munitions. La présence d'hexamine signe de manière mécanique le mode de synthèse utilisé par le régime syrien. Il existait déjà un faisceau de présomptions suffisamment important pour incriminer le régime de Bachar al-Assad dans l'attaque de Khan Cheikhoun. L'hexamine est la cerise sur le gâteau¹. »

Le gaz sarin est un tueur fourbe et redoutable. Ce sont les Allemands qui l'ont découvert en 1938. Il s'agit d'une neurotoxine que les victimes ne peuvent ni sentir ni voir. Un simple contact avec la peau bloque la transmission de l'influx nerveux et entraîne la mort par arrêt cardio-respiratoire. Un demi-milligramme suffit à tuer un adulte.

Les arrière-cuisines du régime de Bachar ont donc bien concocté ce poison mortel. Précision utile et dérangeante, c'est le Centre d'Études et de Recherches Syrien (le CERS) qui a fabriqué le gaz mortel.

Cet organisme n'est pas un inconnu pour la France. Il avait déjà été pointé du doigt par les informations déclassifiées par les services de renseignements français après le gazage de la Ghouta. « La Syrie, pouvait-on y lire dans une note déclassifiée, dispose de longue date d'un arsenal chimique conséquent, et de nombreux vecteurs associés. Le régime syrien l'a reconnu le 23 juillet 2012 par la voix de son porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui a confirmé que "ces différentes armes [chimiques ou non conventionnelles] sont stockées et sécurisées sous la supervision des forces armées". La Syrie n'est pas partie à la Convention pour l'interdiction des armes chimiques (CIAC) de 1993, contrairement à 189 États dans le monde [Le pays, sous la pression des Russes et des Américains après le massacre chimique de la Ghouta, a depuis corrigé cette absence...]. Le programme chimique syrien a commencé au cours des années 1970 avec l'importation de munitions chimiques. Depuis les années 1980, Damas a entrepris de se procurer les matériels, les produits et les savoir-faire nécessaires à la mise en place d'une capacité de production nationale autonome et massive dans ce domaine. »

Les Français peuvent être bien informés : ils ont contribué à ce programme. Le fameux CERS est créé par Hafez al-Assad en 1972. Il représente la suite logique, et le complément, de ses efforts pour se doter de l'arme nucléaire. C'est le nazi Alois Brunner, l'un des plus zélés serviteurs de la Solution finale, responsable notamment du camp de Drancy et de ses déportations, réfugié en Syrie puis protégé par le pays, qui prépare cette

tambouille de l'enfer. Hafez lui demande de réunir un groupe pour travailler sur les « armes non conventionnelles ». En clair : le nucléaire et le chimique. Il est vite rejoint par ses compatriotes de l'Allemagne de l'Est... Les Syriens qui leur succèdent iront suffisamment loin pour que l'aviation israélienne, en 2007 seulement, mette un terme à leurs travaux en bombardant la centrale d'Al-Khibar. Mais le programme chimique, lui, a été délocalisé avec la création du Centre d'études et de recherche syrien.

Les journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot ont retrouvé un témoin de cette installation : « J'ai connu le CERS à cette époque. Il était formé de trois cercles. Le cercle central était composé de vieux ingénieurs nazis réfugiés en Syrie, le deuxième d'experts issus d'Allemagne de l'Est et le dernier des spécialistes venus d'Allemagne de l'Ouest. Et tous ces experts allemands travaillaient fort bien ensemble. Puis les nazis sont morts, et les Allemands de l'Est se sont volatilisés après la chute du mur de Berlin en 1989. Il est resté les Allemands de l'Ouest et les Français. Car nous avons très bien collaboré à une époque avec le CERS². »

Le Centre a besoin de main-d'œuvre, et le caractère stratégique et donc secret de ses études réclame que celle-ci soit syrienne de préférence. Beaucoup plus facile pour le régime de maintenir l'omertà sur le programme quand on peut contrôler ceux qui y participent.

Hafez al-Assad crée donc, en 1976, une école d'ingénieurs qui saura pourvoir en personnel le noyau de sa recherche : l'ISAAT. Il en confie la direction et la gestion à un ingénieur nucléaire, Wassek Chahid, ancien ministre de l'Enseignement supérieur, passé par le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) français. Il va réclamer – et obtenir – l'aide et le soutien précieux de la coopération française.

« Il s'agissait en fait, se souvient le témoin, d'une sorte de laboratoire de l'armée qui développait les armes chimiques et biologiques³. »

L'école et le centre prennent leurs quartiers à Barzeh, une localité avalée par Damas, près du mont Qassioun. Le président syrien, de son palais, a une vue plongeante sur la localité et ces installations.

Jusqu'en 1993, les échanges vont bon train. Les coopérants français viennent à l'ISAAT donner des cours, ou en prendre, et les ingénieurs syriens, forts de la réputation de l'établissement et de la convention signée avec la France, viennent dans l'Hexagone pour se perfectionner. Jean-Claude Cousseran est nommé ambassadeur de France en Syrie. Le futur patron des services secrets comprend immédiatement le danger.

« Je me souviens qu'il surveillait de près chaque dossier, se rappelle un diplomate en charge à l'époque. Nous poussions à la roue parce que la Syrie prenait en charge 90 % du financement du doctorant par exemple. Il pouvait aussi s'agir de former des médecins, des étudiants en commerce... Mais concernant l'ISAAT, l'ambassadeur avait donné des consignes très strictes : chaque cas était surveillé et "traité" par les services. On savait où ils voulaient aller et dans quels laboratoires. Et nous savions tous qu'ils essaieraient de temps en temps de nous en "placer" un⁴. » Sous-entendu, un « chimique ».

Un physicien à l'université du Mans, Antoine Khater, impliqué dans cette coopération universitaire, confirme pour Christian Chesnot et Georges Malbrunot les dires et les interrogations des diplomates de l'époque : « Un jour, lors d'un déjeuner en tête à tête avec Jean-Claude Cousseran, celui-ci m'a parlé du gaz sarin. Je lui ai répondu qu'il y avait des dangers à engager une telle coopération avec la Syrie. À la question qu'il me posait de savoir sur quelles applications notre coopération dans le domaine de la physique pouvait déboucher, je répondis que les recherches que nous faisions n'avaient pas de portée militaire au départ. Mais je lui ai également dit : soit on décide dès le début qu'on ne bouge pas avec les Syriens, soit on y va et on en accepte les risques⁵. »

La France « n'y va pas ». La DGSE interdit très vite aux coopérants français d'y travailler, sauf, bien sûr, s'ils émargent sur la liste de leurs honorables correspondants. Certains passent cependant entre les mailles du filet. Mais le lien est rompu.

Le CERS, lui, continue de fonctionner à plein régime. Y compris et surtout sous Bachar al-Assad. Lequel s'entend très vite et très bien avec le directeur de l'ISAAT, Amr Najib Armanazi. Il en apprécie les compétences, notamment quand il lui demande de travailler de concert avec la Syrian Computer Society, choyée par le Raïs, afin de développer et créer des programmes informatiques pour les installations militaires. Il lui confie la tête du CERS. Dès 2012, l'homme est dans le viseur de la communauté internationale. Il tombe sous le coup des embargos américain et britannique. Effarés, après l'attaque de la Ghouta, les Anglais découvrent que son frère et son fils ont obtenu la nationalité britannique alors même qu'ils se trouvaient sur la liste noire... Ce qui amena par effet de ricochet un député à remettre en cause le passeport confié par sa Très Gracieuse Majesté à Asma al-Assad...

Côté français, le scandale viendra d'un tweet de Fabienne Bideau, conseillère au sein de l'Assemblée des Français de l'Étranger (ils sont quatre-vingt-dix) pour le Liban et la Syrie, suppléante du député Les Républicains Alain Marsaud (10^e circonscription des Français de l'étranger) et candidate pour une investiture aux sénatoriales 2017.

Au beau milieu de la campagne présidentielle française, alors qu'elle affiche son soutien pour François Fillon, elle n'hésite pas à poser avec Houda, la femme d'Armanazi qui dirige le centre de documentation du lycée français Charles-de-Gaulle de Damas... « Je ne sais pas qui est ce monsieur... », explique-t-elle au *Monde* qui remarque qu'un « arrêté ministériel français de juin 2016 complète le CV de l'époux de la documentaliste : [Il] soutient l'armée syrienne pour l'acquisition de matériel utilisé pour la surveillance et la répression des manifestants. Acteur de la répression violente exercée contre la population civile⁶. »

À sa « décharge », il est vrai qu'il n'est pas tout en haut de la chaîne de commandement. Selon une note déclassifiée, « Bachar al-Assad et certains des membres les plus influents de son clan sont les seuls habilités à donner l'ordre d'utiliser des armes chimiques. L'ordre est ensuite transmis aux responsables des branches compétentes du CERS. En parallèle, l'état-major des armées reçoit l'ordre et décide des cibles, des armes et des toxiques à mettre en œuvre », précisent les renseignements français.

Aux côtés de Bachar, la main sur les leviers de commande, son petit frère, Maher. Ses troupes de la 4^e division blindée ont lancé une violente offensive terrestre juste après l'attaque chimique sur la Ghouta. Difficile de ne pas y déceler un plan militaire au tempo soigneusement élaboré. Par ailleurs, la 155^e brigade d'artillerie qui a lancé les bombes au sarin est placée sous la direction de la division blindée de Maher...

Bachar et son frère s'appuient de plus sur une « cellule de crise », l'équivalent de la « panic room » de la Maison Blanche ou du « Conseil de défense et de sécurité nationale » français, directement issue de la – calamiteuse – gestion du début de la guerre. On y trouve Rafic Chihada, ancien patron du renseignement militaire mais toujours conseiller du Président, Mohamed Mahalla, actuel directeur du renseignement militaire, Jamil Hassan, pour le renseignement de l'armée de l'air, et Khalid Rahmoun, à la tête de la police politique. Tous ces généraux peuvent également compter sur la présence de l'ancien directeur du CERS, Bassam

Al-Hassan, général lui aussi, commandant aujourd’hui de la très redoutable garde nationale.

Tous ces hommes font donc appel au « savoir-faire » d’Armanazi pour fabriquer des barils de chlore largables par hélicoptère ou placer un agent毒ique dans un obus ou un missile « fourré » pour l’occasion. Le patron du Centre s’appuie sur la mystérieuse Unité 450 pour ce qui est de la logistique. Cette brigade, au sein du CERS, est entièrement composée d’alaouites. Des hommes sûrs dont on connaît la famille, l’histoire, le village ou la ville d’origine... L’unité 450 protège, surveille et transporte les armes chimiques en Syrie.

Elle donc qui, le 4 avril 2017, a acheminé les deux composants (deux produits chimiques différents appelés « précurseurs ») jusqu’à la base aérienne d’Al-Chayrat. Ses chimistes ont alors mélangé les deux produits pour créer le sarin avec lequel ils ont rempli la bombe qui allait tuer au moins 87 personnes et en blesser plus de 500 à Khan Cheikhoun... Les États-Unis vont lancer 59 missiles Tomawak sur l’aéroport et le détruire. Les installations du CERS, elles, restent intactes.

L’arsenal chimique syrien devrait en théorie avoir été entièrement démantelé après l’accord américano-russe de 2013. « D’importants doutes subsistent sur l’exactitude, l’exhaustivité et la sincérité du démantèlement de l’arsenal chimique syrien, contredisent les services français. La Syrie a maintenu une capacité de production ou de stockage de sarin. Elle n’a jamais déclaré des munitions tactiques, grenades et roquettes, telles que celles utilisées de façon répétée depuis 2013. »

Selon l’Organisation pour l’Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), la Syrie aurait effectivement détruit 1 300 tonnes de stocks d’armes chimiques. Mais elle était réputée pour en être le quatrième détenteur dans le monde.

« La Convention sur l’interdiction des armes chimiques prévoit un certain nombre de mécanismes, d’inspections et de contrôles auxquels le régime de Damas a été contraint de se plier, précise Olivier Lepick. Pendant tout le processus, de fin 2013 à début 2016, des inspecteurs de l’OIAC et un certain nombre d’experts se sont rendus sur le terrain pour veiller au bon déroulement du démantèlement de l’arsenal d’armes chimiques et des substances entrant dans leur composition. Toutefois, ce démantèlement achevé, il était impossible d’avoir la certitude qu’aucun stock résiduel de produits toxiques n’avait été dissimulé.⁸ »

Et *quid* du chlore ? Contrairement aux « ingrédients » du sarin, le chlore se trouve en vente libre. Ses effets savent être meurtriers aussi. « Les deux gaz provoquent de graves irritations oculaires et respiratoires, explique Frédéric Baud, référent toxicologue auprès de Médecins Sans Frontières (MSF). Mais, contrairement au sarin, le chlore a une odeur très évocatrice et les victimes restent conscientes avec des signes très marqués de brûlures de l'appareil respiratoire⁹. » Les zones bombardées manquent cruellement de masques à gaz. Et, après six ans de guerre, la stratégie des troupes d'Assad semble bien rodée : bombardements classiques sur la zone à reprendre. Chlore (ou pire) sur les poches résiduelles de combattants ou de civils. Envoi de troupes au sol...

Bachar, lui, nie tout en bloc : « Il y a plusieurs années, en 2013, nous avons renoncé à tout notre arsenal, expliquait-il dans une interview donnée à l'AFP le 13 avril 2017. Et même si nous possédions de telles armes, nous ne les aurions jamais utilisées. » Il y invoquait même « une invention à 100 % » des Occidentaux.

À moins que le bombardement chimique ne soit une « invention à 100 % » du maître de la Syrie pour éviter des négociations de paix dont il ne veut pas. Sous aucun prétexte. Engager des pourparlers sérieux et réels avec l'opposition, c'est reconnaître qu'il n'incarne pas toute la Syrie, qu'il n'« est » pas la Syrie. C'est reconnaître parmi cette « bande de voyous », ces « terroristes », des personnes, autres que lui-même, capables de parler au nom de son pays, voire de le représenter. Inconcevable. Tout comme l'opposition, totalement éclatée et affaiblie, ne peut plus se permettre de discuter avec Bachar le Chimique sans perdre toute crédibilité.

Mais Bachar ne se parle déjà plus qu'à lui-même. Même l'allié russe semble lassé et embarrassé. Et, en coulisses, les institutions internationales, les pays démocratiques et les associations des droits de l'homme empilent les preuves en vue d'un éventuel futur procès pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

¹. « Attaque chimique en Syrie : les preuves de la France contre Bachar al-Assad », *Le Point*, 26 avril 2017.

². Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Les Chemins de Damas. Le dossier noir de la relation franco-syrienne*, Robert Laffont, 2014.

³. Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Les Chemins de Damas...*, *op. cit.*

⁴. Entretien avec l'auteur, mars 2017.

5. Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Les Chemins de Damas...*, *op. cit.*

6. « Une militante de la campagne de Fillon au Liban critiquée pour ses liens avec le régime syrien », *Le Monde*, 17 avril 2017.

7. « Attaque en Syrie au gaz sarin : le rapport de la France qui accuse Damas », *Le Monde*, 26 avril 2017.

8. *Le Monde*, 7 avril 2017.

9. France Info, 5 avril 2017.

9

Preuves à charge

La camionnette bringuebale sous les cahots de la route. Avec la guerre, les itinéraires sûrs se font rares et empruntent souvent des déviations impromptues, au milieu de nulle part. La chaleur est intenable, et il faudrait une climatisation de chambre froide pour que la température à l'intérieur du véhicule atteigne – à peine – la limite de la survie. La vitre ouverte souffle une chaleur tournante. Un four qui magnifie les odeurs de Skaï usé et de mauvais diesel. La frontière n'est pas loin. À peine quelques kilomètres sous zone rebelle. Une petite dizaine de check points. Le conducteur est un habitué. Il connaît ceux qui les veillent, partage un Coca à l'occasion, mange avec eux un pauvre chawarma, discute famille... Voilà des semaines, des mois qu'il traverse la frontière ici. Parfois sans rien dans la camionnette. Souvent avec quelques documents précieux. Voilà des semaines, des mois qu'il prépare ce voyage, le plus important. Cachés sous quelques immondices, des cartons de papiers, des kilos de feuillets estampillés en vert du tampon du parti Bass ou de la présidence : les archives volées des services de renseignements de Bachar. Le journal intime d'une dictature.

Pas de surprise. Coca, discussion... Il passe. Reste la frontière. Elle est fermée mais pas pour tout le monde. Les douaniers en face le connaissent aussi. Échanges standard : la chaleur, la famille, les enfants... Passez, il n'y a rien à voir.

Quelques centaines de kilomètres encore et l'ambassade, sa façade blanche, ses plots de sécurité et le drapeau coloré qui flotte sur son mât. Arrivée à bon port.

À l'autre bout de la chaîne, au frais, Chris Engels sait qu'il pourra enfin récupérer les documents. Tête chauve, épaules carrées, souvent campé sur

ses deux jambes, l'homme de quarante-deux ans a passé une dizaine d'années à former des experts internationaux de la justice pénale aux Balkans, en Afghanistan, au Cambodge... Il est aujourd'hui à la tête de l'unité chargée des crimes du régime syrien au sein de la Commission Internationale pour la Justice et la responsabilité (CIJA), un organisme d'enquête indépendant fondé en 2012, un an après le début de la guerre en Syrie.

C'est le magazine *The New Yorker*¹ qui raconte son histoire et la récolte de centaines de milliers de documents passés en contrebande de la Syrie à la Turquie. Un réquisitoire fourni, détaillé, étayé contre Bachar.

« Le travail de la commission, précise le journaliste, a récemment accouché d'un dossier juridique de 400 pages qui relie la torture et l'assassinat de dizaines de milliers de Syriens à un ensemble de directives approuvées par le président Bachar al-Assad, coordonnées par ses agences de renseignement et de sécurité intérieure et mises en place par des fonctionnaires du régime qui livrent des rapports sur leurs activités à leurs supérieurs à Damas. Le dossier relate des événements qui prennent place quotidiennement en Syrie, à travers les yeux d'Assad, de ses collaborateurs et de leurs victimes. Il apporte les preuves d'actes de torture approuvés par l'État, d'une étendue et d'une cruauté presque inimaginables. Ces exactions ont été signalées de nombreuses fois dans le passé par des Syriens qui y ont survécu, mais ils n'avaient jamais pu être rattachés à des ordres signés jusqu'ici. Pour Stephen Rapp, responsable des équipes du procureur devant les tribunaux pénaux internationaux du Rwanda et de Sierra Leone avant de travailler comme ambassadeur itinérant des États-Unis pour les crimes de guerre pendant six ans : "Les documents de la CIJA sont plus fournis que tout ce que j'ai pu voir et que toutes les affaires judiciaires que j'ai suivies dans la région²". »

Le régime syrien a hérité du Mandat français et de liens continus avec Moscou le goût de la paperasse et de l'administration. Tout doit être écrit, noté, trié, classifié, sécurisé. Par ailleurs, dans la paranoïa ambiante d'un système sécuritaire, tout un chacun doit prouver qu'il a obéi aux ordres. Quand le régime disjoncte, il ne fait pas bon être le fusible.

Dès les débuts du soulèvement, une cellule de crise se met en place, celle-là même qui générera plus tard les attaques chimiques. Lui arrivent des masses de documents de tout le pays : du procès-verbal d'un graffiti ou d'un post sur les réseaux sociaux jusqu'aux réunions secrètes de la rébellion

ou les caches d'armes. Les moukhabarats embauchent dans l'urgence un jeune homme à peine sorti de l'université, Abdelmajid Barakat, pour classer cette montagne d'informations sur papier. Ils sont allés un peu vite. Abdelmajid fait partie d'un groupe d'opposants politiques. Il tombe des nues quand on lui propose le poste mais l'accepte. Il comprend très vite tout l'intérêt que l'opposition peut retirer de bénéficier d'une taupe, fût-elle un simple secrétaire, au sommet de l'appareil de répression de l'État.

Son témoignage ne laisse planer aucun doute sur la responsabilité ultime de Bachar dans les atrocités commises par son régime : « Barakat a appris qu'Assad vérifiait chaque proposition avant de la signer et de la renvoyer à la cellule de crise pour modification, précise *The New Yorker*. Il faisait parfois des changements, supprimant certaines directives et en ajoutant d'autres. Il a également publié certains décrets sans consulter au préalable la cellule de crise. Barakat affirme qu'aucune décision sécuritaire, si infime soit-elle, n'était prise sans l'accord d'Assad. »

Le jeune homme photographie ce qu'il peut, garde précieusement les notes les plus sensibles. Ses informations filtrent. Les moukhabarats commencent à comprendre qu'ils ont affaire à une taupe. Abdelmajid ne se sent plus en sécurité. Il se scotche 400 documents sur le corps et fonce vers la frontière turque. Il passe, se réfugie dans un hôtel. De là, il va organiser l'exfiltration de sa mère de Syrie. Ce sera fait un mois plus tard. Rassuré, il appelle la chaîne de télévision Al Jazeera et explique qu'il a des documents à confier à la Cour pénale internationale.

La CIJA va les récupérer, les traiter à son tour et les préserver pour l'avenir. Elle va aussi faire en sorte que les rebelles continuent d'alimenter le flux, leur demande d'empaqueter les documents, d'annoter où, quand et dans quelles circonstances ils ont été récupérés...

Au mois de mars 2017, la CIJA disposait d'un dossier constitué de 700 000 pages. Un acte d'accusation de la taille d'une colonne dorique... À raison de 10 kilos les 2 500 pages, près de trois tonnes de papier, le poids d'une femelle éléphant...

Un réquisitoire en règle contre Bachar. Un acte d'accusation en photos aussi, la Commission en détient 55 000. Les plus importantes viennent de « César », un nom de code pour un ancien photographe de la police militaire. L'homme va passer de photos d'accidents impliquant des militaires aux images de torture dans les geôles syriennes : « Au début, explique-t-il, le nom [des victimes] était posé sur chaque cadavre. Au bout

de quelque temps, quelques semaines ou un mois, les corps n'avaient plus de nom. Juste des numéros. Il y avait deux numéros, parfois scotchés ou écrits au feutre sur le corps, celui du détenu, et celui de la branche des services où il avait été emprisonné. Avec mes collègues, on devait non seulement photographier les corps mais aussi constituer leur dossier [...] On travaillait de 8 heures à 14 heures et de 19 heures à 22 heures³. »

César veut fuir la Syrie... Son parcours va ressembler à celui d'Abdelmajid. Il pourra cependant compter sur un ami qui fait passer les documents en Turquie, au nord, alors que lui passe la frontière jordanienne, au sud.

En sécurité, il peut, toujours sous anonymat, témoigner : « Avant la révolution, les membres du régime torturaient pour obtenir des informations. Aujourd'hui, ils torturent pour tuer. »

Ses images sont confiées à d'anciens procureurs internationaux, David Crane et Desmond de Silva. Charge à eux de rédiger un rapport. Il sera, bien évidemment, accablant.

Des « photos qui rappellent Auschwitz et Dachau », constate David Crane, ancien procureur auprès du Tribunal pénal international pour les crimes commis en Sierra Leone. « Coups, brûlures, mutilations de différentes parties du corps, mutilations des organes sexuels, arrachages d'yeux, prisonniers affamés à mort », détaille le rapport qu'il rendra en janvier 2014. Conclusion : « Je peux, sans conteste, affirmer que nous avons affaire à des crimes contre l'humanité, nous n'avons pas de doute sur l'authenticité des clichés, explique-t-il lors d'une conférence de presse organisée au siège d'Amnesty International. Nous devons nous rendre à l'évidence et croire l'incroyable. »

Le 15 septembre 2015, la France ouvre une enquête pour crimes contre l'humanité.

Bachar, lui, persiste à nier jusqu'à l'évidence et l'existence de César : « Qui a pris ces photos ? Qui est-il ? Personne ne le sait. Aucune vérification de ces preuves n'a été faite. Ce sont des allégations sans preuves⁴. » Les preuves pourtant continuent de s'accumuler.

« Un jour viendra où la justice internationale se prononcera sur Bachar al-Assad, qui massacre son peuple », déclare Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères, le jeudi 6 avril, juste après le massacre chimique de Khan Cheikhoun.

Seule compétente, la Cour pénale internationale devra être saisie. Mais la Syrie n'en est bien sûr pas membre. Pas plus que son parrain russe, d'ailleurs, dont le président Vladimir Poutine a décidé, par décret pris le 16 novembre 2016, de reprendre la signature de son pays au bas du traité établissant la Cour. Les États-Unis, eux, n'ont jamais ratifié le texte.

La CPI peut cependant être priée d'agir par une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Les veto russe et chinois ont jusqu'à présent bloqué toute tentative en ce sens.

Un État peut agir seul et poursuivre à la condition que l'un de ses ressortissants fasse partie des victimes. C'est le cas de la France, de l'Espagne, des États-Unis et de beaucoup d'autres... Les dossiers s'accumulent. Au point qu'un secrétariat spécial au sein du Haut-Commissariat des droits de l'homme de l'ONU a été créé en février 2017. Il centralise et redistribue les preuves vers chaque pays concerné.

Mais, là encore, retour à la case départ : « Seule la CPI peut poursuivre les chefs d'État, précise M^e Clémence Bectarte, une avocate ayant saisi la justice française du cas des deux Franco-Syriens portés disparus. Devant les autres juridictions nationales, il peut faire valoir son immunité de chef d'État⁵. »

Ce qui n'est pas le cas pour son frère et les autres bourreaux du régime. Mais Bachar, lui, pourrait donc s'en sortir indemne. À moins qu'il ne « quitte » son poste.

Impossible... sauf à être lâché par la Russie, son seul rempart contre la justice internationale.

¹. « The Assad files », *The New Yorker*, 18 avril 2016.

². « The Assad files », *The New Yorker*, art. cité.

³. Garance Le Caisne, *Opération César*, Stock, 2015.

⁴. « Syria's President speaks », *Foreign Policy*, janvier 2015.

⁵. *La Croix*, 6 avril 2017.

Épilogue

« Épilogue » : le mot sonne joliment. Comme une fin, souvent heureuse et douce. Paradoxe de ce livre, en l'état actuel des choses, un épilogue sur la Syrie représente un oxymore, un épilogue sur Bachar une hérésie.

Deux solutions pour le Raïs : la Syrie fait avec ou sans lui. L'une comme l'autre réclament de regarder attentivement dans une boule de cristal, de souffler un bon coup, et nécessite beaucoup d'imagination tant le cauchemar syrien plonge ses racines au feu de l'enfer.

J'ai donc pris un joker, appelé un ami. Pour Ziad Majed, « une Syrie avec Bachar est une Syrie qui ne se reconstruira pas, qui ne connaîtra pas le retour des réfugiés, qui ne sera jamais stable et qui, surtout, persistera à démontrer que la communauté internationale considère que les Syriens ne sont pas humains et ne méritent pas la protection des conventions de Genève, de la justice... Ne méritent pas non plus la plus simple des considérations pour la vie. Et, cela va de soi, restera un bon prétexte pour les nihilistes pour recruter ».

Pour être clair, une Syrie avec Bachar et, quoi qu'il se passe, le cauchemar se poursuit, une cohorte de morts dans sa poussière. Une poussière qui envahit le monde et étouffe jusqu'à la France qui en a payé le prix au Bataclan ou à Nice notamment.

Comment un homme ou une femme politique occidental peut-il encore défendre cette Syrie-là, ce Bachar-là ? La realpolitik est bonne mère et accueille qui n'a pas d'autres idées, d'autre vision. Cette phrase, cette simple phrase a manqué à l'élection présidentielle française : « Bachar doit partir ! » Mes amis syriens ajouteraient « les pieds devant », mais ils paient un prix que les générations du XXI^e siècle ne peuvent pas entendre. Et il est des choses qu'un président ne peut dire. La France qui s'enorgueillit des Lumières, et d'une merveilleuse déclaration des droits de l'homme, n'a

aucun droit à laisser le peuple syrien dans sa nuit interminable. Les solutions simples n'existent pas. Pas plus que les rapides. Les longues et difficiles réflexions menées avec les Syriens, leurs voisins et toutes les bonnes et mauvaises volontés doivent être menées. La Syrie est déjà dépecée entre Russes, Iraniens et affidés (le Hezbollah), islamistes, rebelles, loyalistes, chefs de clan ou chefs de guerre (souvent les mêmes)... Ne reste qu'une carcasse amaigrie qu'il convient de nourrir à nouveau. Peu à peu. Comme on se relève doucement d'un profond coma ou d'une longue famine. Les Syriens ne réclament que cela. La paix. Bonne ou mauvaise, mais la paix. Ils savent qu'ils se feront déborder par ceux dont la mort est le métier. À moins qu'on ne les protège. Tous. Nous tous. Pour la Syrie, pour l'humanité.

Chronologie – simplifiée – de la Syrie sous les Assad

1970

Hafez al-Assad renverse le président Noureddine al-Atassi.

1971

Hafez est élu président, sur plébiscite, pour sept ans.

1973

Hafez supprime l’obligation constitutionnelle pour le Président d’être musulman. Des émeutes éclatent. Elles sont écrasées par la troupe.

Octobre : la Syrie et l’Égypte tentent de reprendre à Israël le plateau du Golan, occupé par l’État hébreu. Elles perdent la guerre.

1974

La Syrie et Israël signent un accord de désengagement.

1976

L’armée syrienne intervient au Liban déchiré par la guerre civile.

1978

Accords de Camp David entre Israël et l’Égypte. Hafez tente d’obtenir la parité stratégique avec Israël.

1980

Après la révolution islamique en Iran, des groupes sunnites déclenchent des émeutes à Alep, Homs et Hama. Hafez lâche du lest et assure que la Syrie n'a pas rompu ses liens avec l'islam.

Les Frères musulmans tentent de l'assassiner.

Septembre : début de la guerre Iran-Irak. La Syrie soutient Téhéran, fidèle à la confession alaouite (chiite) de son président et à la rivalité qui oppose les deux partis Baas syrien et irakien.

1981

Israël annexe le plateau du Golan.

1982

Février : les Frères musulmans font se soulever la ville de Hama. Hafez écrase la révolte dans le sang. C'est son frère Rifaat qui se charge du rôle de boucher.

Juin : début de l'opération « Paix en Galilée ». Les troupes israéliennes entrent au Liban et délogent, notamment, l'armée syrienne de ses places fortes au pays du Cèdre.

1983

Le Liban et Israël annoncent la fin des hostilités. Les forces syriennes restent au Liban.

1984

Rifaat al-Assad, frère d'Hafez, devient vice-président de la Syrie.

1987

Hafez envoie plus de troupes au Liban pour conforter un cessez-le-feu, précaire, à Beyrouth.

1990

L'Irak envahit le Koweït. La Syrie rejoint la coalition américaine contre l'Irak de Saddam Hussein.

1991

La Syrie est partie prenante à la conférence de Madrid sur la paix au Moyen-Orient qui relance les discussions avec Israël.

1994

Bassel al-Assad, héritier désigné de son père, meurt dans un accident de voiture. Bachar al-Assad revient de Londres. Il est désormais le nouvel héritier.

1998

Hafez al-Assad relève Rifaat de son poste et l'envoie à l'étranger profiter d'une retraite dorée (avec l'argent de la corruption), en France et en Espagne.

1999

Début des pourparlers sur le plateau du Golan aux États-Unis.

2000

Le dialogue syro-israélien est définitivement (jusqu'à aujourd'hui en tout cas) rompu.

Juin : Hafez al-Assad meurt. Bachar monte sur le trône.

Novembre : début du printemps de Damas.

2001

Février : début de la fin pour le printemps de Damas.

Avril : les Frères musulmans (organisation jusque-là interdite) annoncent qu'ils reprennent leurs activités politiques après vingt ans de clandestinité.

Mai : le pape Jean-Paul II se rend en Syrie.

Juin : les troupes syriennes se redéploient au Liban. À Beyrouth, leur présence est de plus en plus ouvertement remise en cause.

Novembre : le Premier Ministre anglais, Tony Blair, tente de rallier Bachar à son programme de « lutte contre le terrorisme ». Sans succès.

2002

L'administration Bush inscrit la Syrie sur son « axe du mal ». Le sous-secrétaire John Bolton affirme que Damas cherche à se procurer des armes de destruction massive.

2003

Washington menace Damas de sanctions. Les États-Unis finiront par les prendre.

2004

Bachar al-Assad en visite officielle en Turquie, une première depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

Mars : heurts entre la minorité kurde et la police.

Mai : les États-Unis imposent des sanctions économiques à la Syrie pour soutien au terrorisme.

Septembre : résolution 1559 des Nations unies réclamant le départ de toutes « les forces étrangères » du Liban.

2005

Février : à Beyrouth, un attentat tue l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri. La Syrie est pointée du doigt par la communauté internationale.

Mars : début du retrait des troupes syriennes du Liban.

Avril : la Syrie annonce avoir achevé son retrait.

Octobre : le ministre de l'Intérieur et homme fort de la Syrie au Liban, Ghazi Kanaan, se suicide (dans des conditions douteuses), alors que la commission d'enquête sur le Liban voulait l'entendre.

2006

Juillet : guerre entre Israël et le Hezbollah libanais.

Novembre : l'Irak et la Syrie renouent des relations diplomatiques plus de vingt-cinq ans après leur rupture.

2007

L'Union européenne reprend le dialogue avec les autorités syriennes.

Mai : la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, rencontre son homologue Walid Mouallem à Damas.

Bachar est plébiscité président pour un nouveau mandat de sept ans.

Septembre : bombardement israélien contre les installations nucléaires syriennes.

2008

Mai : hausse des produits des matières premières et de première nécessité. Bachar annonce une hausse des salaires de ses fonctionnaires de 25 %.

Ouverture de discussions indirectes syro-israéliennes grâce à une médiation turque.

Juillet : lancement de l'Union pour la Méditerranée à Paris, avec la participation de Bachar al-Assad.

Le 14 juillet, il est sur la tribune présidentielle aux côtés du président Sarkozy pour le traditionnel défilé.

Septembre : les 3 et 4, Nicolas Sarkozy effectue la première visite d'un président français en Syrie depuis celle de Jacques Chirac en octobre 2002.

Octobre : la Syrie et le Liban établissent des relations diplomatiques. Les deux pays échangent des ambassadeurs pour la première fois depuis leur indépendance mutuelle.

2009

Ouverture d'une bourse des valeurs à Damas qui y voit le symbole de sa nouvelle politique économique.

2010

Février : pour la première fois depuis cinq ans, les États-Unis nomment un ambassadeur à Damas.

Juin : l'avocat Mohammed el-Hassani, responsable de l'Organisation syrienne des droits de l'homme, est emprisonné pour trois ans. Il est accusé d'avoir « répandu des fausses informations et affaibli le moral national ».

2011

Mars : début de la contestation à Deraa.

Juillet : formation de l'Armée Syrienne Libre (ASL).

Octobre : lancement du Conseil National Syrien (CNS) réunissant les principaux courants de l'opposition.

2012

Janvier : le grand reporter de France 2, Gilles Jacquier, trouve la mort à Homs lors d'un bombardement.

Avril : entrée en vigueur officielle du cessez-le-feu dans le cadre du plan proposé par Kofi Annan, suivi du déploiement de 300 observateurs de l'ONU dont l'opération sera suspendue en juin.

Juillet : un attentat au bureau de la sécurité nationale de Damas coûte la vie à trois des plus hauts responsables de l'appareil sécuritaire.

2013

Janvier : Bachar al-Assad présente un « plan politique » impliquant son maintien au pouvoir. L'opposition le rejette et la France qualifie les propos du dirigeant syrien de « déni de réalité ».

Mars : deux ans de guerre : 70 000 morts, 1 100 000 déplacés.

Avril : démission d'Ahmed Moaz al-Khatib, leader, depuis novembre 2012, de la Coalition Nationale Syrienne (CNS).

Le secrétaire général du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, reconnaît la présence de combattants de son organisation aux côtés de l'armée de Bachar al-Assad.

Mai : l'UE lève l'embargo sur les armes en vigueur depuis deux ans.

Août : l'armée syrienne lance des bombes chimiques au sarin sur la Ghouta, une banlieue rebelle de Damas.

2014

Janvier : ouverture de « Genève 2 » : le régime et l'opposition se réunissent en Suisse pour trouver un « règlement pacifique » au conflit.

Avril : présentation aux 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU du « rapport César », un document de 55 000 photos d'hommes et de femmes torturés à mort dans les prisons syriennes. Quatre journalistes français otages en Syrie depuis dix mois sont relâchés par leurs ravisseurs. La France annonce avoir des « éléments » sur l'utilisation récente d'armes chimiques par le régime. Les États-Unis déclarent avoir « des indications évoquant l'utilisation d'un produit chimique industriel toxique, probablement du chlore » à Kafr Zita.

Vingt-cinq personnes sont tuées lors d'un raid aérien de l'armée syrienne sur le marché d'un village proche d'Alep. Le président Bachar al-Assad annonce sa candidature à la présidentielle du 3 juin.

Mai : le chef d'Al-Qaïda ordonne à la branche du réseau extrémiste en Syrie, le Front Al-Nosra, de cesser de combattre les autres djihadistes dans ce pays, où deux attentats dans des localités pro-régime ont tué 11 enfants.

Juin : élection présidentielle organisée par le régime dans les territoires qu'il contrôle, large victoire de Bachar (88,7 % des suffrages exprimés). L'opposition qualifie cette consultation de « farce », et plusieurs pays occidentaux critiquent la tenue du scrutin. Investiture le 17 juillet.

Juillet : la Coalition nationale syrienne, opposition au président al-Assad, nomme Hadi al-Bahra nouveau dirigeant de l'opposition.

Nomination du diplomate italo-suédois Staffan de Mistura pour succéder à l'Algérien Lakhdar Brahimi comme médiateur de l'ONU dans le conflit syrien.

Bachar al-Assad prête serment pour un troisième septennat lors de la cérémonie de son investiture au palais présidentiel de Damas, plutôt qu'au Parlement, pour des raisons de sécurité.

Septembre : premiers raids aériens contre l'État islamique : la « capitale » syrienne des djihadistes, Raqqa, est prise pour la première fois sous le feu d'avions de guerre, de drones et de missiles Tomahawk américains. Le 25, des avions de combat des États-Unis, d'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis frappent dans l'est syrien 12 raffineries contrôlées par l'État islamique, l'une des principales sources de revenu des djihadistes.

Octobre : quelque 662 personnes ont été tuées dans la ville de Kobané depuis le début, un mois plus tôt, de l'offensive du groupe État islamique, selon un décompte de l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

L'Union européenne adopte de nouvelles sanctions contre le régime syrien, visant notamment des proches du régime pour leur implication dans la répression.

2015

Janvier : la Coalition nationale de l'opposition syrienne élit à sa tête Khaled Khoja, dont la candidature était soutenue par le bloc laïc et par le bloc islamiste modéré de l'organisation.

Les combattants kurdes syriens reprennent la ville de Kobané au groupe État islamique. La ville située à la frontière turque a été largement détruite par quatre mois de combats acharnés.

Février : l'organisation État islamique franchit un nouveau palier dans l'horreur en diffusant une vidéo présentée comme la mort d'un pilote jordanien, capturé fin décembre, brûlé vif dans une cage.

Quatre parlementaires français, en « mission personnelle » en Syrie, rencontrent à Damas le président Bachar al-Assad. Cette délégation se compose du député PS Gérard Bapt, du député UMP Jacques Myard, du sénateur UMP Jean-Pierre Vial et du sénateur UDI François Zocchetto. Initiative fermement condamnée par le gouvernement et par le président de la République François Hollande.

Mai : le groupe État islamique s'empare de champs gaziers autour de Palmyre après avoir été refoulé par les forces du régime de cette ville du Nord, qui abrite les ruines de la cité antique dont l'UNESCO craint la destruction.

Le mouvement État islamique contrôle désormais plus de 50 % du territoire syrien selon l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH).

Les hélicoptères du régime syrien larguent des barils d'explosifs sur des zones rebelles de la province d'Alep, tuant au moins 71 civils, l'un des bilans les plus lourds dans cette région du nord du pays en guerre.

Juin : les représentants d'une vingtaine de pays se rencontrent à Paris pour une réunion de la coalition qui lutte contre l'organisation État islamique.

Les différents chefs de l'opposition syrienne se sont retrouvés au Caire pour tenter de préparer une éventuelle transition politique. Malgré le sentiment d'impuissance, jamais une réunion d'opposants syriens n'avait regroupé un spectre politique aussi large : cent cinquante personnes de quarante partis ou organisations différents prennent part aux discussions.

La SAMS (Société Médicale Américano-Syrienne), un groupe de médecins et de chirurgiens syro-américain, présente devant le Congrès américain des preuves de l'usage par le régime syrien d'armes chimiques dans la province d'Idlib. Selon ce rapport détaillé (chiffres, photos, vidéos à l'appui), le régime d'Assad aurait effectué 31 attaques au chlore entre le 16 mars et le 9 juin 2015. Les bombes ont été larguées par hélicoptères sur des civils, faisant dix morts. Au moins 530 personnes ont subi des traitements médicaux.

Les enquêteurs de l'ONU dénoncent le largage d'explosifs par le gouvernement syrien, mais aussi les sièges de plusieurs localités et villes menés par les parties en conflit qui conduisent à la famine.

Juillet : le Programme alimentaire mondial va réduire l'aide apportée aux réfugiés syriens exilés en Jordanie et au Liban. Il lui manque 80 % des financements nécessaires – 139 millions de dollars – pour couvrir les besoins jusqu'en septembre.

La coalition internationale lance son opération aérienne la plus importante depuis le début de son engagement en Syrie. Seize raids aériens ont visé Raqqa, le fief de l'organisation État islamique en Syrie, tuant 22 personnes, dont six civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

La Turquie donne son accord pour qu'une de ses bases soit utilisée par les États-Unis afin de mener des frappes contre l'organisation djihadiste en Syrie. Le lendemain, Ankara, après avoir longtemps été accusée de passivité par les membres de la coalition internationale, passe à l'offensive et bombarde dans la nuit des positions de l'organisation État islamique.

Le président Bachar al-Assad décrète une amnistie générale pour les déserteurs et tous ceux qui ont refusé de faire leur service militaire dans le pays afin d'augmenter ses effectifs.

Août : le Conseil de sécurité des Nations unies nomme une délégation d'experts pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques par l'armée syrienne.

L'État islamique décapite l'ancien directeur des Antiquités de la cité antique de Palmyre, Khaled al-Assaad, dans le centre de la Syrie. Le 23, l'État islamique annonce avoir fait exploser le temple de Baalshamin, un des sanctuaires les plus importants du site.

Septembre : le président français François Hollande annonce des « vols de reconnaissance » de l'aviation française dès le lendemain pour la première fois au-dessus de la Syrie, « pour permettre des frappes » contre le groupe État islamique.

La directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, dénonce un pillage archéologique à l'échelle « industrielle » pratiqué par le groupe État islamique en Syrie, soulignant la nécessité de lutter contre le trafic d'objets d'art qui sert à financer le djihadisme.

Premières frappes françaises en Syrie : l'Élysée annonce avoir mené des bombardements contre le groupe État islamique, visant un camp d'entraînement des djihadistes qui aurait été touché par les bombes lancées par six avions français.

La France ouvre une enquête pénale pour crimes contre l'humanité, visant les exactions commises par le régime syrien.

Ce même jour, la Russie annonce avoir mené ses premiers bombardements dans la région de Homs, en coopération avec l'armée syrienne fidèle à Bachar al-Assad.

Octobre : les 28 ministres de la Défense de l'OTAN se réunissent pour discuter de la Syrie et des frappes qu'y mène l'armée russe.

L'armée française réalise dans la nuit une nouvelle frappe contre un camp d'entraînement de l'organisation État islamique à Raqqa.

Appuyée par l'aviation russe, l'armée de Bachar al-Assad étend son offensive dans le centre de la Syrie en lançant une opération contre les rebelles dans la province de Homs.

Washington et Moscou signent un mémorandum sur le survol de la Syrie par leurs avions respectifs, malgré leurs divergences sur le soutien que les Russes apportent à Bachar al-Assad. Cet accord vise à empêcher les incidents qui pourraient faire dégénérer la situation, comme celui révélé par le Pentagone dix jours plus tôt, lorsque des avions russes et américains avaient failli entrer en collision dans le ciel syrien.

Novembre : l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC) affirme que du gaz moutarde a été utilisé dans le conflit

syrien, en août dernier, dans la ville de Marea, un bastion de la rébellion syrienne.

Bombardement massif de la France sur des positions du groupe État islamique dans son fief syrien de Raqqa. C'est la plus importante opération menée par la France depuis le début de son intervention en Syrie, en septembre dernier.

Décembre : le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, annonce que les États-Unis vont envoyer plus de forces spéciales en Syrie, afin d'enrayer la progression du groupe État islamique.

L'aviation britannique réalise ses premières frappes contre des cibles du groupe État islamique en Syrie, une heure après le feu vert du Parlement.

À l'issue de négociations très tendues entre les 17 pays qui participent au groupe de soutien sur la Syrie, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité un texte qui encourage un règlement politique du conflit, mais évite soigneusement les points les plus délicats.

Le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, annonce que Damas est « prêt à participer » aux discussions sur la Syrie qui devraient se tenir fin janvier à Genève sous l'égide des Nations unies. Selon l'ONU, le conflit a fait plus de 250 000 morts et des millions de déplacés. Près de 4,4 millions de Syriens ont fui leur pays.

Près de 500 personnes, combattants et civils, sont évacuées de trois localités syriennes, pro- et anti-Assad, résultat de négociations entre le régime et la rébellion, sous l'égide des Nations unies.

2016

Janvier : les forces du régime syrien s'emparent de la localité stratégique de Salma, principal bastion rebelle dans la province de Lattaquié, dans l'ouest du pays. Il s'agit de la plus importante victoire des forces gouvernementales depuis le début de l'intervention, en Syrie fin septembre, de la Russie en soutien au régime.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dénonce les crimes de guerre que représentent les sièges des villes, comme celle de Madaya.

Le groupe État islamique assassine au moins 135 personnes, dont 85 civils et 50 soldats gouvernementaux, près de la ville de Deir ez-Zor, dans l'est du pays.

À Alep, l'armée syrienne progresse vers le principal bastion du groupe djihadiste. Réunion en Suisse des différentes parties du conflit syrien pour entamer des pourparlers de paix.

Février : l'émissaire de l'ONU Staffan de Mistura annonce une suspension des discussions jusqu'au 25.

L'armée enregistre son plus important succès dans la province d'Alep depuis le début de la guerre, en 2011. Elle a brisé le siège imposé à deux localités fidèles au régime et coupé la route d'approvisionnement des rebelles dans la ville même d'Alep.

Nouvel exode dans la région d'Alep. Les bombardements russes permettent aux forces de Damas de gagner du terrain face à la rébellion.

Dans un rapport accablant, la commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie accuse le régime et certains groupes rebelles, comme le Front al-Nosra, d'avoir procédé à des exécutions massives visant des détenus au cours des quatre dernières années.

L'ambassadeur russe à l'ONU, Vitali Tchourkine, met en garde le président syrien Bachar al-Assad contre ses projets de reconquérir toute la Syrie. Selon lui, ils nuisent aux efforts diplomatiques russes en vue d'un cessez-le-feu.

Washington et Moscou proposent une cessation des hostilités à partir du 27. Parallèlement, le président Bachar al-Assad annonce des élections législatives le 13 avril.

Le Conseil de sécurité de l'ONU vote à l'unanimité une résolution qui entérine l'accord américano-russe de cessation des hostilités en Syrie. L'ONU convoque également pour le 7 mars une nouvelle session de négociations de paix. Une heure plus tard, pour la première fois depuis cinq ans, une trêve d'une ampleur inédite entre en vigueur.

Mars : le président Vladimir Poutine annonce le retrait, dès le lendemain, du gros des forces russes actuellement en Syrie, estimant que les objectifs poursuivis lors de cette intervention avaient été largement atteints.

Les Kurdes de Syrie annoncent l'établissement d'une autonomie pour « Rojava », zones actuellement sous leur contrôle dans le pays. Damas et l'opposition syrienne rejettent le projet.

L'armée syrienne, appuyée par l'aviation russe, entre dans Palmyre, contrôlée par le groupe État islamique depuis près d'un an.

Janvier : à Astana, au Kazakhstan, la Russie, l'Iran et la Turquie trouvent un accord pour renforcer le cessez-le-feu entre le gouvernement de Bachar et les rebelles (non islamistes).

Avril : les forces de Bachar attaquent la localité de Khan Cheikhoun au gaz sarin.

Les États-Unis bombardent deux jours plus tard l'aéroport d'où est parti le gaz.

La France présente des preuves irréfutables que l'attaque est bien au sarin et que ce sont bien les forces de Bachar al-Assad qui l'ont perpétrée.

Suivez toute l'actualité des Éditions Plon sur
www.plon.fr



PLON

et sur les réseaux sociaux

